

TABLE DES MATIERES

A. ACTES DU GOUVERNEMENT

N°	Date	N°	Date
.....Page	Page	Page	Page
1/22	05/11/2021	100/254	08/11/2021
Loi portant révision de la loi n°1/11 du 14 juillet 2009 portant création, organisation et fonctionnement de l'office burundais des recettes	1953	Décret portant nomination d'un haut cadre au ministère de l'hydraulique, de l'Energie et des mines	2009
1/23	05/11/2021	520/1303	03/11/2021
Loi portant ratification par la république du Burundi de l'accord de don n°D8580-BI entre la république du Burundi et l'association internationale de développement (IDA) relatif au financement du projet d'appui à l'amélioration des compétences et de l'employabilité des femmes et des jeunes (PACEJ) au Burundi, signé à Bujumbura le 16 août 2021	1955	Ordonnance portant révocation d'un sous-officier de la force de défense nationale du Burundi	2010
1/24	05/11/2021	520/1304	03/11/2021
Loi portant organisation du service diplomatique de la république du Burundi	1956	Ordonnance portant révocation d'un sous-officier de la force de défense nationale du Burundi	2010
1/25	5/11/2021	520/1305	03/11/2021
Loi portant réglementation des migrations au Burundi	1976	Ordonnance portant révocation d'un sous-officier de la force de défense nationale du Burundi	2011
100/251	05/11/2021	520/1306	03/11/2021
Décret portant nomination d'un premier conseiller d'ambassade de la république du Burundi à New York	2008	Ordonnance portant révocation d'un sous-officier de la force de défense nationale du Burundi	2011
100/252	05/11/2021	520/1307	03/11/2021
Décret portant nomination des membres du conseil d'administration du fonds national d'investissement communal « FONIC »	2008	Ordonnance portant révocation d'un sous-officier de la force de défense nationale du Burundi	2012
100/253	08/11/2021	540/530/1317	03/11/2021
Décret portant nomination d'un chargé de missions à la présidence de la république	2009	Ordonnance ministérielle conjointe nportant modalités pratiques de répartition, de transfert, d'utilisation et de remboursement des fonds alloués aux projets de développement des communes .	2012
		530/1318	04/11/2021
		Ordonnance ministérielle portant révocation d'un brigadier de la police nationale du Burundi	2015
		540/1319/2021	05/11/2021
		Ordonnance ministérielle portant prolongation du délai de paiement de la redevance annuelle routière forfaitaire	2015

B. SOCIETES COMMERCIALES

-Ratios de solvabilité et de levier de la Bancobu, période : septembre 2021	2016
-Ratios de solvabilité et de levier Interbank Burundi s.a., période : 30 septembre 2021	2016

C.DIVERS

-Arrêt RCCB 405	2018
-Signification du jugement à domicile inconnu de NSHIMIRIMANA Jean	2019
-Décision portant autorisation de changement de nom de Marie Megane	2020
-Assignation à domicile inconnu de BUKEBUKE Daniel	2020
-Signification du jugement à domicile inconnu de NYANDWI Israël	2021
-Signification de jugement à domicile inconnu de BAPFUTWABO Désiré Parfait	2021
-Assignation à domicile inconnu de MAJAMBERE Irené	2021
-Assignation à domicile inconnu de NSENGIYUMVA Modeste	2022
-Assignation à domicile inconnu de TOSHA MUSONGELA Marthe	2022

-Décision portant autorisation de changement de nom de NAHARA Déogratias	2022
-Ukumenyesha urubanza umuburanyi atagira aho arondererwa NIRAGIRA Aliane	2023
-Signification de jugement à domicile inconnu de NTAMAZE David.....	2023
-Assignment à domicile inconnu de NCUTINAMAGARA Jean Baptiste.....	2024
-Décision portant autorisation de changement de nom de MURENGERANTWARI Anabelle	2024
-Signification de jugement à domicile inconnu de NDUWIMANA Philippe	2024
-Assignment à domicile inconnu de NINTUNZE Ange Nina.....	2025
-Signification à domicile inconnu de NTIHARIRIZWA Prosper	2025
-Citation à domicile inconnu NSHIMIRIMANA Yvette	2025

A. ACTES DU GOUVERNEMENT

LOI N°1/22 DU 05 NOVEMBRE 2021 PORTANT REVISION DE LA LOI N°1/11 DU 14 JUILLET 2009 PORTANT CREATION, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES

Le President de la Republique,
Vu la Constitution de la République du Burundi ;
Vu la Loi n°1/39 du 30 décembre 2006 portant
Adhésion du Burundi au Protocole portant Création
de l'Union Douanière de la Communauté Est
Africaine signé à Arusha le 02 mars 2004 ;
Vu la Loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux
Finances Publiques ;
Vu la Loi n°1/11 du 24 novembre 2020 portant
Révision du Décret- loi n°1/037 du 7 juillet 1993
portant Révision du Code du Travail du Burundi ;
Revu la Loi n°1/11 du 14 juillet 2009 portant
Création, Organisation et Fonctionnement de
l'Office Burundais des Recettes ;
Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;
L'Assemblée Nationale et le Sénat ayant adopté ;

Promulgue

Chapitre I

De l'objet et du statut juridique

Section 1

De l'objet

Article 1

La présente loi a pour objet de réviser la Loi n°1/11
du 14 juillet 2009 portant Création, Organisation, et
Fonctionnement de l'Office Burundais des Recettes,
OBR en sigle, aux fins de l'adapter et l'harmoniser
au contexte socioéconomique évolutif du pays.

Section 2

Du statut juridique

Article 2

L'OBR est doté d'une personnalité juridique et placé
sous la tutelle du Ministre ayant les finances dans ses
attributions, ci-après dénommé le Ministre de tutelle.

Chapitre II

Du siège et des missions de l'OBR

Section 1

Du siège

Article 3

L'OBR a son siège à Bujumbura. Le siège peut être
transféré à n'importe quel endroit sur le territoire du
Burundi sur décision du Gouvernement du Burundi.
L'OBR établit autant de bureaux que de besoin sur
tout le territoire du Burundi ou à l'étranger pour
s'acquitter de ses missions.

Section 2

Des missions de l'OBR

Article 4

Dans les limites des lois fiscales et douanières,
l'OBR a pour missions :

a) d'établir, recouvrer, administrer au sens large et

comptabiliser les recettes publiques pour le compte
du trésor public ;

b) de conseiller le Gouvernement sur toutes les
questions concernant les aspects de politique
fiscale ;

c) de promouvoir et veiller au respect des obligations
fiscales et douanières ;

d) de conseiller et sensibiliser les autorités locales
décentralisées en matière d'établissement et de
collecte de leurs recettes ;

e) de promouvoir le civisme fiscal de la population ;

f) d'assister le Gouvernement dans la mise en place
des mesures visant la promotion de l'investissement
et des échanges commerciaux ;

g) de combattre la fraude fiscale et douanière,
l'évasion fiscale et coopérer à cette fin avec d'autres
autorités compétentes en la matière au Burundi et à
l'étranger ;

h) de jouer le rôle de police judiciaire à l'égard des
contrevenants à la législation fiscale et douanière,
sous réserve d'autres lois en vigueur ;

i) de produire des rapports et statistiques sur la
collecte des recettes et les échanges commerciaux ;

j) d'accorder des exonérations prévues par les lois en
vigueur au Burundi conformément aux procédures
qu'il adopte ;

k) de remplir toute autre fonction concernant les
recettes publiques que le Ministre de tutelle peut lui
confier.

Chapitre III

De l'organisation administrative de l'OBR

Section 1

Du Conseil d'Administration

Article 5

L'OBR est administré par un Conseil
d'Administration composé de neuf (9) membres
nommés par décret, dont quatre (4) sont membres de
droit à savoir:

a) le Commissaire Général de l'OBR;

b) le Directeur Général ayant le budget dans ses
attributions ;

c) le Directeur Général ayant le commerce dans ses
attributions ;

d) le Gouverneur de la Banque de la République du
Burundi.

L'organisation, les missions et le fonctionnement du
Conseil d'Administration sont déterminées par
décret.

Article 6

La durée du mandat de chaque membre du Conseil
d'Administration est de quatre (4) ans renouvelables
une fois, à moins qu'il ne soit membre en raison de
ses fonctions, auquel cas il demeure membre du
Conseil d'Administration aussi longtemps qu'il
occupe lesdites fonctions.

En cas de remplacement d'un membre du Conseil d'Administration avant la fin de son mandat, son remplaçant achève le mandat du membre remplacé.

Section 2

De la direction de l'OBR

Article 7

La direction de l'OBR est assurée par le Commissaire Général assisté par le Commissaire Général Adjoint.

Ils sont tous nommés par décret pour un mandat de quatre (4) ans, renouvelable une fois.

Leurs attributions sont déterminées par le Conseil d'Administration et approuvées par le Ministre de tutelle.

Article 8

Le Commissaire Général assure la gestion quotidienne de l'OBR. Il répond devant le Conseil d'Administration et le Ministre de tutelle, de la marche générale de l'OBR.

En cas d'absence ou d'empêchement du Commissaire Général, ses attributions sont reprises, pour intérim, par le Commissaire Général Adjoint.

Le Commissaire Général ou la personne agissant en sa personne, représente l'OBR en justice. Toutefois, il peut se faire représenter par des personnes habilitées par la loi.

Article 9

Le Commissaire Général et le Commissaire Général Adjoint ne peuvent accepter d'autres emplois, ni entreprendre des activités pouvant entraîner des conflits d'intérêts avec leurs fonctions.

Section 3

Du Comité de direction de l'OBR

Article 10

Le Comité de direction est composé du Commissaire Général, du Commissaire Général Adjoint et des Commissaires. Le Comité de direction, peut inviter un membre du personnel pour assister ou participer en tant que personne ressource aux réunions du Comité de direction.

Le fonctionnement et les attributions du Comité de direction sont déterminés par son Règlement d'Entreprise de l'OBR.

Article 11

Les membres du Comité de direction de l'OBR peuvent, sur invitation du Conseil d'Administration ou sur demande du Commissaire Général, assister ou participer aux réunions du Conseil d'Administration sans droit de vote.

Section 4

Du personnel de l'OBR

Article 12

La gestion du personnel est déterminée dans le Règlement d'Entreprise de l'OBR.

Chapitre IV

Des ressources de l'OBR

Article 13

Les fonds de l'Office sont constitués par :

- a) la dotation budgétaire prévue par la loi budgétaire;
- b) des dons, legs et subventions reçus avec l'approbation du Ministre de tutelle ;
- c) toute autre ressource qui peut être reçue ou mise à sa disposition pour l'exercice de ses missions.

Chapitre V

Des rapports annuels, du contrôle et de l'audit

Section 1

Des rapports annuels

Article 14

Dans les trois mois suivant la clôture de chaque exercice budgétaire, le Commissaire Général soumet au Conseil d'Administration un rapport annuel concernant l'exercice en question contenant :

- a) les états financiers ;
- b) le plan d'activités à court et à moyen terme contenant notamment :
 - (i) des indicateurs de rendement et tout autre renseignement connexe ;
 - (ii) un rapport sur les activités de l'OBR ;
- c) tout autre renseignement que le Conseil d'Administration peut exiger, avant ou après le dépôt du rapport annuel.

Le Conseil d'Administration soumet ces rapports au Ministre de tutelle pour disposition.

Section 2

Du contrôle

Article 15

L'OBR rend régulièrement compte au Ministre de tutelle des fonds reçus, veille à ce que les paiements prélevés sur ces fonds soient régulièrement autorisés et qu'un contrôle adéquat soit assuré sur ses biens.

Article 16

L'OBR est doté d'un organe d'audit interne qui accomplit ses missions conformément aux prescriptions des normes internationales d'audit interne.

La vérification annuelle des comptes de l'OBR est effectuée par le Commissaire aux comptes, désigné conformément à la loi.

Le Commissaire aux comptes vérifie les comptes dans les deux mois après la réception du rapport d'exécution budgétaire, soumet son rapport au Conseil d'Administration et transmet une copie au Ministre de tutelle pour disposition.

L'OBR est soumis à un audit externe tous les deux (2) ans.

Chapitre VI

Des dispositions transitoires et finales

Section 1

Du transfert des biens à l'OBR

Article 17

A la promulgation de la présente loi, l'OBR continue

à prendre possession de tous les biens qui ne lui sont pas encore transférés et qui appartenaient aux anciennes directions des douanes, la direction des impôts et la direction des recettes administratives et du portefeuille de l'Etat, à l'exception de ceux que le Ministre de tutelle exclut à des fins d'utilisation par d'autres services de l'Etat.

Toutefois, les droits, les dettes, les charges et les obligations grevant ces biens avant leur transfert ne sont pas concernés.

Section 2

Du non transfert d'autres engagements

Article 18

Sous réserve de ce qui est prévu à l'article 19 de la présente loi, les biens, les contrats, les dettes, les engagements et les obligations du Gouvernement attribuables aux anciennes directions des douanes, la direction des impôts et la direction des recettes administratives et du portefeuille de l'Etat, demeurent sous la responsabilité du ministère ayant

les finances dans ses attributions.

Section 3

Des poursuites et des réclamations en cours

Article 19

Toutes les poursuites et réclamations qui sont en instances judiciaires en matière des recettes sont poursuivies à la diligence de l'OBR.

Article 20

Toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Article 21

La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Fait à Gitega, le 05 novembre 2021

Evariste NDAYISHIMIYE (sé)

Par le Président de la République

Vu et scellé du sceau de la République

Le Ministre de la Justice

Jeanine NIBIZI (sé)

**LOI N°1/23 DU 05 NOVEMBRE 2021
PORTANT RATIFICATION PAR LA
REPUBLIQUE DU BURUNDI DE L'ACCORD
DE DON N°D8580-BI ENTRE LA
REPUBLIQUE DU BURUNDI ET
L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE
DEVELOPPEMENT (IDA) RELATIF AU
FINANCEMENT DU PROJET D'APPUI A
L'AMELIORATION DES COMPETENCES
ET DE L'EMPLOYABILITE DES FEMMES
ET DES JEUNES (PACEJ) AU BURUNDI,
SIGNE A BUJUMBURA LE 16 AOUT 2021**

Le président de la république,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;
Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;
L'Assemblée Nationale et le Sénat ayant adopté ;

Promulgue

Article 1

L'Accord de Don n°D8580-BI entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement (IDA) relatif au financement du Projet d'Appui à l'Amélioration des Compétences et de l'Employabilité des Femmes et des Jeunes (PACEJ) au Burundi, signé à Bujumbura le 16 août 2021, est ratifié.

Article 2

La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Fait à Gitega, le 05 novembre 2021

Evariste NDAYISHIMIYE (sé)

Par le Président de la République

Vu et scellé du sceau de la République

Le Ministre de la Justice

Jeanine NIBIZI (sé)

**INSTRUMENT DE RATIFICATION PAR LA
REPUBLIQUE DU BURUNDI DE L'ACCORD
DE DON N°D8580-BI ENTRE LA
REPUBLIQUE DU BURUNDI ET
L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE
DEVELOPPEMENT (IDA) RELATIF AU
PROJET D'APPUI A L'AMELIORATION
DES COMPETENCES ET DE
L'EMPLOYABILITE DES FEMMES ET DES
JEUNES (PACEJ) AU BURUNDI, SIGNE A
BUJUMBURA LE 16 AOUT 2021**

Nous, Evariste NDAYISHIMIYE,

Le président de la République du Burundi,

Ayant vu et examiné Accord de Don n°D8580-BI entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement (IDA) pour le financement du Projet d'Appui à l'Amélioration des Compétences et de l'Employabilité des Femmes et des Jeunes (PACEJ) au Burundi, signé à Bujumbura le 16 août 2021 ;

L'avons approuvé et l'approuvons en toutes et chacune de ses dispositions, conformément à la législation en vigueur au Burundi ;

Déclarons qu'il est accepté, ratifié et confirmé ;

Promettons qu'il sera intégralement et inviolablement observé ;

EN FOI DE QUOI, Nous avons donné le Présent Instrument de Ratification revêtu du Sceau de la République.

Fait à Gitega, le 05 novembre 2021

Evariste NDAYISHIMIYE (sé)

Par le Président de la République

Vu scellé de la République

Le Ministre de la Justice

Jeanine NIBIZI (sé)

**LOI N° 1/24 DU 05 NOVEMBRE 2021
PORTANT ORGANISATION DU SERVICE
DIPLOMATIQUE DE LA REPUBLIQUE DU
BURUNDI**

Le Président de la République du Burundi
Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi n°1/09 du 17 mars 2005 portant
Distinction des Fonctions Politiques et Fonctions
Techniques ;

Vu la Loi n°1/28 du 23 août 2006 portant Statut
Général des Fonctionnaires

Vu la Loi n°1/25 du 29 octobre 2009 portant
Intégration Administrative des Mandataires
Politiques et des Cadres Techniques n'ayant jamais
presté dans l'Administration Publique;

Vu la Loi n°1/09 du 13 novembre 2020 portant
Modification de la Loi n°1/08 du 28 avril 2011
portant Organisation Générale de l'Administration
Publique

Vu la Loi n°1/11 du 24 novembre 2020 portant
Révision du Décret-loi n°1/037 du 7 juillet 1993
portant Code du Travail du Burundi;

Vu le Décret-loi n°1/155 du 18 avril 1968 portant
Adhésion du Burundi à la Convention de Vienne
sur les Relations Diplomatiques du 18 avril 1961 ;

Le Conseil des Ministres ayant délibéré
L'Assemblée Nationale et le Sénat ayant adopté

Promulgue

Chapitre 1

De l'objet et des définitions

Section 1

De l'objet

Article 1

La présente loi a pour objet de régir :
1° l'organisation et le fonctionnement du service
diplomatique ainsi que le développement
professionnel de la carrière des
fonctionnaires diplomatiques et consulaires ;
2° l'établissement, la modification et la rupture des
relations juridiques avec le personnel du service
diplomatique ainsi que les relations juridiques lors
de l'accomplissement de missions de longue durée
à l'extérieur.

**IBWIRIZWA INOMERO 1/24 RYO KU WA 5
MUNYONYO 2021 RITUNGANYA IGISATA
C'IVYEREKEYE IMIGENDERANIRE
Y'UBURUNDI N'AMAKUNGU**

Umukuru w'Igihugu c'Uburundi

Yihweje lbwirizwa Shingiro rya Repuburika
y'Uburundi ;

Yihweje lbwirizwa inomero 1/09 ryo ku wa 17
Ntwarante 2005 ritandukanya imirimo ya poritike
n'iy'ubuhinga ;

Yihweje lbwirizwa inomero 1/28 ryo ku wa 23
Myandagaro 2006 rishinga amategeko agenga
abakozi ba Reta

Yihweje lbwirizwa inomero 1/25 ryo ku wa 29
Gitugutu 2009 ryerekeye ukwinjiza mu kazi ka Reta
abahora bashinzwe amabanga ya poritike n'abakora
mu vy'ubuhinga batigeze bakora akazi ka Reta

Yihweje lbwirizwa inomero 1/09 ryo ku wa 13
Munyonyo 2020 rihindura lbwirizwa inomero 1/08
ryo ku wa 28 Ndamukiza 2011 ritunganya
ivyerekeye intwari

Yihweje lbwirizwa inomero 1/11 ryo ku wa 24
Munyonyo 2020 risubiramwo ltegeko-bwirizwa
inomero 1/037 ryo ku wa 07 Mukakaro 1993
ryerekeye lgitabu c'amategeko agenga akazi mu
Burundi;

Yihweje ltegeko-bwirizwa inomero 1/155 ryo ku wa
18 Ndamukiza 1968 ryerekeye iyinjira ry'Uburundi
mu Masezerano y'i Vienne yerekeye imigenderanire
hagati y'ibihugu yo ku wa 18 Ndamukiza 1961;

Inama Nshikiranganji imaze kubica irya n'ino
Inama Nshingamateka n'Inama Nkenguzamateka
zimaze kuvyemeza ;

Atangaje

Igice ca 1

Ingingo ngenderwako n'insiguro y'amajambo

Agace ka 1

Intumbero y'iri bwirizwa

Ingingo ya 1

Iri bwirizwa rifise intumbero :

1° ingene igisata c'imigenderanire y'Uburundi
n'amakungu gitunganijwe, ingene gikora hamwe
n'ingene abakozi ba Reta bakora muri ico gisata
n'uko baja baratera imbere mu kazi;

2° ingene abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye
imigenderanire y'Uburundi n'amakungu
bashirwaho, bahindurirwa akazi n'ingene
bahagarikwa; hamwe n'amategeko abagenga mu
gihe bariko bararangura amabanga y'uguserukira
igihugu amara igihe kirekire

Section 2 Des définitions

Article 2

Au sens de la présente loi, on entend par

1° agent diplomatique: un chef d'une mission diplomatique ou un membre du personnel diplomatique au sens de la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques ;

2° ambassade, appelée aussi mission diplomatique: une représentation diplomatique d'un Etat auprès d'un autre qui s'occupe des relations d'Etat à Etat;

3° Consulat : un service diplomatique implanté à l'étranger, chargé principalement de la protection et du suivi administratif des ressortissants du pays dont il dépend dans le pays dans lequel il est implanté. Les consulats les plus importants en matière de charges de travail et du nombre d'agents consulaires sont appelés consulats généraux ;

4° consulat honoraire: un service diplomatique qui ne fait pas partie de la carrière, conduit en général par un notable qui se distingue par une amitié active avec le pays représenté ou alors qui en exprime le désir et qui dispose des qualités requises pour représenter un pays. Il travaille à titre bénévole ;

5° délégation permanente : une représentation diplomatique généralement appelée ainsi quand elle est accréditée auprès de l'UNESCO

6° fonctionnaire consulaire : toute personne, y compris le chef de poste consulaire, chargée en cette qualité de l'exercice des fonctions consulaires

7° membres de la famille d'un agent diplomatique ou d'un fonctionnaire consulaire: le conjoint, les enfants célibataires de moins de vingt-un ans et les enfants majeurs souffrant d'incapacité de travail permanente

8° mission spéciale: une mission temporaire ayant un caractère représentatif de l'Etat, envoyée par un Etat auprès d'un autre Etat, avec le consentement de ce dernier, pour traiter avec lui des questions déterminées ou pour accomplir auprès de lui une tâche déterminée au sens de la convention sur les missions spéciales adoptée par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies le 08 décembre

Agace ka 2 Insiguro y'amajambo

Ingingo ya 2

Muri iri bwirizwa aya majambo asiguwe uku gukurikira :

1 ° umukozi akora mu vyerekeye imigenderanire y'igihugu n'amakungu ni uwurongoye ibiro vy'abaserukira igihugu mu makungu canke umukozi akora mu vyerekeye ubuserukizi bw'igihugu hafatiwe ku nsiguro iri mu Masezerano y'i Vienne yo mu 1961 yerekeye imigenderanire hagati y'ibihugu ;

2° ambassade bita kandi ubuserukizi bw'igihugu ni ibiro vy'uwuserukira igihugu ciwe mu kindi gihugu bijewe imigenderanire hagati y'igihugu n'ikindi ;

3° ibiro vy'uwuhagarariye inyungu z'igihugu mu kindi gihugu ni igisata c'ubuserukizi bw'igihugu mu makungu kijejwe ahanini ugukingira n'ugukurikiranira hafi ivyo abakomoka mu gihugu ahagarariye bakenera mu bijanye n'intwari mu gihugu ico gisata c'ubuserukizi kirimwo. Ibiro vy'abahagarariye inyungu z'igihugu mu bindi bihugu bihambaye gusumba ibindi mu bijanye n'ingene akazi bakora ari kenshi n'igitigiri c' abakozi bakora muri ivyo biro vyitwa ibiro bikuru vy'abahagarariye inyungu z'igihugu mu makungu ;

4° ibiro vy'uwuhagararira inyungu z'igihugu mu kindi gihugu adahembwa ni igisata c'ubuserukizi bw'igihugu kitamaho, kirongorwa muri rusangi n'umwubahwa arangwa n'ubugenzi bukomeye afitaniye n'igihugu aserukira canke yerekana ko avyipfuzwa akongera akaba akwije ibisabwa kugira aserukire igihugu. Akora adahembwa ;

5° ibiro vy'ubuserukizi bwamaho ni ibiro vy'uwuserukira igihugu ciwe mu makungu bikitwa uko mu gihe biserukiye igihugu mw'ishirahamwe mpuzamakungu UNESCO;

6° umukozi ahagararira inyungu z'igihugu mu kindi ni umuntu wese, harimwo n'uwutwara ibiro vy'abahagararira inyungu z'igihugu mu kindi aba ashinzwe guhagararira inyungu z'igihugu

7° abagize umuryango w'umukozi akora mu vyerekeye imigenderanire y'igihugu n'amakungu canke w'umukozi ahagararira inyungu z'igihugu mu kindi ni uwubakanye na we, abana biwe batarubaka badashikana imyaka mirongo ibiri n'umwe n'abana bakuze bagendana ubumuga bwamaho bw'ukudashobora gukora akazi ;

8° umugwi udasanzwe urungikwa mu kindi gihugu ni umugwi umara ikiringo gito ufatwa nk'uwuba userukiye igihugu, urungikwa n'igihugu mu kindi, igihugu urungikwamwo kibanje kuvyemera, kugira wigire hamwe n'ico gihugu ibibazo vyamaze gutomorwa canke kugira uharangurire igikorwa camaze gutomorwa nk'uko bitegekanijwe n'Amasezerano yerekeye imigwi

1969

9°représentation permanente: une représentation diplomatique d'un pays auprès d'une organisation internationale

10°service diplomatique : une administration publique spécialisée sous la direction du Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions.

Chapitre II

De l'organisation du service diplomatique

Article 3

Le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions dirige le service diplomatique, coordonne et contrôle la mise en œuvre de la politique de l'Etat dans le domaine de la politique étrangère de la République du Burundi et de ses relations internationales

Il dirige le service diplomatique.

Article 4

Le service diplomatique est constitué sur une base professionnelle, conformément aux principes de développement de carrière, de subordination hiérarchique, d'efficacité, de stabilité, de transparence, de continuité et de mobilité

Section 1

De l'administration centrale

Article 5

L'administration centrale comprend

Le cabinet ministériel, le secrétariat permanent, l'inspection générale, les directions générales, les directions et les services

Article 6

Le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions, dans l'accomplissement de ses fonctions politiques et protocolaires, est assisté par un assistant du Ministre nommé par décret.

Article 7

Sous l'autorité du Ministre, l'Assistant du Ministre assure la coordination du cabinet

Article 8

Le Secrétaire Permanent exerce la plus haute fonction professionnelle diplomatique au ministère ayant les affaires étrangères dans ses attributions.

Il est nommé par décret.

idasanzwe yemejwe n'Inama ya base y'Ishirahamwe Mpuzamakungu ONU yo ku wa 08 Kigarama 1969 ;

9° ibiro vy'ubuserukizi bwamaho ni ibiro vy'uwuserukira igihugu mw'ishirahamwe mpuzamakungu ;

10° igisata c'ivyerekeye imigenderanire y'igihugu n'amakungu ni igisata ca Reta gifise umurimo ciharije kironzwe n'umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu

Igice ca II

Itunganywa ry'igisata c'ivyerekeye imigenderanire y'uburundi n'amakungu

Ingingo ya 3

Umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu ni we arongora igisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu, akurikiranira hafi akongera agasuzuma ishira mu ngiro rya poritike y'igihugu yerekeye ibindi bihugu hamwe n'imigenderanire y'Uburundi n'amakungu.

Ni we arongora igisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu.

Ingingo ya 4

Igisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu gitunganyijwe nk'umwuga, hisunzwe ingingo ngenderwako zerekeye ugutera imbere mu mwuga, ugusumbasumbana mu kazi, ugukora neza, ukuragana mu kazi, ugukorera ku mugaragaro, ukubandiriza aho uwundi yari agejeje n'uguhindurirwa aho bakorera

Agace ka 1

Ubuyobozi bw'ubushikiranganji

Ingingo ya 5

Ubuyobozi bw'ubushikiranganji bugizwe na :

L'ibiro vy'Umushikiranganji, ibiro vy'umunyamabanga ntayegayezwa, ubugenzuzi bukuru, ubuyobozi bukuru, ubuyobozi n'ibisata.

Ingingo ya 6

Umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu, mu kurangura amabanga ajejwe yerekeye poritike n'ukwakira abashitsi b'igihugu, afashwa n'umwunganizi w'umushikiranganji agenwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu.

Ingingo ya 7

Yisunze amategeko ahabwa n'umushikiranganji, umwunganizi w'umushikiranganji ni we akurikiranira hafi ibikorwa vy'ibiro vy'umushikiranganji.

Ingingo ya 8

Umunyamabanga ntayegayezwa arangura amabanga yo ku rugero rwo hejuru mu mabanga yerekeye ubuserukizi bw'igihugu arangurirwa mu bushikiranganji bujwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu.

Agenda n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu

Article 9

Le Secrétaire Permanent a les attributions suivantes :

- 1 ° assister le Ministre dans l'exécution de ses fonctions ;
- 2° coordonner et contrôler le fonctionnement du service diplomatique ;
- 3 ° contribuer au respect des principes d'évolution du personnel du service diplomatique dans la carrière professionnelle ;
- 4 ° assurer le suivi des affaires de la Communauté Est Africaine en qualité de point focal.

Article 10

Les conseillers au cabinet sont nommés par ordonnance ministérielle.

Article 11

L'inspection générale, les directions générales et les directions sont respectivement dirigées par un inspecteur général, des directeurs généraux et des directeurs, tous nommés par décret.

Article 12

Chaque service est dirigé par un chef de service nommé par ordonnance.

Section 2

Du service extérieur

Article 13

La représentation à l'extérieur de la République du Burundi est une structure du service diplomatique, destinée à réaliser des activités diplomatiques ou consulaires dans un autre Etat, auprès des organisations internationales ou auprès des entités décentralisées des Etats.

Article 14

Les représentations du Burundi à l'extérieur peuvent être :

- 1° les ambassades ;
- 2° les représentations permanentes et les délégations permanentes auprès des organisations gouvernementales internationales ;
- 3° les consulats généraux, les consulats et les consulats honoraires ;
- 4 ° les bureaux diplomatiques et les bureaux de liaison

Article 15

L'ouverture, la définition du type et la fermeture des représentations à l'extérieur sont décidées par le

Ingingo ya 9

Umunyamabanga ntayegayezwa ajejwe ibi bikurikira

- 1 ° kwunganira umushikiranganji mw'ishirwa mu ngiro ry'imirimo ashinzwe ;
- 2° gukurikirana no gusuzuma ingene igisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu gikora ;
- 3° gufasha mu kwubahiriza ingingo zituma abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu batera imbere mu mabanga yabo ;
- 4 ° gukurikiranira hafi ibikorwa vy'Ishirahamwe ry'ibihugu vyo muri Afrika yo mu Buseruko nk'uwubijewe kw'izina ry' ubushikiranganji.

Ingingo ya 10

Abahanuzi bo mu biro vy'umushikiranganji bagenwa n'itegeko nshikiranganji.

Ingingo ya 11

Ubugenduzi bukuru burongorwa n'umugenduzi mukuru, ubuyobozi bukuru burongorwa n'abayobozi bakuru, ubuyobozi na bwo bukarongorwa n'abayobozi, abo base bakagenwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu.

Ingingo ya 12

Igisata case kirongorwa n'umukuru w'igisata agenwa n'itegeko nshikiranganji

Agace ka 2

Igisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'Uburundi mu makungu

Ingingo ya 13 :

Ubuserukizi bw'Uburundi mu makungu ni igisata co mu vyerekeye imigenderanire y'igihugu n'amakungu, kijejwe kurangura ibikorwa vyerekeye imigenderanire y'igihugu n'amakungu canke uguhagararira inyungu z'Uburundi mu kindi gihugu, mu mashirahamwe mpuzamakungu canke mu bisata vy'Amareta vyahawe ubwigenge bumwe bumwe

Ingingo ya 14

Ubuserukizi bw'Uburundi mu makungu bushobora kuba

- 1° ibiro vy'abaserukira Uburundi mu makungu ;
- 2° ibiro vy'ubuserukizi bwamaho hamwe n'abaserukira Uburundi mu mashirahamwe mpuzamakungu yegamiye Reta ;
- 3° ibiro vy'abahagararira igihugu mu bindi bihugu, ibiro vy'abahagararira inyungu z'igihugu n'iz'abenegihugu mu kindi gihugu n'ibiro vy'abahagararira inyungu z'igihugu mu bindi bihugu badahembwa ;
- 4 ° ibiro vy'ubuserukizi bw'igihugu hamwe n'ibiro abakeneye ibiro vy'uwuserukira igihugu bacako

Ingingo ya 15

Ukwugurura ibiro vy'ubuserukizi bw'igihugu, ugutomora ico bikora n'ukuvyugara bishingwa

Président de la République sur proposition du Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions.

Article 16

La représentation du Burundi à l'extérieur est composée d'un chef de mission, d'agents diplomatiques, de fonctionnaires consulaires, de membres du personnel administratif et technique et d'employés consulaires.

Article 17

La représentation du Burundi à l'extérieur comprend également des attachés techniques provenant des administrations autres que le service diplomatique, désignés pour accomplir des missions spécifiques.

Il leur est attribué un grade diplomatique temporaire.

Article 18

La représentation du Burundi à l'extérieur comprend, le cas échéant, les services suivants

1 ° le service des affaires politiques, de la diaspora, de la presse et l'information

2° le service de la coopération, des affaires économiques et commerciales

3° le service de la chancellerie, des affaires administratives, de la gestion et de la comptabilité

4 ° le service des attachés.

Article 19

La représentation de la République du Burundi à l'extérieur est assurée par un ambassadeur ou un représentant permanent auprès d'une organisation internationale

La représentation peut également être dirigée par :

1° un chargé d'affaires en pied ;

2° un chargé d'affaires ad intérim;

3° un chef de bureau diplomatique, de bureau de liaison ou d'une mission spéciale

4 ° un consul général ;

5° un consul ;

6° un consul honoraire

Article 20

Le chef de la représentation dirige, coordonne et contrôle l'activité de la représentation conformément

n'Umukuru w'Igihugu bishikiriye
n'umushikiranganji ajejwe imigenderanire
y'Uburundi n'amakungu.

Ingingoya 16

Ibiro vy'ubuserukizi bw'Uburundi mu kindi gihugu bigizwe n'uwurongoye ivyo biro, abakozi bakora mu vyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu, abakozi ba Reta bahagararira inyungu z'igihugu mu kindi gihugu, abakozi bajejwe ivy'intwari n'ubuhinga n'abakozi bakorera ibiro vy'abahagarariye inyungu z'igihugu mu kindi gihugu

Ingingo ya 17

Ibiro vy'ubuserukizi bw'Uburundi mu kindi gihugu bigizwe kandi n'abakorana n'ibiro vy'ubuserukizi mu vy'ubuhinga, bava mu bindi bisata atari igisata c'ivyerekeye imigenderanire y'igihugu, bagenwa kugira barangure imirimo yihariwe.

Bahabwa ipete ryo mu vyerekeye imigenderanire imara igihe amara muri ayo mabanga

Ingingo ya 18:

Ibiro vy'ubuserukizi bw'Uburundi mu kindi gihugu bigizwe, mu gihe bikenewe, n'ibisata bikurikira :

1° igisata c'ivyerekeye poritike, abarundi baba muri ico gihugu, ugutorokanya amakuru no kuyamenyesha ;

2° igisata kijejwe ugufashanya hagati y'ibihugu, ibijanye n'ubutunzi hamwe n'ubudandaji ;

3° igisata kijejwe inzandiko z'inzi, ivyerekeye intwari, ugutunganya n'uguharura amafaranga yinjira n'ayasohoka ;

4 ° igisata c'abakorana n'ubuserukizi bw'igihugu.:

Ingingo ya 19

Ibiro vy'ubuserukizi bwa Repuburika y'Uburundi mu kindi gihugu birongorwa n'uwuserukira igihugu ciwe mu kindi gihugu canke umuserukizi ntayegayezwa aserukira igihugu mw'ishirahamwe mpuzamakungu.

Ibiro vy'ubuserukizi bw'igihugu bishobora kandi kurongorwa na :

1° uwushinzwe guserukira igihugu mu kindi ari muni y'urwego rw'umuserukizi ;

2° uwushinzwe guserukira ivy'imfatakibanza igihugu ;

3° uwurongoye ibiro vy' ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'ikindi gihugu, uw'ibiro abakeneye ibiro vy'uwuserukira igihugu bacako canke umugwi ujejwe imirimo idasanze ;

4 ° uwuhagararira inyungu z'igihugu mu kindi gihugu

5° uwuhagararira inyungu z'igihugu mu karere k'ikindi gihugu ;

6° uwuhagararira inyungu z'igihugu mu kindi gihugu adahembwa

Ingingo ya 20

Umukuru w'ibiro vy'ubuserukizi ararongora, agakurikiranira hafi akongera akagenzura ibikorwa

à la politique étrangère du gouvernement et aux instructions du Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions

Il assure le contrôle général de l'activité de tous les services et les personnels d'autres administrations et organisations publiques envoyés en mission de longue durée dans le pays d'accréditation.

Article 21

Les consuls honoraires de la République du Burundi sont nommés par le Président de la République sur proposition du Ministre ayant les affaires Etrangères dans ses attributions.

Les consuls honoraires sont des personnalités éminentes ayant démontré leur haut attachement à l'endroit du Burundi et jouissant d'une bonne renommée ainsi que d'un haut niveau de prestige dans le pays d'accréditation.

Section 3

Des ambassadeurs désignés pour des missions spéciales et des coordonnateurs spéciaux

Article 22

Le Président de la République peut, conformément à la Convention sur les missions spéciales adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 08 décembre 1969, tel qu'amendée à ce jour, désigner les ambassadeurs pour des missions spéciales et les coordonnateurs spéciaux pour l'exécution de missions de politique étrangère.

Article 23

Les ambassadeurs désignés pour des missions spéciales et les coordonnateurs spéciaux doivent être de nationalité burundaise, exception faite pour une mission ponctuelle et précise et pour cette circonstance seulement.

Article 24

Les pouvoirs des ambassadeurs pour des missions spéciales et des coordonnateurs spéciaux sont définis par ordonnance du Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions.

vy'ubuserukizi, yisunze poritike ya Reta yerekeye ibindi bihugu n'amategeko ahabwa n'Umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu.

Aragenzura muri rusangi ibikorwa vy'ibisata vyose n'abakozi bose b'ubundi buzi n'amashirahamwe vya Reta vyarungitswe kurangura imirimo y'igihe kirekire mu gihugu yagenywe gukoreramwo.

Ingingo ya 21

Abahagararira inyungu z'Uburundi mu kindi gihugu badahembwa bagenwa n'Umukuru w'Igihugu, abisabwe n'umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu.

Abahagararira inyungu z'Uburundi mu bindi bihugu badahembwa ni abanyacubahiro bahambaye berekanye ukuntu bitaho Uburundi cane kandi bakaba bazwi neza bakongera bakaba bubahwa mu gihugu bagenywe gukoreramwo.

Agace ka 3

Abaserukira Uburundi mu bindi bihugu bajejwe imirimo idasanze hamwe n'abakurikiranira hafi ibikorwa bidasanze

Ingingo ya 22

Umukuru w'Igihugu arashobora, yisunze Amasezerano yerekeye imirimo idasanze yemejwe n'Inama nkuru y'Ishirahamwe mpuzamakungu ONU ku wa 08 Kigarama 1969, nk'uko yunganiwe gushika ubu, kugena abaserukira Uburundi bajejwe imirimo idasanze hamwe n'abakurikiranira hafi ibikorwa bidasanze kugira barangure imirimo ijanye na poritike yerekeye imigenderanire n'ibindi bihugu

Ingingo ya 23

Abaserukira Uburundi mu bindi bihugu bajejwe imirimo idasanze hamwe n'abakurikiranira hafi ibikorwa bidasanze babwirizwa kuba bafise ubwenegihugu bw'Uburundi, kiretse iyo ari igikorwa kivuye ku mvo isadasanze, kimara igihe kizwi kandi kiraba iyo mvo gusa.

Article 24

Ububasha bw'abaserukizi bajejwe imirimo idasanze n'ubwo abakurikiranira hafi ibikorwa Bidasanze butomorwa n'itegeko ry'Umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu.

Chapitre III**De la composition, du recrutement, des conditions de nomination et du stage du personnel ou service diplomatique****Section 1****De la composition et du recrutement du personnel du service diplomatique****Article 25**

Le personnel du service diplomatique comprend

1 °les fonctionnaires diplomatiques et consulaires qui sont des fonctionnaires publics avec un grade diplomatique

2° les fonctionnaires sans grade diplomatique

3° les employés recrutés selon la législation du travail.

Article 26

Le personnel du service diplomatique est recruté conformément aux dispositions du statut général des fonctionnaires.

Article 27

Le recrutement du personnel diplomatique est du ressort du Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions. Il en notifie au Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions.

Section 2**Des conditions de nomination au service diplomatique****Article 28**

Le personnel du service diplomatique est nommé en tenant compte de son évolution dans la carrière et des performances.

Article 29

Le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions nomme le candidat à une fonction diplomatique au sein de l'administration centrale. Il en notifie le ministère en charge de la fonction publique

Article 30

La nomination au service extérieur d'un agent diplomatique ou d'un fonctionnaire consulaire se fait par décret. Il doit avoir la nationalité burundaise

Igice ca III

Abagize abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'uburundi n'amakungu, ingene binjizwa mu kazi, ibisabwa kugira bahabwe amabanga hamwe no kwimeneyereza akazi

Agace ka 1

Abagize abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu n'ingene binjizwa mu kazi

Ingingo ya 25

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bagizwe na

1° abakozi ba Reta bakora mu vyerekeye imigenderanire n'amakungu n'abahagararira inyungu z'igihugu akaba ari abakozi ba Reta bafise ipete mu vyerekeye imigenderanire n'amakungu ;

2° abakozi ba Reta ata pete mu vyerekeye imigenderanire n'amakungu bafise ;

3° abakozi binjizwa mu kazi hisunzwe amategoko agenga akazi

Ingingo ya 26

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu binjizwa mu kazi hisunzwe ingingo zivyerekeye amategoko agenga abakozi ba Reta

Ingingo ya 27

Umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu ni we ajejwe iyinjiza ry'abakozi muri ubwo bushikirangaji. Arabimenyesha umushikiranganji ajejwe abakozi ba Reta.

Agace ka 2

Ibisabwa mu kugena abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu

Ingingo ya 28

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bagenwa hisunzwe ku kugene baja baratera imbere mu kazi n'ubumenyi hamwe n'ubushobozi bafise.

Ingingo ya 29

Umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu aragenda uwo yagomwe mu mirimo yerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu muri ubwo bushikiranganji. Arabimenyesha ubushikiranganji bujejwe abakozi ba Reta.

Ingingo ya 30

Ukugena umukozi wo mu Gisata c'ivyerekeye ubuserukizi canke umukozi wa Reta ahagararira inyungu z'igihugu bica mw'itegeko ry'Umukuru w'igihugu. Abwirizwa kuba afise ubwenegihugu bw'umurundi;

Article 31

Un agent administratif et technique au service extérieur est nommé par ordonnance du Ministre. Il doit être de nationalité burundaise

Article 32

Le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions peut, pour répondre à des besoins spécifiques, après consultation, nommer pour un délai déterminé à un poste vacant du service diplomatique un agent d'une autre administration, dans le respect des dispositions pertinentes du statut général des fonctionnaires.

Section 3**Du stage****Article 33**

Les lauréats visés à l'article 35 de la présente loi sont nommés par le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions aux fonctions d'attaché stagiaire pour un stage probatoire, conformément à la loi portant statut général des fonctionnaires

Article 34

Au terme du stage probatoire, les attachés stagiaires sont soumis à une évaluation en vue de l'attribution du grade diplomatique d'attaché. Les conditions et les modalités d'organisation de l'évaluation sont définies par le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions.

Les personnes ayant échoué à l'évaluation visée à l'alinéa précédent peuvent se présenter dans un délai de douze mois à une seconde évaluation en vue de l'attribution du grade diplomatique d'attaché

Article 35

Le candidat ayant réussi le stage probatoire et auquel une fonction et un grade diplomatiques sont attribués ne peut être nommé pour un mandat au service extérieur avant une période de prestations de quatre ans pendant lesquels l'intéressé bénéficie des formations appropriées.

Article 36

Le candidat ayant échoué la seconde évaluation d'attribution du grade diplomatique d'attaché voit les relations juridiques avec le service diplomatique rompues.

Ingingo ya 31

Umukozi akora mu bijanye n'intwaro hamwe n'ubuhinga mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi agenwa n'itegeko ry'umushikiranganji. Ategerezwa kuba ari umurundi

Ingingo ya 32

Umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu arashobora, kugira aronke umukozi akenewe ku gikorwa kanaka, amaze kubija inama n'Umushikiranganji vyerekeye, kugena umukozi wo mu bundi bushikiranganji kugira aje mu kibanza kigaragara co mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu, mu kiringo gitomorwa, hubahirijwe ingingo zivyerekeye zo mu mategeko agenga abakozi ba Reta.

Agace ka 3**Ukwimenyereza akazi****Ingingo ya 33**

Abashimwe bavugwa mu ngingo ya 35 y'iri bwirizwa bagenwa n'umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu mu mabanga y'uwutanguye akazi yimenyereza kugira bimenyereze akazi imbere yuko vyemezwa ko babishoboye, hisunzwe ibwirizwa ryerekeye amategeko agenga abakozi ba Reta.

Ingingo ya 34

Ikiringo c'ukwimenyereza akazi kirangiye, abatanguye akazi bariko barimenyereza barasuzumwa kugira baronswe ipete ry'uwutanguye akazi mu bijanye n'imigenderanire y'Uburundi n'amakungu. Ibisabwa n'ingene isuzuma ritunganywa bitomorwa n'umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu.

Abananiwe mw'isuzuma rivugwa mu gahimba ka mbere k'iyi ngingo barashobora, mu kiringo c'amezi icumi n'abiri, bagirirwa irindi suzuma rigira kabiri kugira baronke iryo pete.

Ingingo ya 35

Uwariko arimenyereza akazi bikemezwa ko abishoboye agaheza agahabwa amabanga n'ipete mu vyerekeye imigenderanire, ntashobora kugenwa mu mabanga y'igisata c'ivyerekeye ubuserukizi atamaze kurangura ibikorwa bijanye n'ubuserukizi mu kiringo c'imyaka ine kandi akaronswa n'inyigisho bijanye.

Ingingo ya 36

Uwananiwe mw'isuzuma rya kabiri kugira ahabwe ipete mu vyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bituma amategeko yamuhuza n'igisata kijejwe ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu ahagarara.

Chapitre IV
Des fonctions, des grades, de l'évolution et de la
rénumération du personnel du service
diplomatique

Section 1
Des fonctions diplomatiques

Article 37

Une fonction diplomatique peut être attribuée à :

- 1° un fonctionnaire du service diplomatique ;
- 2° un agent d'une administration publique possédant un grade diplomatique temporaire, accordé en vertu de l'article 44, point 2° et 4 de la présente loi;
- 3° un agent d'une administration privée possédant un grade diplomatique temporaire, accordé en vertu de l'article 44, point 3° de la présente loi.

Section 2
Des grades dans le service diplomatique

Article 38

Le grade diplomatique reflète le degré d'évolution dans la carrière d'un membre du personnel du service diplomatique en fonction de son expérience professionnelle, de ses performances et de l'évaluation de l'exécution des obligations de service.

Article 39

Les grades diplomatiques, présentés dans l'ordre croissant, sont :

- 1 ° attaché ;
- 2°troisième secrétaire
- 3°deuxième secrétaire
- 4°premier secrétaire
- 5°deuxième conseiller
- 6°premier conseiller
- 7°ministre conseiller
- 8°ministre plénipotentiaire ;
- 9°ambassadeur

Les membres du personnel du service diplomatique portent un seul grade diplomatique.

Article 40

Par ordre de nomination au service diplomatique visé à l'article 39 de la présente loi, le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions attribue le premier grade diplomatique d'attaché au candidat retenu.

Igice ca IV

Amabanga abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye
imigenderanire y'uburundi n'amakungu
bajejwe amapete, ingene baja baratera
imbere mu kazi n'umushahara

Agace ka 1

Amabanga abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye
imigenderanire y'Uburundi n'amakungu
bajejwe

Ingingo ya 37

Amabanga yerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu ashobora gushingwa :

- 1 ° umukozi wa Reta wo mu Gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu ;
- 2° umukozi wa Reta yahawe ivy'imfatakibanza ipete ryo mu vyerekeye imigenderanire n'amakungu hisunzwe ingingo ya 44, akarongo ka 2° n'aka 4° y'iri bwirizwa
- 3° umukozi wo mu gisata c'abikorera utwabo yahawe ivy'imfatakibanza ipete ryo mu vyerekeye imigenderanire n'amakungu hisunzwe ingingo ya 44, akarongo ka 3° y'iri bwirizwa.

Agace ka 2

Amapete mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire
y'Uburundi n'amakungu

Ingingo ya 38

Ipete mu vyerekeye imigenderanire n'amakungu irerekana urugero umukozi wo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu agezeho mu gutera imbere mu kazi hafatiwe ku gihe amaze mu kazi, ivyo amaze kurangura n'ingene yakoze ivyo ategerejwe mu kazi

Ingingo ya 39

Amapete yo mu vyerekeye imigenderanire n'amakungu asumbasumbana uherye kuri rito uku gukurikira:

- 1 ° umutunganyabikorwa ;
- 2°umunyamabanga wa gatatu ;
- 3°umunyamabanga wa kabiri
- 4°umunyamabanga wa mbere
- 5°umuhanuzi wa kabiri
- 6°umuhanuzi wa mbere ;
- 7°umuhanuzi adasanze ;
- 8°intumwa idasanze
- 9°umuserukizi w'igihugu.

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bafise ipete imwe gusa mu vyerekeye imigenderanire y'igihugu n'amakungu.

Ingingo ya 40

Hisunzwe ibikurikizwa mu kugenwa mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu biteganyijwe mu ingingo ya 39 y'iri bwirizwa, umushikiranganji ajejwe imigenderanire n'amakungu araha ipete ryo ku rugero rwa mbere mu vyerekeye imigenderanire n'amakungu uwutanyuye akazi yatowe mu bandi.

Article 41

L'avancement au grade diplomatique est effectué en tenant compte des performances individuelles, des connaissances linguistiques et de la qualité de l'exécution des obligations de service.

Article 42

L'avancement à un grade diplomatique supérieur requiert une ancienneté de quatre ans pour le grade de troisième secrétaire

Pour les autres grades, l'avancement requiert une ancienneté de trois ans dans le grade précédent. L'avancement de plus d'un grade diplomatique n'est pas autorisé sauf sur par commissionnement exceptionnel par le Président de la République.

L'avancement au grade diplomatique supérieur est constaté par décret

Article 43

La période d'ancienneté exigée pour l'avancement dans le grade diplomatique comprend également le temps pendant lequel le membre du personnel du service diplomatique :

1 ° a été provisoirement transféré à un autre poste public avec l'accord du Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions ;
2° a exercé des fonctions dans un service public à la suite d'un mandat électif ou d'un détachement ;

3° a travaillé dans des organisations internationales, régionales ou sous régionales avec l'accord du Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions

4 ° est demeuré sans emploi à la suite d'une révocation illégale, depuis la date du licenciement jusqu'à la date de son rétablissement dans ses droits

Article 44

Un grade diplomatique peut être temporairement attribué :

1 ° à un membre du personnel du service diplomatique pour la période de son mandat au service extérieur ;

2° à un agent d'une administration publique en service diplomatique pour la période de son mandat au service extérieur ;

3° à un agent d'une administration privée en service diplomatique pour la période de son mandat au service extérieur

Ingingo ya 41

Ukuduzwa ipete ryo mu vyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bigirwa hafatiwe ku vyo umukozi amaze kurangura, ubumenyi mu vy'indimi n'ingene yaranguye ivyo ategerejwe mu kazi.

Ingingo ya 42

Ukuduzwa ipete ryo mu vyerekeye imigenderanire n'amakungu bisaba kumara imyaka ine kw'ipete ry'umunyamabanga wa gatatu.

Ku yandi mapete, ukuduzwa ipete bisaba kumara imyaka itatu kw'ipete umukozi yahorako Ukudugirizwa rimwe amapete arenga rimwe ntibirekuwe kiretse uwashimwe n'Umukuru w'Igihugu kubera ubukerebutsi budasanzwe mu kazi.

Ukuduzwa ipete ryo mu vyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bishingwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu

Ingingo ya 43

Ikiringo gitegekanijwe gisabwa kugira umukozi aduzwe ipete ryo mu vyerekeye imigenderanire n'amakungu kiba kirimwo kandi igihe umukozi wo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu yamaze:

1 ° yarungitswe gukorera ivy'imfatakibanza mu kandi kazi ka Reta vyemejwe n'umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu
2° ariko ararangura amabanga ya Reta yatorewe canke yagenyemwo ;

3°yakoze mu mashirahamwe mpuzamakungu, y'akarere canke y'ibihugu bihana imbibe n'Uburundi vyemejwe n'umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu

4°adakora akazi ka Reta bitumwe n'ukuba yagakuwemwo hadakurikijwe amategeko, kuva kw'igenekerezo yirukaniweko mu kazi gushika kw'igenekerezo yasubirijweko uburenganzira bwiwe.

Ingingo ya 44

Ipete ryo mu vyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu rirashobora guhabwa ivy'imfatakibanza :

1° umukozi wo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu mu kiringo amara ariko ararangura umurimo werekeye ubuserukizi bw'igihugu;

2° umukozi wa Reta yashizwe mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu mu kiringo amara ariko ararangura umurimo werekeye ubuserukizi bw'igihugu

3°umukozi wo mu gisata c'abikorera utwabo yashizwe mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu mu kiringo amara ariko

4 ° au chef d'une représentation du Burundi à l'extérieur pour la période de son mandat au service extérieur;

5° à la fin de son mandat, le fonctionnaire au service extérieur avec un titre temporaire d'ambassadeur rejoint son cadre d'origine mais garde honorifiquement le titre d'ambassadeur.

Section 3 De l'évolution

Article 45

L'évolution dans la carrière professionnelle du personnel du service diplomatique est fondée sur:

1 ° la promotion progressive ;

2° l'évaluation périodique ;

3° la rotation diplomatique

4 ° la formation professionnelle

Article 46

La promotion dans la carrière du personnel du service diplomatique est réalisée au moyen de l'avancement progressif, du grade et de la fonction de niveau inférieur au grade et à la fonction de niveau supérieur, en tenant compte de l'évaluation périodique.

Article 47

Le personnel du service diplomatique est évalué annuellement au regard de l'exécution de ses obligations de service conformément à la loi portant statut général des fonctionnaires.

Article 48

La rotation du personnel du service diplomatique est un principe de passage alternatif de l'administration centrale au service extérieur et vice versa, en vertu de leur grade diplomatique, excepté pour les chefs de missions.

La durée du passage à l'administration centrale est de quatre ans au minimum avant d'être nommé à nouveau pour un mandat de longue durée à l'extérieur, pour autant que les conditions exigées sont remplies.

Article 49

Les personnels nommés en provenance des

ararangura umurimo werekeye ubuserukizi bw'igihugu ;

4 ° umukuru w'ibiro vy'abaserukira Uburundi mu makungu ku kiringo amara ariko ararangura umurimo werekeye ubuserukizi bw'igihugu ;

5° ahejeje ikiringo ciwe, umukozi akora mu buserukizi bw'igihugu vy'imfatakibanza, asubizwa mu mirimo yaje avamwo ariko aragumana ipete ry'umuserukizi ku mvo z'icubahiro gusa.

Agace ka 3

Ingene abakozi batera imbere mu kazi

Ingingo ya 45

Ugutera imbere mu kazi ku bakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bifatira kuri ibi bikurikira:

1 ° ukuduzwa ipete mu kazi ;

2° itangwa ry'amanota riginwa ku biringo bitegekanijwe ;

3° Guhindurwa igisata umukozi akoreramwo ;

4 ° inyigisho zijanye n'umwuga.

Ingingoya 46

Ukuduzwa ipete mu kazi k'umukozi wo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'U burundi n'amakungu bigirwamu gukura umukozi kw'ipete n'umurimo yari asanzweko agashirwa kw'ipete no ku mabanga yo ku rugero rusumba urwo yariko hafatiwe ku manota yagiye arahabwa ku biringo bitegekanijwe.

Ingingo ya 47

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu baja barahabwa amanota ku mwaka ku mwaka hafatiwe ku kugene bashize mu ngiro ivyo bategerejwe mu kazi hisunzwe ibwirizwa rishinga amategeko agenga abakozi ba Reta.

Ingingo ya 48

Uguhindurira igisata abakozi bo mu vyerekeye imigenderanire y'uburundi n'amakungu ni ingingo ngenderwako yerekeye ugukurwa mu buyobozi bw'ubushikiranganji ugashirwa mu gisata c'ubuserukizi bw'igihugu mu makungu canke bagakurwayo bashirwa mu buyobozi bw'ubushikiranganji hafatiwe kw'ipete umukozi wo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu afise, kiretse abarongoye ibikorwa vy'ubuserukizi bw'igihugu mu makungu.

Ikiringo co kurangurira imirimo mu buyobozi bw'ubushikiranganji ni ic'imyaka ine n'imiburiburi imbere y'ugusubira kugenwa guserukira igihugu mu makungu mu kiringo kirekire, mu gihe ibisabwa bitegerejwe biba bikwiye.

Ingingo ya 49

Abakozi bagenywe bavuye mu bindi bisata atari ivyo

administrations autres que le ministère ayant les affaires étrangères dans ses attributions ne sont pas affectés à une autre fonction de service diplomatique au terme de leur mandat au service extérieur. Ils réintègrent le service d'origine.

Article 50

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement organise périodiquement des formations professionnelles à l'endroit du personnel du service diplomatique.

Les modalités d'avancement de carrière et du programme de formation sont fixées par ordonnance.

Section 4 De la rémunération

Article 51

Le montant du traitement de base du personnel du service diplomatique œuvrant à l'administration centrale est fixé par décret.

La rémunération des fonctionnaires du service extérieur tient compte de la perte éventuelle due aux taux de change et à l'inflation.

Article 52

Le personnel du service diplomatique perçoit les primes et les indemnités prévues par les lois et les règlements en vigueur.

Il perçoit également une indemnité de représentation dont les modalités sont fixées par décret

Article 53

Un fonctionnaire du service diplomatique peut être distingué pour son professionnalisme et ses mérites particuliers par des remerciements formulés par écrit ou par l'insigne honneur du service diplomatique

La distinction est attribuée par le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions.

mu bushikiranganji bujejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu ntibahabwa ayandi mabanga yo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu igihe barangije ikiringo amabanga mu gisata c'ubuserukizi bw'igihugu mu makungu. Baca basubizwa mu bisata bahoramwo imbere yo gushingwa ayo mabanga.

Ingingo ya 50

Ubushikiranganji bw'imigenderanire y'Uburundi n'amakungu buja buratunganya inyigisho zijanye n'umwuga zihabwa abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu

lbikurikizwa mu kuduzwa amapete mu mwuga n'indinganizo z'inyigisho bitomorwa n'itegeko nshikiranganji.

Agace ka 4

Umushahara

Ingingo ya 51

Igitigiri c'amafaranga y'umushahara w'abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bakorera mu biro vy'ubushikiranganji gishingwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu.

Agahembo gahabwa abakozi ba Reta bakorera mu biro vy'abajejwe guserukira Igihugu mu makungu gafatira ku gahombo gashobora gushika gaturutse ku rugero ifaranga rivunjwako no ku gaciro k'amafaranga katitutse.

Ingingo ya 52

Abakozi b'igisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bararonswa udushirikabute n'uturusho dutegekanijwe n'amabwirizwa n'amategeko ahasanzwe.

Abakozi b'igisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bararonswa kandi akarusho kitwa ak'ubuserukizi bw'Igihugu mu makungu, ingene gatangwa bigashingwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu.

Ingingo ya 53

Umukozi w'igisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu arashobora kuronswa agashimwe kubera amenyereye umwuga kandi awushoboye agaheza agashimirwa biciye mu rwandiko canke akaronswa ikimenyetso c'iteka c'igisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu.

Agashimwe gatangwa n'umushikiranganji w'imigenderanire y'Uburundi n'amakungu.

Chapitre V
De la nomination et des conditions de travail
au service extérieur de longue durée

Section 1
De la nomination

Article 54

Le Président de la République nomme les chefs de missions et les consuls généraux.

Article 55

Le personnel du service diplomatique est affecté au service extérieur par le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions dans les conditions et selon les modalités fixées par la présente loi.

Article 56

Le mandat au service extérieur est de quatre ans renouvelable une fois à la discrétion de l'autorité hiérarchique du pays.

Section 2
Des conditions de travail

Article 57

Il est accordé au personnel du service diplomatique en mission de longue durée des frais de déménagement à la fin de mandat.

Il en est de même en cas de rappel.

Article 58

Le personnel du service diplomatique perçoit une rémunération unique comprenant diverses allocations pendant la durée de son mandat au service extérieur.

Le montant et le mode d'établissement des allocations sont déterminés par une ordonnance conjointe des Ministres ayant respectivement les affaires étrangères et les finances dans leurs attributions en fonction du coût de la vie dans l'Etat d'affectation, du grade diplomatique, des fonctions occupées et de la composition familiale.

Le montant des allocations est actualisé, chaque

Igice ca V
Ivyerekeye ukugena umukozi amara ikiringo
kirekire mu gisata c'ubuserukizi bw'igihugu mu
makungu n'ingene afatwa mu kazi

Agace ka 1
Ukugena abakozi

Ingingo 54

Umukuru w'Igihugu aragenda abarongora ibikorwa vy'ubuserukizi bw'igihugu mu makungu n'abahagararira inyungu z'igihugu mu bindi bihugu.

Ingingo ya 55

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bashirwa mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu mu makungu n'umushikiranganj ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu hisunzwe ibisabwa n'ibikurikizwa bitomorwa n'iri bwirizwa

Ingingo ya 56

Ikiringo umukozi amara mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu mu makungu ni ic'inyaka ine gishobora kwisubiriza rimwe ku ngingo y'uburungozi bukuru bw'igihugu.

Agace ka 2
Ingene abakozi bafatwa mu kazi

Ingingo ya 57

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bari mu mabanga amara ikiringo kirekire bararonswa amafaranga y'ukwimuka ikiringo cabo kirangiye.

Ni ko kw'uko no mu gihe bategetswe kugaruka mu gihugu.

Ingingo ya 58

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bararonswa umushahara uri hamwe ugizwe n'amafaranga ajanye n'ukubafata mu mugongo mu buryo butandukanye mu kiringo baba bariko bararangura amabanga mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu mu makungu.

Igitigiri c'amafaranga y'ukubafata mu mugongo n'ingene gishingwa bitomorwa n'itegeko rishirwako umukono n'umushikiranganji w'imigenderanire y'Uburundi n'amakungu hamwe n'umushikiranganji w'ikigega ca Reta hisunzwe uko ubuzima bwifashe mu gihugu barungitswemwo, ipete bafise mu vyerekeye imigenderanire n'amakungu, amabanga bajejwe n'abagize imiryango yabo.

Igitigiri c'amafaranga y'ugufata umukozi mu

fois que de besoin, sur proposition du Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions.

Article 59

Le personnel du service diplomatique en mission de longue durée et les membres de sa famille qui l'accompagnent dans le pays d'accréditation ont droit à des allocations de voyage comme suit:

1 ° lors du premier départ au pays d'affectation au service extérieur et lors du retour définitif;

2° lors de la mutation

3° en cas de voyage de service dûment autorisé par le Ministre en charge des affaires étrangères ;

4 ° en cas d'évacuation

Article 60

Le personnel du service extérieur a droit à des allocations de déménagement lors de son retour définitif ou de sa mutation.

Les conditions et les montants en sont fixés par une ordonnance conjointe des Ministres ayant respectivement les affaires étrangères et les finances dans leurs attributions

Article 61

L'Etat du Burundi assure au personnel envoyé en mission de longue durée un logement décent, tous autres frais y relatifs compris, dans les conditions et selon les modalités et les normes fixées par le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions pendant la période de séjour au service extérieur.

Article 62

En cas de décès d'un membre du personnel du service extérieur, toutes les dépenses, y compris les frais de rapatriement de la dépouille mortelle et de retour des membres de la famille vivant avec lui dans le pays d'accréditation, sont à charge de l'Etat

En cas de décès d'un membre de sa famille, toutes les dépenses, y compris les frais de rapatriement de la dépouille mortelle et d'une personne l'accompagnant, sont à charge de l'Etat.

Article 63

L'Etat assure au personnel du service extérieur en mission de longue durée et à chaque membre de sa famille autorisé pendant leur séjour, les moyens

mugongo kirashirwa k'urugero rw'ibihe, igihe cose bikenewe, bishikirijwe n'umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu.

Ingingo ya 59:

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bari mu mabanga amara ikiringo kirekire n'abagize imiryango yabo bajanyeye mu gihugu barungitswemwo gukora barafise uburenganzira bw'ukuronswa amafaranga y'urugendo ategakanijwe uku gukurikira :

1 ° igihe c'urugendo rwa mbere bakija mu gihugu barungitswe gukoreramwo n'igihe c'ugutahuka burundu ;

2° igihe barungitswe gukorera ahandi ;

3° igihe bafashe urugendo nw'akazi bitangiye urusha n'umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu ;

4 ° igihe bategerezwa kumanwa aho bari basanzwe bari ubutarariye.

Ingingo ya 60

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu mu makungu barafise uburenganzira bwo kuronswa amafaranga y'ukwimuka mu gihe batahutse burundu canke mu gihe barungitswe gukorera ahandi.

Ibisabwa n'ibitigiri vy'ayo mafaranga bishingwa n'itegeko rishirwako umukono n'umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu hamwe n'umushikiranganji ajejwe ikigega ca Reta

Ingingo ya 61

Reta y'Uburundi iraronsa abakozi barungitswe mu mabanga amara igihe kirekire uburaro bubereye, ayandi mafaranga yose akenerwa bijanyeye, hisunzwe ibisabwa n'ibikurikizwa hamwe n'ivyisungwa bishingwa n'umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu, bakayaronswa mu kiringo bamara bari muri ayo mabanga.

Ingingo ya 62

Igihe umukozi wo mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu apfuye, amafaranga yose akoresheya, harimwo n'amafaranga yo gutahukana ikiziga hamwe n'ayo gutahukana abo mu muryango baba babana mu gihugu yarungitswemwo, atangwa na Reta y'Uburundi.

Igihe hapfuye umwe mu bagize umuryango wiwe, amafaranga yose akoresheya, harimwo n'amafaranga yo gutahukana ikiziga hamwe n'ay'ukwunguruza umuntu umwe agiherekeje, atangwa na Reta y'Uburundi.

Ingingo ya 63

Reta y'Uburundi iraronsa umukozi wo mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu mu makungu yarungitswe mu mabanga amara igihe kirekire

nécessaires aux soins médicaux, à l'assurance-maladie et à la scolarité des enfants dans le pays d'accréditation, dans les conditions et aux montants déterminés par l'ordonnance conjointe des Ministres compétents.

L'Etat prend obligatoirement en charge l'assurance-maladie du personnel du service extérieur en mission de longue durée et des membres de sa famille autorisés pendant leur voyage, leur séjour dans le pays d'accréditation, lors de leur retour définitif et à l'occasion de leurs déplacements pour des raisons de service et de leurs vacances

Article 64

Lorsque dans le pays d'accréditation apparaît une menace à la vie et à la sécurité du personnel du service extérieur et leurs familles en mission de longue durée dans la représentation à l'extérieur, l'Etat assure les frais destinés à faire face à la menace

Article 65

Le conjoint d'un fonctionnaire du service diplomatique en mission de longue durée a droit à un congé sans solde pendant la durée du mandat dudit fonctionnaire lorsque le conjoint est employé dans l'administration publique ou communale, dans une organisation à charge du budget de l'Etat, dans une société commerciale à participation publique ou communale de plus de 50%.

Au terme du congé, le conjoint bénéficiaire est automatiquement réintégré dans son cadre d'origine à sa demande. .

La durée du congé est prise en compte pour le calcul de l'ancienneté.

Article 66

Un membre de la famille d'un agent du service extérieur en mission de longue durée peut exercer un emploi dans le pays d'accréditation si celui-ci ne s'y oppose pas. Toutefois, le conjoint du chef de mission doit requérir l'accord du Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions si le type de travail ne ternit pas l'image du pays

Article 67

Le chef d'une représentation à l'extérieur peut signer à charge de l'Etat du Burundi un contrat de travail avec une personne locale, sur autorisation écrite du Ministre ayant les affaires étrangères dans

n'umwe umwe mu bagize umuryango wiwe yemerewe kujana nawe mu gihe bamarayo, uburyo bukenewe bwo kwivuzza, guteganyiriza amagara no kwiga kw'abana mu gihugu akoreramwo, hisunzwe ibisabwa n'ibitigiri vy'amafaranga bitomorwa n'itegeko rishirwako umukono n'abashikiranganji babifitiye ububasha.

Reta y'Uburundi itegerezwa guteganyiriza amagara y'umukozi wo mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu mu makungu yarungitswe mu mabanga amara igihe kirekire n'abagize umuryango wiwe bemerewe kujana nawe, mu gihe c'urugendo, mu gihe bamara mu gihugu umukozi yarungitswemwo, mu gihe c'ugutahuka burundu no mu gihe biyunguruza ku mvo z'akazi hamwe n'iyi bagiye mu karuhuko.

Ingingo ya 64

Mu gihe mu gihugu abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu mu makungu bari mu mabanga amara igihe kirekire, hadutse igishobora kubangamira ubuzima n'umutekano vyabo, Reta irabaronsa hamwe n'imiryango yabo amafaranga agenewe kubafasha guhangana n'ico caduka.

Ingingo ya 65

Uwubakanye n'umukozi wo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu ari mu mabanga amara igihe kirekire arafise uburenganzira bw'ukuronswa akaruhuko ariko adahembwa, mu kiringo uwo mukozi amara mu mabanga, igihe asanzwe akora mu ntwaro canke mw'ikomine mu Burundi, igihe akora mw'ishirahamwe rikoresha amafaranga ava mu kigega ca Reta, mw'ishirahamwe ry'ubudandaji Reta canke ikomine ifisemwo umutahe urenga ibice 50%.

Ako karuhuko karangiye, uwo bubakanye yagahawe aca asubizwa mu kazi yahoramwo abisavye

Ikiringo ako karuhuko kamara kiraharurwa mu myaka aba amaze mu kazi.

Ingingo ya 66

Uwuri mubagize umuryango w'umukozi wo mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu mu makungu ari mu mabanga amara igihe kirekire arashobora gukora akazi mu gihugu uwo mukozi yarungitswemwo iyo ico gihugu kitavyanse. Ariko, uwubakanye n'uwurongoye ibikorwa vy'ubuserukizi bw'igihugu mu makungu ategerezwa kubanza kubiharerwa uruhusha n'umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bivanze n'uko ako kazi kadacafuza ishusho y'igihugu.

Ingingo ya 67

Uwurongoye ibikorwa vy'ubuserukizi bw'igihugu mu makungu arashobora kugiranira amasezerano y'akazi n'umukozi wo mu gihugu akoreramwo agahembwa na Reta y'Uburundi, bitangiwe uruhusha

ses attributions.

Le chef d'une représentation à l'extérieur a droit à un domestique de son choix, local ou en provenance du Burundi, à charge de l'Etat

Chapitre VI

Des obligations et du regime disciplinaire du personnel du service diplomatique

Section 1 Des obligations

Article 68

Le personnel du service diplomatique est, outre les obligations prévues par le statut général des fonctionnaires, tenu de :

- 1 ° oeuvrer en faveur du renforcement de l'autorité de la République du Burundi et de ses institutions ;
- 2° respecter les lois et les coutumes du pays d'accueil ;
- 3° ne pas abuser des privilèges et des immunités diplomatiques.

Article 69

Le personnel du service diplomatique se garde de faire de déclarations publiques contraires à la position officielle du gouvernement.

Article 70

Le personnel du service diplomatique s'abstient de faire des promesses ou de prendre des engagements impliquant le gouvernement, sans y avoir été autorisé par le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions.

Article 71

Les activités ci-dessous sont incompatibles avec le statut du personnel diplomatique :

- 1 ° l'exercice des activités commerciales ou la participation à des organes de surveillance, d'administration et de contrôle de sociétés commerciales et coopératives ;
- 2° la fonction de contrôleur, de gérant, de courtier, de syndic, de liquidateur, de fondé de pouvoir ;
- 3° la fonction de prestataire de services, à l'exception des activités d'enseignement, de recherche scientifique ou des activités culturelles et artistiques.

Article 72

Il est interdit au fonctionnaire du service

rwanditswe n'umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu. Uwurongoye ibikorwa vy'ubuserukizi bw'igihugu mu makungu arafise uburenganzira bw'ugukoresha umukozi wo mu nzu umwe wo mu gihugu yarungitswemwo canke akuye mu Burundi yihitiyemwo, agahembwa na Reta y'Uburundi.

Igice ca VI

Ivyo abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'uburundi n'amakungu bategerejwe hamwe n'amategeko agenga inyifato mu kazi

Agace ka 1

Ivyo abakozi bategerejwe

Ingingo ya 68

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu, uretse ivyo abakozi bategerejwe n'amategeko agenga abakozi ba Reta, bategerezwa :

- 1 ° gukora mu ntumbero y'ugukomeza ubutegetsu bw'igihugu c'Uburundi n'inzezo zabwo ;
- 2° kwubahiriza amategeko n'imigenzo vy'igihugu barungitswe gukoreramwo ;
- 3° kutarenza urugero mu vyo arekuriwe no mu budahangarwa bitangwa n'amabanga ajanywe n'imigenderanire y'Uburundi n'amakungu

Ingingo ya 69

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu baririnda gutangaza ibintu biteye kubiri n'aho Reta ihagaze

Ingingo ya 70

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu baririnda kugira ivyo bemera kuzokora canke ivyo biyemeza kw'izina rya Reta, batabiherewe uruhusha n'umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu.

Ingingo ya 71

Ibikorwa bikurikira ntibibangikanywa n'amabanga y'umukozi wo mu vyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu

- 1 ° ibikorwa vy'ubudandaji canke ukuja mu nzego zijejwe ugucungera, iz'intwari n'izo kugenzura amashirahamwe y'ubudandaji n'amakoperative ;
- 2° amabanga y'ukugenzura ishirahamwe, ukuritunganya, ukuranga, ukuba mu mashirahamwe aharanira inyungu z'abakozi, uguheraheza ibikorwa vy'ishirahamwe, uguhabwa ububasha bw'uguserukira ishirahamwe ;
- 3° amabanga y'ukurangurira abandi ubuzi, hatarimwo ibikorwa vy'ukwigisha, ivy'ubushakashatsi canke ibikorwa bijanywe n'imico kama n'imyuga.

Ingingo ya 72

Birabujijwe ko umukozi w'igisata c'ivyerekeye

diplomatique et aux membres de sa famille d'accepter des ordres, des médailles et d'autres distinctions honorifiques d'Etat ou des cadeaux liés à ses fonctions sans l'autorisation du Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions, sauf dans le cadre de la pratique diplomatique habituelle.

Un membre de la famille d'un agent du service extérieur en mission de longue durée ne peut exercer un emploi au sein de la mission diplomatique, de la représentation permanente ou du poste consulaire du Burundi.

Il est interdit au membre de la famille d'un agent du service extérieur en mission de longue durée de réaliser des activités économiques sur le territoire du pays d'accréditation, en vue d'un gain personnel ou pour le compte d'autrui.

Section 2
Du régime disciplinaire
Paragraphe 1
Les fautes disciplinaires
Article 73

Le personnel du service diplomatique peut, outre les fautes prévues par la loi portant statut général des fonctionnaires, faire l'objet d'une sanction disciplinaire en cas de fautes suivantes:

- 1 ° la diffusion d'informations pouvant porter atteinte aux intérêts de la République du Burundi ou pouvant détériorer ses relations avec d'autres Etats;
- 2° les actes de nature à saper le prestige de la République du Burundi à l'extérieur ou qui témoignent d'un manque de respect à l'égard d'un autre Etat;
- 3° la violation des lois et le non-respect des mœurs et des coutumes du pays d'accueil lors d'une mission à l'extérieur;
- 4 ° les abus des privilèges et des immunités diplomatiques ;
- 5° les infractions au régime de gestion des 5° moyens financiers et matériels et aux règles d'administration des biens de la République du Burundi.

imigenderanire y'Uburundi n'amakungu canke abagize umuryango wiwe yakira ibimenyetso, ibidari n'ibindi bimenyetso vy'iteka canke utuganuke bijanye n'amabanga ajejwe Umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu atabitungiye uruhusha, kiretse biri mu bisanzwe bigirwa mu bijanye n'imigenderanire y'ibihugu.

Uwuri mu bagize umuryango w'umukozi wo mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu mu makungu ari mu mabanga amara igihe kirekire ntashobora gukora akazi mu biro vy'ubuserukizi bw'igihugu, ivy'ubuserukizi bw'igihugu bwamaho mw'ishirahamwe mpuzamakungu canke ivy'uwuhagarariye inyungu z'Uburundi mu kindi gihugu.

Birabujijwe ko uwuri mu bagize umuryango w'umukozi wo mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu mu makungu ari mu mabanga amara igihe kirekire akora ibikorwa vyerekeye ubutunzi mu gihugu uwo mukozi yarungitswemwo, mu ntumbero y'ukwironderera inyungu canke ayironderera uwundi muntu.

Agace ka 2
Amategako ajanye n'inyifato mu kazi
Agahimba ka 1
Amakosa ajanye n'inyifato mu kazi
Ingingo ya 73

Uretse ivyaha bitegekanijwe n'ibwirizwa rishinga amategako agenga abakozi ba Reta, umukozi w'igisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu arashobora guhabwa igihano bitumwe n'inyifato yiwe mu kazi mu bihe bikurikira :

- 1° akwiragije inkuru zishobora kubangamira inyungu z'Uburundi canke zigatuma imigenderanire hagati y'Uburundi n'ibindi bihugu itosekara;
- 2° akoze ibikorwa bishobora gutuma agateka k'Uburundi mu makungu kabangamirwa canke bigatuma Uburundi butubahiriza agateka k'ikindi gihugu ;
- 3° arenze amategako kandi atubahirije imico n'imigenzo y'igihugu camwakiriye, mu gihe ari guserukira igihugu mu makungu ;
- 4 ° arenze urugero rw'ingingo zo kworohereza akazi n'imibereho y'abaserukira igihugu mu makungu
- 5° yakoze icaha hisunzwe amategako yerekeye itunganywa ry'amafaranga n'ibikoreshe akongera akagikora atisunze amategako yerekeye ugucungera amatungo ya Repuburika y'Uburundi.

Paragraphe 2 **Les sanctions disciplinaires**

Article 74

Le personnel du service diplomatique est soumis au régime disciplinaire prévu par la loi portant statut général des fonctionnaires relativement aux sanctions.

Article 75

Le personnel du service diplomatique représentant la République à l'extérieur peut, outre les sanctions prévues par la loi portant statut général des fonctionnaires, faire l'objet d'une sanction d'interruption avant terme de la mission à l'extérieur.

Paragraphe 3 **Le Conseil de discipline**

Article 76

Il est institué au sein du ministère ayant les affaires étrangères dans ses attributions un conseil de discipline. Il est composé par le secrétaire permanent, un conseiller au cabinet, l'inspecteur général, le directeur général chargé de l'administration, le directeur chargé des ressources humaines, le directeur chargé des affaires juridiques.

Le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions peut adjoindre au conseil de discipline tout autre cadre de son choix

Article 77

Avant d'infliger une sanction disciplinaire conformément à la législation en vigueur, le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions reçoit l'avis du Conseil de discipline.

Article 78

Le Conseil de discipline est présidé par le secrétaire permanent ou, en cas d'empêchement, par un fonctionnaire diplomatique choisi par le Ministre.

Le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions publie le règlement intérieur du Conseil de discipline

Article 79

En dehors des motifs de rupture de relations juridiques prévus par la loi n°1/28 du 23 août 2006 portant statut général des fonctionnaires, le Ministre ayant les affaires étrangères dans ses attributions suspend unilatéralement les relations de travail ou de service d'un membre du personnel

Agahimba ka 2 **Ibihano bijanye n'inyifato mu kazi**

Ingingo ya 74

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bagengwa n'amategeko ategukanya ingene ibihano bitangwa mu kazi ategukanijwe n'ibwirizwa rishiraho amategeko agenga abakozi ba Reta mu vyerekeye ibihano.

Ingingo ya 75

Abakozi bo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu baserukira igihugu mu makungu barashobora, uretse ibihano bitegukanijwe n'ibwirizwa rishinga amategeko agenga abakozi ba Reta, guhabwa igihano c'ugahagarikwa mu mabanga ikiringo cabo c'uguserukira igihugu kitararangira.

Agahimba ka 3 **Umugwi ujejwe ivyerekeye inyifato mu kazi**

Ingingo ya 76

Harashinzwe mu bushikiranganji bujejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu umugwi ujejwe inyifato mu kazi. Uwo mugwi uba ugizwe n'umunyamabanga ntayegayezwa, umuhanuzi wo mu biro vy'Umushikiranganji, umugenduzi mukuru, umuyobozi mukuru ajejwe ivyerekeye intwari, umuyobozi ajejwe ivyerekeye abakozi, umuyobozi ajejwe ivyerekeye amategeko.

Umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu arashobora kwongera muri uwo mugwi uwundi mukozzi wese wo mu bakozi bakurubakuru yihitiramwo.

Ingingo ya 77

Imbere yuko Umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu atanga igihano kijanye n'inyifato mu kazi hisunzwe amategeko asanzwe akurikizwa, umugwi ujejwe inyifato mu kazi ubanje kugira icyo ubivuzeko.

Ingingo ya 78

Umugwi ujejwe inyifato mu kazi urongorwa n'umunyamabanga ntayegayezwa canke, mu gihe yafatiriwe, n'umukozi agenywe n'umushikirangaji.

Umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu aratangaza amategeko ntunganyabikorwa y'umugwi ujejwe inyifato mu kazi.

Ingingo ya 79

Uretse imvo z'uguhagarika ivyo umukozi ahabwa n'amategeko zitegukanijwe n'ibwirizwa inomero 1/28 ryo ku wa 23 Myandagaro 2006 rishinga amategeko agenga abakozi ba Reta, Umushikiranganji ajejwe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu arahagarika, ata co abajije

du service diplomatique au motif que celui-ci a transgressé le contenu des articles 64, 67 et 70 de la loi ci-haut citée.

Chapitre VII Des dispositions Transitoires et finales

Article 80

Un fonctionnaire public ayant un grade diplomatique qui occupait une fonction diplomatique avant l'entrée en vigueur de la présente loi, est reclassé dans un délai d'une année selon son ancienneté et son niveau d'études sauf s'il a déjà atteint le grade d'ambassadeur.

Article 81

Un agent public ou privé ayant été commissionné ambassadeur et ayant exercé en tant que chef de mission garde le grade d'ambassadeur à la fin de son mandat au service extérieur à titre honorifique.

Article 82

Un agent public ou privé ayant été commissionné ambassadeur et ayant exercé en tant que chef de mission garde son titre d'ambassadeur à la fin de son mandat au service extérieur même s'il n'intègre pas l'administration centrale du ministère ayant les affaires étrangères dans ses attributions.

Article 83

Dans un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi

1°les fonctionnaires publics en poste à l'administration centrale et au service extérieur possédant un grade diplomatique doivent se conformer à l'exigence en matière de formation académique ;

2°les agents administratifs et techniques en poste à l'administration centrale et au service extérieur doivent satisfaire aux exigences en matière de formation.

Article 84

Les fonctionnaires publics à défaut de se conformer

uwo vyerekeye, akazi canke imirimo y'umukozi wo mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu ku mvo y'uko yarenze ibitegekanijwe n'ingingo ya 64,67 n'iya 70 z'ibwirizwa ryavuzwe aho hejuru.

Igice ca VI Ingingo mfatakibanza n'izisozera

Ingingo ya 80

Umukozi wa Reta afise ipete ryo mu vyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu yari asanzwe arangura amabanga ajanye n'imigenderanire y'Uburundi n'amakungu imbere yuko iri bwirizwa rishirwa mu ngiro, arashirwa mu mugwi bihuye mu kiringo c'umwaka bivanye n'igihe amaze mu kazi n'urupapuro rw'umutsindo afise kiretse iyo yari amaze gushika kw'ipete ry'umuserukizi w'igihugu.

Ingingo ya 81

Umukozi wa Reta canke uwo mu bikorera utwabo yari yarashizwe kw'ipete ry'umuserukizi w'igihugu kandi akaba yararongoye ibikorwa vy'ubuserukizi bw'igihugu mu makungu agumana ku mvo z'icubahiro ipete ry'uwuserukira igihugu mu makungu ikiringo ciwe co gukora mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu mu makungu kirangiye.

Ingingo ya 82

Umukozi wa Reta canke uwo mu bikorera utwabo yari yarashizwe kw'ipete ry'umuserukizi w'igihugu kandi akaba yararongoye ibikorwa vy'ubuserukizi bw'igihugu mu makungu agumana ipete ry'uwuserukira igihugu mu makungu ikiringo ciwe co gukora mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu mu makungu kirangiye n'aho yoba adasubiye gukora mu buyobozi bw'ubushikiranganji bujewe imigenderanire y'Uburundi n'amakungu.

Ingingo ya 83

Mu kiringo c'imyaka itanu giharurwa kuva umusi iri bwirizwa ritanguriye gushirwa mu ngiro :

1° abakozi ba Reta bakorera mu buyobozi bw'ubushikiranganji no mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu bafise ipete ryo mu vyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu bategerezwa kwisunga ibisabwa mu bijanye n'urupapuro rw'umutsindo rwa kaminuza ;

2° abakozi bo mu vyerekeye intwara n'ubuhinga bakorera mu buyobozi bw'ubushikiranganji bw'imigenderanire y'Uburundi n'amakungu no mu gisata c'ivyerekeye ubuserukizi bw'igihugu mu makungu bategerezwa kwisunga ibisabwa mu bijanye n'inyigisho.

Ingingo ya 84

Abakozi ba Reta badashoboye gukwiza ibisabwa

aux exigences académiques sont, à l'expiration du délai imparti, reclassés selon leur ancienneté et leur niveau d'études à l'exception de ceux qui ont déjà atteint le grade d'ambassadeur.

Article 85

L'ancienneté dans le service avant l'entrée en vigueur de la présente loi constitue un droit acquis et considéré pour le reclassement dans le service diplomatique.

Article 86

La loi portant statut général des fonctionnaires et le Code du travail s'appliquent à titre supplétif pour les questions non couvertes par la présente loi.

Article 87

Toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Article 88

La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation

Fait à Gitega, le 05 novembre 2021
Evariste NDAYISHIMIYE (sé)
Par le Président de la République
Vu et Scellé du sceau de la République
Ministre de la Justice
Jeanine NIBIZI (sé)

bijanye n'impapuro z'umutsindo za kaminuza, ikiringo gitegekanijwe kirangiye, baca bashirwa mu migwi bihuye bivanye n'igihe bamaze mu kazi n'urupapuro rw'umutsindo bafise kiretse abari bamaze gushika kw'ipete ry'uwuserukira igihugu mu makungu.

Ingingo ya 85

Imyaka umukozi amaze mu kazi imbere yuko iri bwirizwa ritangura gushirwa mu ngiro iraharurwa kandi igafatirwako mu gushirwa mu mugwi bihuye mu gisata c'ivyerekeye imigenderanire y'Uburundi n'amakungu.

Ingingo ya 86

Ibwirizwa rishinga amategeko agenga abakozi ba Reta hamwe n'lgitabu c'amategeko agenga akazi birakurikizwa nk'amategeko yunganira iri bwirizwa ku bibazo ata co rivugako.

Ingingo ya 87

Ingingo zose zahahora ziteye kubiri n'iri bwirizwa zirafuswe.

Ingingo ya 88

Iri bwirizwa ritangura gukurikizwa kuva umusi ritangarijweko.

Bigiriwe i Gitega, ku wa 05 Munyonyo 2021
NDAYISHIMIYE Evariste (sé)
Bibonywe kandi bishizweko ikimangu ca
Republika
Umushikiranganji w'Ubutungane
NIBIZI Jeanine (sé)

**LOI N°1/25 DU 5 NOVEMBRE 2021 PORTANT
REGLEMENTATION DES MIGRATIONS AU
BURUNDI**

**IBWIRIZWA INOMERO 1/25 RYO KU WA
5 MUNYONYO 2021 RISHINGA
AMATEGEKO AGENGA URUJA
N'URUZA RW'ABARUNDI
N' ABANYAMAHANGA**

Le Président de la République

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la loi Organique n°1/03 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition et Fonctionnement de la Police Nationale du Burundi;

Vu la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au Statut des Réfugiés, telle que ratifiée par la Lettre n°049/1403 du 19 juillet 1963;

Vu la Loi n°1/209 du 31 octobre 1975 portant Ratification de la Convention de l'Organisation de l'Unité Africaine du 10 septembre 1969 régissant les Aspects Propres aux Problèmes des Réfugiés en Afrique;

Vu la Loi n°1/013 du 18 juillet 2000 portant Réforme du Code de la Nationalité

Vu la Loi n°1/08 du 30 juin 2007 portant Ratification par la République du Burundi du Traité d'Adhésion du Burundi à la Communauté Est-Africaine, signé à Kampala, Ouganda, le 18 juin 2007;

Vu la Loi n°1/10 du 30 avril 2010 portant Ratification par la République du Burundi du Protocole portant Création du Marché Commun de la Communauté Est Africaine et ses six Annexes déjà négociés, signé à Arusha en République Unie de Tanzanie, le 20 novembre 2009;

Vu la Loi n°1/27 du 29 décembre 2017 portant Révision du Code Pénal

Vu la Loi n°1/09 du 11 mai 2018 portant Modification du Code de Procédure Pénale ;

Vu la Loi n°1/012 du 30 mai 2018 portant Code de l'Offre des Soins et Services de Santé au Burundi;

Vu le Décret-loi n°1/45 du 7 août 1969 portant Adhésion du Burundi au Protocole du 31 janvier 1967

Umukuru w'igihugu,

Yihweje lbwirizwa Shingiro rya Repuburika y'Uburundi ;

Yihweje lbwirizwa ryunganira lbwirizwa Shingiro inomero 1/03 ryo ku wa 20 Ruhuhuma 2017 rishinga imirimo y'lgiporisi c'Uburundi, ingene gitunganijwe, abakigize, n'ingene gikora ;

Yihweje Amasezerano y'i Genève yo ku wa 28 Mukakaro 1951 yerekeye amategeko agenga impunzi nk'uko ari mw'lkete inomero 049/1403 ryo ku wa 19 Mukakaro 1963 ;

Yihweje lbwirizwa inomero 1/209 ryo ku wa 31 Gitugutu 1975 ryemeza Amasezerano y'Ishirahamwe ry'Ubumwe bwa Afirika yo ku wa 10 Nyakanga 1969 agenga ibijanye n'ibibazo vy'impunzi muri Afirika ;

Yihweje lbwirizwa inomero 1/013 ryo ku wa 18 Mukakaro 2000 risubiramwo igitabu c'amategeko agenga ubwenegihugu

Yihweje lbwirizwa inomero 1/08 ryo ku wa 30 Ruheshi 2007 ryemeza ko Repuburika y'Uburundi yiyemeje kwubahiriza Amasezerano agenga Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko, yashizweko umukono i Kampala muri Uganda, ku wa 18 Ruheshi 2007 ;

Yihweje lbwirizwa inomero 1/10 ryo ku wa 30 Ndamukiza 2010 ryemeza ko Repuburika y'Uburundi yemeje kwubahiriza Amasezerano ashingira Isoko rusangi ry'Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko n 'Imperekeza zitandatu zayo zamaze kwumvikanwako, yashizweko umukono i Arusha muri Repuburika yunze ubumwe ya Tanzaniya, ku wa 20 Munyonyo 2009 ;

Yihweje lbwirizwa inomero 1/27 ryo ku wa 29 kigarama 2017 risubiramwo igitabu c'amategeko mpanavyaha ;

Yihweje lbwirizwa inomero 1/09 ryo ku wa 11 Rusama 2018 rihindura igitabu c'amategeko yerekeye ingene imanza z'ivyaha zitohozwa, ziburanishwa, zicibwa n'ingene zishirwa mu ngiro;

Yihweje lbwirizwa inomero 1/012 ryo ku wa 30 Rusama 2018 ryerekeye igitabu c'amategeko agenga ubuvuzi n'ibikorwa vyerekeye amagara y'abantu mu Burundi ;

Yihweje ltegeko bwirizwa inomero 1/45 ryo ku wa 7 Myandagaro 1969 ryemeza ko Uburundi

relatif au statut des Réfugiés ;

Vu le Décret-loi n°1/187 du 22 décembre 1976 portant Ratification de la Convention portant Création de la CEPGL signée à Gisenyi, le 20 septembre 1976 entre le Burundi, le Rwanda et le Zaïre ;

Vu le Décret-loi n°1/024 du 28 avril 1993 portant la Réforme du Code des Personnes et de la Famille

Revu la Loi n°1/32 du 13 novembre 2008 sur l'Asile et la Protection des Réfugiés au Burundi

Revu le Décret-loi n°1/007 du 20 mars 1989 portant Réglementation de l'Accès, du Séjour, de l'Etablissement des Etrangers sur le Territoire du Burundi et de leur Eloignement ;

Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;
L'Assemblée Nationale et le Sénat ayant adopté ;

Promulgue

Chapitre 1

De l'objet, du champ d'application et des définitions

Article 1

La présente loi a pour objet de réglementer l'immigration et l'émigration au Burundi.

Article 2

La présente loi s'applique aux burundais et aux étrangers, y compris les demandeurs d'asile, les réfugiés et les apatrides.

Elle s'applique également aux ressortissants des communautés ayant des conventions particulières sur l'immigration et l'émigration au Burundi, sauf dérogations résultant des conventions internationales ou des lois particulières.

Article 3

La Police Nationale du Burundi, à travers le Commissariat Général des Migrations, assure la gestion de l'immigration et de l'émigration.

Article 4

Au sens de la présente loi, on entend par :

agent des migrations, tout personnel affecté au Commissariat Général des Migrations ou à la représentation diplomatique ou consulaire du Burundi, chargé de la mise en application des dispositions de la

bwiyemeje kwubahiriza Amasezerano yo ku wa 31 Nzero 1967 yerekeye amategeko agenga impunzi;

Yihweje Itegeko bwirizwa inomeru 1/187 ryo ku wa 22 Kigarama 1976 ryemeza Amasezerano ashingira Ishirahamwe CEPGL yashiriweko umukono i Gisenyi ku wa 20 Nyakanga 1976 hagati y'Uburundi, Urwanda na Zaïre ;

Yihweje Itegeko bwirizwa inomeru 1/024 ryo wa 28 Ndamukiza 1993 rihindura Igitabu c'amategeko agenga ingo n'abantu

Asubiye kwihweza Ibwirizwa inomeru 1/32 ryo ku; wa 13 Munyonyo 2008 ryerekeye ugutanga ubuhungiro n'ugukingira impunzi mu Burundi ;

Asubiye kwihweza Itegeko bwirizwa inomeru 1/007 ryo ku wa 20 Ntwarante 1989 rishinga amategeko yerekeye ingene abanyamahanga binjira mu Burundi, ingene bahacumbika, ingene bahaba n'ingene bigizwa kure y'imbibe z'igihugu baje bavamwo ;

Inama Nshikiranganji imaze kubica irya n'ino; Inama Nshingamateka n'Inama Nkenguzamateka zimaze kuvyemeza

Atangaje

Igice ca mbere

Intumbero y'iri bwirizwa, ico ryerekeye n'insiguro y'amajambo

Ingingo ya mbere

Iri bwirizwa rifise intumbero y'ugushinga amategeko agenga abanyamahanga baza kuba mu Burundi n'abarundi baja kuba mu mahanga:

Ingingo ya 2

Iri bwirizwa rikurikizwa ku Burundi no ku banyamahanga, harimwo n'abasaba ubuhungiro mu Burundi, impunzi hamwe n'abatagira ubwenegihugu buzwi.

Iri bwirizwa rikurikizwa kandi no ku baturuka mu mashirahamwe y'ibihugu vyagiranaye n'Uburundi amasezerano yerekeye abanyamahanga baza kuba mu Burundi n'abarundi baja kuba mu mahanga, kiretse ivyirengagizwa bivuye ku masezerano mpuzamakungu canke ku yandi mabwirizwa avyerekeye.

Ingingo ya 3

Igiyosha c'Uburundi, kibicishije muri Komisariya Nkuru ijejwe ivyerekeye abinjira mu gihugu n'abasohoka, ni co gitunganya ivyerekeye abanyamahanga baza kuba mu Burundi n'abarundi baja kuba mu mahanga.

Ingingo ya 4

Muri iri bwirizwa, amajambo akurikira afise insiguro

umukozi akora mu gisata kijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu ni umukozi wese akorera muri Komisariya Nkuru ijejwe ivyerekeye abinjira mu gihugu n'abasohoka

présente loi ;

apatride, toute personne qui n'a pas de nationalité légale et qu'aucun Etat ne reconnaît comme son ressortissant par application de sa législation ;

asile, la protection accordée par un pays à une personne de nationalité étrangère ou sans nationalité conformément aux Conventions de Genève du 28 juillet 1951 et de l'OUA du 10 septembre 1969 ;

autorisation spéciale de circulation CEPGL, le document de voyage délivré par les services des migrations des pays membres de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs ;

carte de réfugié, la carte d'identité délivrée à un réfugié résidant au Burundi ;

carte pour étranger, la carte d'identité délivrée à un étranger résidant au Burundi ;

centre de transit, un espace régi par un texte réglementaire où les demandeurs d'asile sont hébergés en attendant l'issue du processus d'acquisition du statut de réfugié

centre d'enregistrement, un espace régi par un texte réglementaire où sont enregistrées les données personnelles des demandeurs d'asile ;

émigration, l'action de quitter son pays de résidence vers un autre pays de manière temporaire ou définitive

étranger, toute personne n'ayant ni la nationalité burundaise, ni la qualité de citoyen d'un Etat membre de la Communauté Est Africaine

expulsion, une décision par laquelle le Burundi ordonne à une personne étrangère ou à un ressortissant d'une communauté ayant des conventions particulières sur les migrations, de quitter son territoire dans un délai déterminé

canke mu Buserukizi bw'igihugu canke mu Biro bihagararira inyungu z'Uburundi mu kindi gihugu, ashinzwe ishirwa mu ngiro ry'ingingo z'iri bwirizwa ;

uwutagira ubwenegihugu ni umuntu adafise ubwenegihugu buzwi n'amategeko kandi ata gihugu na kimwe kimwemera nk'uwugiturukamwo hisunzwe amategeko agenga ico gihugu

ubuhungiro ni ahantu igihugu gishira umunyamahanga canke uwudafise ubwenegihugu kugira kimukingire hisunzwe Amasezerano y'i Genève yo ku wa 28 Mukakaro 1951 hamwe n'Amasezerano y'Ishirahamwe ry'Ubumwe bw'Afrika yo ku wa 10 Nyakanga 1969 ;

uruhusha rudasanze rw'ukugira uruja n'uruza mu bihugu bigize Umuryango CEPGL ni urupapuro rw'inzira rutangwa n'ibisata bijewe ukwinjira n'ugusohoka ibihugu bigize Ishirahamwe ry'ubutunzi mu karere k'ibiyaga binini

ikarata y'impunzi ni ikarata ndangamuntu ihabwa impunzi iba mu Burundi ;

ikarata y'umunyamahanga ni ikarata ndangamuntu ihabwa umunyamahanga aba mu Burundi ;

ikigo cakirirwamwo impunzi ivy'imfatakibanza ni ikibanza cemewe n'amategeko abasaba ubuhungiro bakirirwamwo mu kurindira ko baronka uburenganzira bw'ukwitwa impunzi ;

ikigo candikirwamwo impuzi ni ikibanza cemewe n'amategeko candikirwamwo ibiranga umuntu wese asaba ubuhungiro ;

Ukuja kuba mu mahanga ni ukuva mu gihugu ubamwo ukaja kuba mu kindi gihugu mu kiringo gito canke ukaja kubayo burundu ;

umunyamahanga ni umuntu adafise ubwenegihugu bw'Uburundi canke ubw'igihugu kimwe mu bigize Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afrika yo mu Buseruko ;

ukwirukana umunyamahanga mu gihugu ni ingingo ifatwa n'Uburundi itegeka umunyamahanga canke uwuva mu gihugu kimwe mu bigize Umuryango w'ibihugu vyemeje amasezerano yihariye yerekeye abanyamahanga baza kuba mu Burundi n'abarundi baja kuba mu mahanga, kuva ku gataka k'Uburundi mu kiringo kizwi ;

famille, la communauté de personnes comprenant l'homme et la femme légalement mariés, y compris leurs enfants âgés de moins de 18 ans, qu'ils soient légitimes, naturels reconnus ou adoptifs

frontière, la délimitation du territoire du Burundi avec ses pays limitrophes ;

immigration, l'action d'entrer de manière temporaire ou définitive dans un pays dont on n'a pas la nationalité

interception provisoire, la rétention d'une personne pendant un temps limité afin de permettre à l'agent des migrations d'enquêter sur l'entrée ou le séjour de cette personne au pays

laissez-passer, un document de voyage qui tient lieu de passeport, délivré au Burundi pour permettre à un voyageur de se rendre dans les pays de la Communauté Est Africaine et dans les pays membres de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs conformément à des Accords signés

mariage, l'union conjugale légalement reconnue par la loi burundaise ;
membres de famille, les conjoints, leurs enfants et les légalement dépendants ;

migration, tout mouvement de personnes quittant leur lieu de résidence habituelle à l'intérieur d'un même pays ou au-delà d'une frontière internationale

passeport, un document de voyage reconnu par les lois internationales ;

permis de séjour pour demandeur d'asile, l'autorisation de séjour temporaire accordée à un demandeur d'asile ou à un apatride

poste-frontière, un endroit désigné par un texte réglementaire par où une personne doit passer pour l'entrée ou la sortie du Burundi ;

poste-frontière à arrêt unique, un poste-frontière commun à deux pays limitrophes où les formalités d'entrée ou de sortie se font au même endroit conformément aux accords, aux conventions ou aux protocoles en rapport avec l'intégration régionale

Umuryango ni umugwi w'abantu ugizwe n'umugabo n'umugore bubakanye biciye mu mategeko, harimwo n'abana babo batarakwiza imyaka 18, baba ababavutseko, abavyawe hanze n'umwe mu bubakanye bemerwa n'uwabavyaye canke abarerano ;

Imbibe ni aho agataka k'Uburundi kagarukira ku bihugu bibanyi

Ukwinjira mu gihugu atari icawe ni ukwinjira vy'igihe gito canke burundu mu gihugu umuntu adafitiye ubwenegihugu

Uguhagarika umuntu ivy'imfatakibanza ni ugupfunga umuntu umwanya muto kugira umukozi ajejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu ashobore kugira itohoza rijanye n'ingene uwo muntu yinjiye canke yacumbitse mu Burundi ;

Murekarengane ni urupapuro rw'inzira rusubirira igitabu c'inzira, rutangwa mu Burundi kugira ingenzi ishobore kuja mu gihugu kiri mu bigize Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko no mu bihugu bigize Ishirahamwe ry'ibihugu vyo mu biyaga binini mu vyerekeye ubutunzi hisunzwe Amasezerano Uburundi bwashizeko umukono

ukwabirana ni ukwubakana hisunzwe n'amategeko y'Uburundi abagize umuryango ni abubakanye, abana baba n'abo batunze vyemewe n'amategeko ;

ukwimuka ni uruja n'uruza rw'abantu bava mu bibanza basanzwe babamwo hagati mu gihugu canke bakajabuka imbibe z'ighugu ;

igitabu c'inzira ni urwandiko rutanga uburenganzira bw'ukugira urugendo rwemewe n'amategeko mpuzamakungu

uruhusha rw'ugucumbika ruhabwa uwusaba ubuhungiro ni uruhusha rw'ugucumbika mu gihe gita ruhabwa uwusaba ubuhungiro canke uwutagira ubwenegihugu buzwi

ibiro vyo ku rubibe rw'ibihugu bijejwe uruja n'uruza ni ikibanza gishingwa n'itegeko umuntu yinjira canke asohoka Uburundi ategerezwa gucamwo ;

ibiro rusangi vyo ku rubibe ni ibiro vyo ku rubibe bisangiwe n'ibihugu bibiri bihana urubibe ahobisangiye ibisabwa mu kwinjira canke mu gusohoka igihugu bigirirwa mu kibanza kimwe hisunzwe amasezerano yagizwe hagati y'ivyo bihugu canke ayajanye n'ukwiyunga kw'ibihugu vyo mu karere ;

reconduite à la frontière, une décision par laquelle le Burundi expulse de son territoire, un étranger ou un ressortissant d'une communauté ayant des conventions particulières sur les migrations, s'y trouvant en situation irrégulière;

refoulement, une mesure qui consiste à interdire, à la frontière, l'entrée sur le territoire national à un étranger ou à un ressortissant d'une communauté ayant des conventions particulières sur les migrations qui ne remplit pas les conditions exigées par la loi ;

réfugié, toute personne se trouvant dans l'une quelconque des situations prévues au point 17 au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au Statut des Réfugiés, au Protocole du 31 janvier 1967 relatif au Statut des Réfugiés et dans la Convention de l'Organisation de l'Unité Africaine du 10 septembre 1969 régissant les Aspects Propres aux Problèmes des Réfugiés en Afrique

réfugié prima facie, une personne qui fuit son pays d'origine dans le cadre d'afflux massifs, présumée éligible au statut de réfugié au regard des informations objectives concernant les circonstances de sa fuite ;

résident, l'étranger détenant un visa de séjour au Burundi à titre temporaire ou permanent;

résident permanent, l'étranger ou les membres de sa famille dont l'établissement sur le territoire national est utile au Burundi notamment par la création de l'emploi et/ou l'apport d'un investissement important ;

titre de voyage pour réfugié, un document de voyage accordé à une personne ayant eu le droit d'asile au Burundi ;

visa, la permission accordée à un étranger lui autorisant d'entrer, de transiter ou de séjourner au Burundi ;

zone neutre, un espace ou une zone internationale située entre les entités géographiques des pays limitrophes, réglementée par une convention internationale

uguherekeza umuntu yirukanywe mu gihugu gushika ku rubibe rw'igihugu ciwe ni ingingo Uburundi bufata y'ukwirukana ku gataka k'Uburundi, umunyamahanga canke uwuwa mw'ishirahamwe ry'ibihugu vyagiraniye amasezerano yerekeye uruja n'uruza, ahaba adafise inzandiko zisabwa ;

ugusubiza inyuma umuntu ashaka kwinjira mu gihugu ni ingingo ibuza, ku mbibe, ko umunyamahanga canke uwuwa mw'ishirahamwe ry'ibihugu vyagiraniye amasezerano yerekeye uruja n'uruza rw'abava mu Burundi baja kuba mu bindi bihugu n'abava mu bindi bihugu baza kuba mu Burundi, yinjira ku gataka k'Uburundi, adakwije ibisabwa n'amabwirizwa

impunzi ni umuntu wese akwije kimwe mu bitegekanijwe mu karongo ka 17 hisunzwe Amasezerano y'i Genève yo ku wa 28 Mukakaro 1951 yerekeye amategeko agenga impunzi, Amasezerano yo ku wa 31 Nzero 1967 yerekeye amategeko agenga impunzi n'Amasezerano y'ubumwe bwa Afirika yo ku wa 10 Nyakanga 1969 agenga ibijanye n'ibibazo vy'impunzi muri Afirika ;

impunzi ishitse mu kivunga ni umuntu ahunze igihugu yamukamwo mu kivunga c'abandi bahunze, ashobora kwemererwa kwitwa impunzi hafatiwe ku vyo yashikirije vy'ukuri vyatumye ahunga;

umunyamahanga aba mu Burundi ni umunyamahanga afise uruhusha rw'ugucumbika mu Burundi mu gihe gito canke akaguma ahaba; **umunyamahanga arekuriwe kuguma aba mu Burundi** ni umunyamahanga canke abagize umuryango wiwe, ukuba mu Burundi kwabo bifiye akamaro igihugu nko mu gutanga akazi no mu gushinga imigambi ikomeye mu gihugu; **urupapuro rw'inzira rw'impunzi** ni urwandiko rw'inzira ruhabwa umuntu yaronse ubuhungiro mu Burundi

uruhusha rw'ukuza mu Burundi ni uruhusha ruhabwa umunyamahanga rumurekurira kwinjira mu Burundi, kuhaca arengana canke kuhacumbika ;

akarere ata gihugu kikitirirwa ni ikibanza canke akarere mpuzamakungu kari hagati y'ibihugu bihana imbibe, kagengwa n'amasezerano mpuzamakungu

Chapitre II Des conditions d'entrée et de sortie

Article 5

Les conditions d'entrée et de sortie des personnes au

Igice ca II

Ibisabwa mu kwinjira canke mu gusohoka igihugu

Ingingo ya 5

Ibisabwa kugira umuntu yinjire canke ave mu

Burundi sont les suivantes :

urundi ni ibi bikurikira :

1° passer par un poste-frontière et se faire enregistrer conformément à la loi ;

1° guca ku biro vyo ku mbibe z'igihugu bijejwe uruja n'uruza no kwiyaandikisha hisunzwe amategeko;

2° être porteur :

-d'un document de voyage requis en vertu d'un traité, d'une convention ou d'un accord régional ou international, d'une loi ou de tout autre texte réglementaire

2° kuba afise :

urwandiko rw'inzira rusabwa hisunzwe amasezerano yagizwe ku rwego rw'akarere canke mpuzamakungu, rwemewe n'ibwirizwa canke ayandi mategeko ;

-d'un passeport valide ou d'un document de voyage en tenant lieu, revêtu d'un visa ou d'une autorisation tenant lieu de visa valable au Burundi apposé par un représentant diplomatique ou consulaire burundais ou toute autre autorité légalement habilitée ;

-igitabu c'inzira kitarata igihe canke urwandiko rw'inzira rufatwa nka co, ruriko ikidodo cemeza ko umuntu arekuriwe kwinjira mu gihugu canke uruhusha rufatwa nka co rukoresha mu Burundi ruba rwashizweko umukono n'umukozi wo mu buserukizi bw'Uburundi mu kindi gihugu canke mu buserukizi buhagarariye inyungu z'Uburundi mu kindi gihugu canke uwundi mutegetsi wese abifitiye ububasha hisunzwe amategeko ;

3° être en possession d'un certificat de vaccination prescrit par les Conventions internationales ;

3° Kuba afise urupapuro rwemeza ko yacandazwe rutegekanijwe n'Amasezerano mpuzamakungu

4° être en possession d'un billet aller-retour pour les voyageurs à bord d'aéronef;

4° Kuba afise itike y'ukuza n'ugusubira inyuma ku biyunguruza n'indege ;

5° être muni, pour le cas du Burundais sortant du pays, d'un document de voyage valide ;

5° Ku barundi basohoka baja mu bindi bihugu, kuba bafise urwandiko rw'inzira rutarata igihe ;

6° être muni d'un document de voyage valide ou toute autre preuve attestant la nationalité burundaise pour le Burundais qui entre au pays.

6° Ku murundi yinjira mu gihugu, kuba afise urwandiko rw'inzira rutarata igihe canke urundi rwandiko rwose rwemeza ubwenegihugu bw'umurundi.

Article 6

Les conditions d'obtention du visa d'entrée, sa durée et sa validité sont déterminées par une ordonnance du Ministre ayant les migrations dans ses attributions.

Ingingo ya 6

Ibisabwa kugira umuntu aronke uruhusha rumwemerera kwinjira mu gihugu, ikiringo rumara rutarata igihe bitomorwa n'itegeko ry'Umushikiranganji ajejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu

Article 7

Sont exemptés du visa d'entrée, mais tenus de présenter une pièce officielle d'identité :

Ingingo ya 7

Abadasabwa kwerekana uruhusha rw'ukwinjira mu gihugu, ariko bagategerezwa kwerekana inzandiko zibaranga zemewe n'amategeko ni aba:

1 ° les membres d'équipage des navires et des aéronefs effectuant des déplacements de service sous le couvert de documents prévus par des Conventions ;

1 ° Abakozi bo ku bwato n'abo mu ndege bagira ingendo z'akazi bafise n'impapuro zibaranga zitegekanijwe n'Amasezerano ;

2° les personnes ou les membres de leurs familles justifiant de la qualité de résident permanent;

2° Abantu canke abagize imiryango yabo baba bafise uburenganzira bw'ukuguma baba mu gihugu

3° les citoyens des pays membres de la Communauté Est Africaine ;

3° Abaturuka mu bihugu bigize Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko ;

4 ° les ressortissants des pays ou des

4 ° Abaturuka mu bihugu canke mu

Communautés des Etats avec lesquels le Burundi a signé des Accords d'exemption de visa.

Article 8

Les conditions d'entrée ou de sortie d'une dépouille mortelle sont déterminées par une ordonnance du Ministre ayant les migrations dans ses attributions

Article 9:

Lorsque les circonstances liées notamment à la politique, à la sécurité publique ou à la santé publique l'exigent, le Burundi peut prendre des dispositions limitant la libre circulation des personnes.

Dans ce cas, le Burundi via le Ministère des Affaires Etrangères en informe sans délais tous les Etats et les Communautés ayant avec lui des conventions particulières sur les migrations.

Chapitre III

Des documents voyage et leur utilisation

Article 10

Les documents de voyage burundais sont :

- 1 ° la carte nationale d'identité ;
- 2° le passeport ;
- 3° le laissez-passer ;
- 4 ° l'autorisation spéciale de circulation CEPGL;
- 5° le sauf-conduit ;
- 6° le titre de voyage pour réfugié ;
- 7° le laissez-passer transfrontalier.

Article 11

La carte nationale d'identité biométrique permet au détenteur de circuler librement dans les pays membres de la Communauté Est Africaine conformément au Traité qui la met en place

Article 12

Les passeports catégories Burundais sont de trois

- 1 ° le passeport ordinaire délivré à tout citoyen burundais satisfaisant aux conditions requises;
- 2° le passeport de service délivré à des citoyens burundais partant en voyage à l'étranger pour une mission officielle. Il peut aussi être délivré à un étranger qui effectue une mission officielle pour le compte du Burundi

mashirahamwe y'ibihugu vyagiraniye amasezerano n'Uburundi y'ukudasabwa kwerekana uruhusha rw'ukwemererwa kwinjira mu gihugu.

Ingingo ya 8

Ibisabwa kugira umuntu yinjize mu gihugu canke asohore ikiziga bitomorwa n'itegeko ry'Umushikiranganji ajejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu.

Ingingo ya 9

Mu gihe hari imvo zijanye cane cane na poritike, Umutekano w'abanyagihugu canke izijanye n'amagara y'abantu zibitumye, Uburundi burashobora gufata ingingo z'ukugabanya uruja n'uruza rw'abantu binjira n'abasohoka. Muri ico gihe Uburundi biciye mu Bushikiranganji bujewe imigenderanire n'ibindi bihugu burabimenyesha bidatevye ibindi bihugu n'amashirahamwe y'ibihugu bifitaniye amasezerano yerekeye abinjira n'abasohoka ighugu

Igice ca III

Inzandiko z'inzira n'ingene zikoreshwa

Ingingo ya 10

Inzandiko z'inzira zitangwa mu Burundi ni izi zikurikira

- 1 ° Ikarata karangamuntu ;
- 2° Igitabu c'inzira ;
- 3° Urupapuro murekarengane
- 4°Uruhusha rudasanze rwo gutembera mw'Ishirahamwe ry'Ubutunzi ry'ibihugu vy'ibiyaga binini
- 5°Urwandiko rutanga uburenganzira bw'ugutembera mu gihugu ;
- 6° Urupapuro rw'inzira ruhabwa impunzi ;
- 7° Urupapuro murekarengane ruhabwa uwugira uruja n'uruza ku rubibe.

Ingingo ya 11

Ikarata karangamuntu ikozwe mu buryo bwa nimerike ituma nyeneyo atembera mu mwidegemvyo mu bihugu bigize Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko hisunzwe masezerano arishiraho

Ingingo 12

Ibitabu vy'inzira bitangwa mu Burundi biri mu migwi itatu :

- 1 ° Igitabu c'inzira gisanze gihabwa umwenegihugu w'Umurundi wese akwije ibisabwa bitegekanijwe ;
- 2° Igitabu c'inzira c'akazi gihabwa abenegihugu b'abarundi bagiye mu mahanga mu rugendo rw'akazi. Ico gitabu c'inzira gishobora guhabwa umunyamahanga agiye mu rugendo rw'akazi ku nyungu z'Uburundi ;

; 3° le passeport diplomatique délivré à des dignitaires, à des diplomates et à d'autres personnalités du Burundi précisés par un décret.

Article 13

Le laissez-passer est délivré à un citoyen burundais qui veut se rendre dans les pays membres de la Communauté Est Africaine ou de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs.

Les missions diplomatiques et consulaires délivrent le laissez-passer tenant lieu de passeport qui permet au citoyen burundais qui n'est pas en possession des documents de voyage de rentrer au pays

Article 14

L'autorisation spéciale de circulation CEPGL est délivrée à des citoyens burundais, à des ressortissants de ladite Communauté et aux étrangers établis au Burundi.

Article 15

Le sauf-conduit est un document de voyage à usage unique délivré à un étranger ou à un citoyen de la Communauté de l'Afrique de l'Est dont le document de voyage est perdu ou dont la durée de validité expire pendant qu'il se trouve sur le territoire burundais.

Il est également délivré à un étranger ou à un citoyen de la Communauté de l'Afrique de l'Est qui se trouve dans l'impossibilité d'avoir un document de voyage de son pays d'origine.

Article 16

Le titre de voyage pour réfugié est délivré par le Commissariat Général des Migrations, en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, à des réfugiés résidant au Burundi remplissant les conditions d'asile requises.

Article 17

Le laissez-passer transfrontalier est un document qui est délivré à un citoyen burundais désirant se rendre dans une commune frontalière d'un pays limitrophe, en conformité avec les Accords d'intégration régionale.

3° Igitabu c'inzira c'icubahiro gihabwa abanyacubahiro, abaserukira Uburundi mu makungu n'abandi bantu bo mu Burundi batomorwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu

Ingingo ya 13

Urupapuro murekarengane ruhabwa Umwenegihugu w'umurundi ashaka kuja mu bihugu bihurikiye mw'Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko canke Ishirahamwe ry'ubutunzi ry'Ibihugu vy'ibiyaga binini. Ibiro vy'abaserukira Uburundi mu makungu n'ibiro vy'abahagarariye inyungu z'Uburundi mu makungu biratanga urupapuro murekarengane rufatwa nk'igitabu c'inzira rutuma umurundi adafise inzandiko z'inzira ataha mu gihugu.

Ingingo ya 14

Urwandiko rudasanze rutanga uruhusha rw'ugutembera mu bihugu vyo mw'Ishirahamwe ry'Ubutunzi ry'Ibihugu vy'ibiyaga Binini ruhabwa abenegihugu b'abarundi, abaturuka muri ivyo bihugu bihurikiye muri iryo shirahamwe hamwe n'abanyamahanga baba mu Burundi.

Ingingo ya 15

Urwandiko rutanga uburenganzira bw'ugutembera mu gihugu ni urwandiko rw'inzira rukoreshwa mu kiringo kimwe gusa ruhabwa umunyamahanga canke uwuturuka mu gihugu kimwe mu bigize Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko aba yatakaje urwandiko rw'inzira canke ruba rwataye igihe akiri ku gataka k'Uburundi.

Urwo rwandiko ruhabwa kandi umunyamahanga canke uwuturuka mu gihugu kimwe mu bigize Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko adashobora kuronka urwandiko rw'inzira rwo mu gihugu aturukamwo.

Ingingo ya 16

Urupapuro rw'inzira rw'impunzi rutangwa na Komisariya nkuru ijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu ifadikanije n'Ishirahamwe mpuzamakungu ryitaho impunzi, ku mpunzi ziba mu Burundi zikwiye ibisabwa mu kuronswa ubuhungiro.

Ingingo ya 17

Urupapuro murekarengane ruhabwa uwugira uruja n'uruza ku rubibe ni urwandiko ruhabwa umurundi yifuza kuja mw'ikomine y'igihugu gihana urubibe n'Uburundi hisunzwe Amasezerano yerekeye ukwinjira kw'Uburundi mu mashirahamwe y'akarere Uburundi buherereyemwo.

Article 18

La carte de réfugié ou d'apatride est accordée au requérant et le modèle est déterminé par une ordonnance du Ministre ayant les migrations dans ses attributions.

Si le réfugié ou l'apatride désire se rendre à l'étranger, il peut obtenir, sur sa demande, un titre de voyage approprié, avec clause de retour, lui permettant de se déplacer en dehors du Burundi.

Article 19

Les dimensions, le contenu, la nature, la couleur et le format d'un document de voyage sont définis par une ordonnance du Ministre ayant les migrations dans ses attributions.

Article 20

Le document de voyage reste la propriété de l'Etat.

Article 21

Les conditions d'obtention, de refus et de retrait des documents de voyage burundais sont déterminées par une ordonnance du Ministre ayant les migrations dans ses attributions.

Article 22

La personne qui se voit refuser un document de voyage peut exercer un recours auprès de l'autorité hiérarchique directe et, le cas échéant, auprès de la Cour administrative.

Article 23

Les coûts des documents de voyage, des visas et les amendes de non renouvellement des visas sont fixés par une ordonnance ministérielle conjointe des Ministres ayant les Migrations et les Finances dans leurs attributions.

Chapitre IV

**De la commission consultative pour
Etrangers et refugies ainsi que comité de recours**

Article 24

Il est institué une Commission Consultative pour Etrangers et Réfugiés et un Comité de Recours respectivement CCER et CR en sigle, dont l'organisation, les missions, la composition et le fonctionnement sont déterminés par décret.

Article 25

La Commission Consultative pour Etrangers et Réfugiés est requise pour statuer sur :

Ingingo ya 18

Ikarata y'impunzi canke y'uwutagira ubwenegihugu ihabwa uwuyisavye, ingene iba imeze bitomorwa n'itegeko ry'Umushikiranganji ajejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu.

Iyo impunzi canke uwutagira ubwenegihugu yipfuzwa kuja mu mahanga, arashobora kuronka, avyisabiye, urupapuro rw'inzira rukwiriye, hariko n'ingingo y'uko ategerezwa kugaruka, rumurekurira gutembera hanze y'Uburundi.

Ingingo ya 19

Uko urwandiko rw'inzira rungana, ibiriko, uko ruba rumeze, ibara hamwe n'uko rukozwe bitomorwa n'itegeko ry'Umushikiranganji ajejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka mu gihugu

Ingingo ya 20

Urwandiko rw'inzira ruguma ari urw'igihugu.

Ingingo ya 21

Ivyisungwa mu kuronsa inzandiko z'inzira zitangwa n'Uburundi, mu kutazitanga hamwe no mu kuzaka abazihawe bitomorwa n'itegeko ry'Umushikiranganji ajejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu.

Ingingo ya 22

Umuntu ataronkejwe urwandiko rw'inzira arashobora kwitura umutegetsi atwara uwanse kurumuha, bibaye ngombwa akitura Sentare ica imanza zerekeye Reta n'ibisata vyayo.

Ingingo ya 23

Amafara arihwa ku nzandiko zinzira, ku mpusha z'ukwinjira mu Burundi n'ay'ihadabu ritozwa ku mpusha zitasabiwe ikindi kiringo bishingwa n'itegeko nshikiranganji risinywe n'abashikiranganji babiri, uwujwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu hamwe n'uwujwe ikigega ca Reta.

Igice ca IV

**Ivyerekeye umugwi mpanuzwajambo ujejwe
gutunganiriza abanyamahanga n'impunzi
hamwe na komite yiyungururizo**

Ingingo ya 24

Harashinzwe Umugwi mpanuzwajambo ujejwe gutunganiriza abanyamahanga n'impunzi na Komite yiyungururizo, CCER na CR mu mpfunyapfunyo y'igifaransa, ingene bitunganijwe, imirimo bishinzwe, abazigize n'ingene bikora bitomorwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu.

Ingingo ya 25

Umugwi mpanuzwajambo ujejwe gutunganiriza abanyamahanga n'impunzi usabwa gufata

ingingo kuri ibi bikurikira :

1 ° l'octroi ou la déchéance de la qualité de résident permanent, de réfugié ou d'apatride ;

2° le non-renouvellement du visa d'établissement et les cas d'expulsion ;

3° la recevabilité des demandes d'asile.

Article 26

Le Comité de Recours est compétent pour statuer sur une décision de la Commission Consultative pour Etrangers et Réfugiés dans les matières citées à l'article 25 de la présente loi en cas de violation de droit, notamment pour abus ou excès dans l'exercice du pouvoir d'appréciation ou en cas d'établissement inexact ou incomplet des faits.

Article 27

La Commission Consultative pour Etrangers et Réfugiés assure, en liaison avec les divers départements ministériels intéressés, l'exécution de la présente loi et des Conventions, des Accords ou des Arrangements internationaux intéressant la protection des réfugiés au Burundi

Article 28

La CCER et le CR exercent leurs missions en collaboration avec l'Office national pour la protection des réfugiés et des apatrides, ONPRA en sigle, et le Commissariat général des migrations.

Chapitre V

Du séjour, de l'établissement et du visa

Article 29

Sont de plein droit autorisés à séjourner au Burundi:

1° les citoyens de la Communauté Est Africaine ayant des documents en ordre avec les lois nationales ;

2° l'étranger séjournant au Burundi dans le cadre d'un traité ou d'une convention internationale ;

3° le conjoint et les légalement dépendants d'un étranger autorisé à séjourner au Burundi.

Article 30

L'étranger qui désire s'établir au Burundi doit remplir les conditions suivantes :

1 ° avoir un extrait du casier judiciaire de son pays

1° Ugutanga uburenganzira bw'ukuguma umuntu aba mu Burundi, ubw'ukwitwa impunzi canke uwutagira ubwenegihugu buzwi na bumwe canke ku bijanye n'ugutakaza ubwo burenganzira;

2° Ukudatanga urundi ruhusha rwo kuba mu Burundi no ku bijanye no kwirukanwa mu gihugu;

3° Ukwakira idosiye z'ugusaba ubuhungiro.

Ingingo ya 26

Komite yiyungururizo irafise ububasha bwo gufata ingingo zorohera abanyamahanga n'impunzi ivuguruzwa ingingo iba yafashwe n'Umugwi mpanuzwajambo ujejwe gutunganiriza abanyamahanga n'impunzi nko mu bivugwa mu ingingo ya 25 mu gihe hatubahirijwe uburenganzira bw'umunyamahanga nko mu gihe hitwajwe ububasha canke harengajwe urugero mu gukoresha ububasha bw'ukwihweza ivyabaye bitari vyo canke bikaba bidakwiye

Ingingo ya 27

Umugwi mpanuzwajambo ujejwe gutunganiriza abanyamahanga n'impunzi, ufadikaniye n'ibisata vyo mu bushikiranganji bivyerakeye, urashira mu ngiro ibitegekaniye muri iri bwirizwa n'Amasezerano canke imyumvikano mpuzamakungu yerekeye ugukingira impunzi ziri mu Burundi.

Ingingo ya 28

Umugwi mpanuzwajambo ujejwe gutunganiriza abanyamahanga n'impunzi na Komite yiyungururizo birarangura imirimo bijejwe bifadikaniye n'lkigo c'igihugu kijejwe gukingira impunzi n'abadafise ubwenegihugu buzwi, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa ONPRA, hamwe na Komisariya Nkuru ijejwe ivyerakeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu.

Igice ca V

Ivyerekeye ukuba mu burundi n'uruhusha rw'ukwinjira mu Burundi

Ingingo ya 29

Abarekuriwe kuba mu Burundi ni aba bakurikira
1° Abaturuka mu bihugu bigize Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko bafise inzandiko zemewe n'amategeko y'ibihugu vyabo;

2° Umunyamahanga aba mu Burundi hisunzwe amasezerano mpuzamakungu

3° Uwubakanye n'umunyamahanga afise uruhusha rwo kuba mu Burundi n'abo abeshejeho hisunzwe amategeko.

Ingingo ya 30

Umunyamahanga yifuza kuba mu Burundi ategerezwa gukwiza ibisabwa bikurikira :

1 ° Kuba afise iyimuriro y'ifishi y'ivyaha

d'origine ou de résidence ou une pièce officielle en tenant lieu ;

2° produire un document émanant de l'autorité compétente agréant l'activité à laquelle il compte se livrer ;

3° procéder à la déclaration de ses ressources financières et de tout autre moyen dont il dispose ainsi que la désignation du lieu où il compte s'établir ;

4° produire un certificat médical établi depuis moins de trois mois par un médecin agréé, attestant qu'il est indemne de toute maladie contagieuse ou transmissible ou de tout signe décelable de maladie mentale ;

5° déposer une caution dans une institution bancaire locale agréée ou constituer une garantie de manière à permettre le recouvrement des frais de son rapatriement ou d'autres frais susceptibles d'être engagés à son bénéfice.

Article 31

La condition prévue à l'article 30, point 5 ne concerne pas les citoyens de la Communauté Est Africaine et les ressortissants de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs.

Le montant de la caution, les modalités de sa consignation ou de la constitution de la garantie sont déterminées par une ordonnance du Ministre ayant les migrations dans ses attributions.

Article 32

L'octroi de la qualité de résident permanent aux étrangers, du statut de réfugié ou d'apatride est du ressort de la Commission Consultative pour Etrangers et Réfugiés.

Article 33

L'étranger qui a demandé et obtenu un visa d'entrée est autorisé à séjourner au Burundi.

Article 34

Les citoyens de la Communauté Est Africaine bénéficient gratuitement d'une autorisation spéciale de transit sur le territoire burundais et sont exemptés de certains visas conformément au Protocole sur le Marché commun de la Communauté Est Africaine.

Article 35

Les étudiants citoyens de la Communauté Est Africaine ont droit à un séjour gratuit d'une année renouvelable jusqu'à la fin de leurs études.

yerekana ko umuntu yahaniwe icaha canke ataragihanirwa y'iginugu yaje avamwo canke abamwo canke urwandiko rwemewe n'amategeko ruyisubirira ;

2° Kwerekana urwandiko rwatanzwe n'umutegetsi abifitiye ububasha rwemerera umunyamahanga gukora akazi yifuza ;

3° Kuvuga aho akura amafaranga n'ubundi buryo bwose afise hamwe n'ukuvuga aho yipfuza kuba ;

4° Kwerekana urupapuro rwatanzwe n'umuganga yemewe, rutarakwiza amezi atatu ahururwa kuva rutanzwe, yerekana ko ata ndwara yandukira afise canke ikindi kimenyetso cose cerekana ko afise indwara yo mu mutwe ;

5° Gutanga ingwati mw'ibanki yemerewe gukora iri mu gihugu canke kugwaturiza ikintu ku buryo hashobora kwishurwa amafaranga yakoreshejwe mu kumutahukana canke ayandi mafaranga ashobora gukoreshwa ku nyungu ziwe.

Ingingo ya 31

Igisabwa gitegekanijwe mu ngingo ya 30, akarongo ka 5 nticerakeye abaturuka mu murungu w'ibihugu bigize Afirika y'Ubuseruko n'abo mu bihugu bigize Ishirahamwe ryerekeye ubutunzi mu karere k'ibiyaga binini.

Igitigiri c'amafaranga y'ingwati, ibikurikizwa mu gutanga ingwati canke mu kugwaturiza ikintu bishingwa n'itegeko ry'Umushikiranganji ajejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu.

Ingingo ya 32

Umugwi mpanuzwajambo ujejwe gutunganiriza abanyamahanga n'impunzi ni wo ujejwe gutanga uburenganzira bw'uko umunyamahanga aguma aba mu Burundi, ubw'ukwitwa impunzi canke uwutagira ubwenegihugu buzwi.

Ingingo ya 33

Umunyamahanga yasavye uruhusha rwo kwinjira mu Burundi kandi akaruruka ararekuriwe kuba mu Burundi.

Ingingo ya 34

Abava mw'Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko bararonsa ataco barishe uruhusha rudasanze rwo kuruhukira mu Burundi baja mu kindi gihugu kandi hari impusha zimwe zimwe batarinda gusabwa hisunzwe Amasezerano yerekeye Isoko rusangi ry'akarere ka Afrika y'Ubuseruko.

Ingingo ya 35

Abanyeshuri bava mw'Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko barafise uburenganzira bwo kuba mu Burundi ataco barishe mu kiringo c'umwaka umwe kija kirisubiriza gushika barangije ivyigwa vyabo.

Article 36

L'octroi des visas aux ressortissants des pays et des communautés ayant des conventions particulières en matière des migrations avec le Burundi se réfère auxdites conventions

Article 37

Un apatride qui demande la nationalité burundaise doit se conformer à la législation y relative.

Chapitre VI**Du refus d'accès et du refoulement**

Article 38

L'accès au Burundi est refusé à l'étranger qui :

- 1 ° ne justifie pas de moyens de subsistance suffisants ;
- 2° a été expulsé du Burundi, pour autant que la mesure n'a pas encore été levée ;
- 3° est sous le coup de poursuites judiciaires à l'étranger ;
- 4 ° a été condamné à une peine privative de liberté excédant six mois pour l'une des infractions visées par les Conventions sur l'extradition ;
- 5° ne jouit pas pleinement de ses facultés mentales, sauf s'il entre pour consultation médicale, à condition qu'il soit accompagné d'un tuteur justifiant d'une couverture financière suffisante pour les soins médicaux, le séjour et le rapatriement ;
- 6° est atteint d'une maladie contagieuse ou transmissible, au regard des Conventions internationales, du règlement sanitaire international ou des instructions du ministère ayant la santé publique dans ses attributions ;
- 7° entend exercer une activité qui porte préjudice aux intérêts nationaux;
- 8° constitue un danger pour l'ordre public ou la sécurité nationale
- 9°est membre d'une organisation criminelle ou d'un réseau terroriste international.

Article 39

L'étranger qui ne remplit pas les conditions d'entrée sur le territoire burundais est immédiatement refoulé.

S'il est à bord d'un aéronef, d'un train, d'un navire ou de tout autre moyen de transport, la compagnie qui assure son transport est responsable de son rapatriement immédiat et de son entretien éventuel au Burundi.

Ingingo ya 36

Ugutanga impusha ku bava mu bihugu no mu mashirahamwe y'ibihugu vyagiraniye amasezerano n'Uburundi yerekeye ukwinjira n'ugusohoka lgihugu vyisunga ayo masezerano.

Ingingo ya 37

Uwutagira ubwenegihugu buzwi asavye ubwenegihugu mu Burundi, ategerezwa kwisunga ibwirizwa rivyerekeye.

Igice ca VI**Ivyerekeye ukutemerera abanyamahanga kwinjira mu burundi n'ukubasubiza inyuma**

Ingingo ya 38

Ukwinjira mu Burundi ntibirekuriwe umunyamahanga :

- 1° Aterekanye ko afise uburyo bukwiye bw'ukwibeshaho ;
- 2° Yirukanywe mu Burundi igihe cose ingingo yo kumwirukana iba itarakurwaho ;
- 3° Ariko arakurikiranwa n'ubutungane bwo mu kindi gihugu ;
- 4 ° Yahanishijwe igihano c'ugupfungwa kirenza amezi atandatu ku caha kimwe mu bivugwa mu Masezerano yerekeye ugushikiriza umuntu yagirizwa icaha igihugu kimukurikirana;
- 5° Adafise ubwenge bukwiye, kiretse iyo aje kwivuza, mugabo agategerezwa kuba ari kumwe n'uwumuherekeje afise uburyo bukwiye bwo kumuvuza, n'ubwo kumutahukana ;
- 6° Afise indwara yandukira canke ihererekanywa, hafatiwe ku Masezerano mpuzamakungu, Amategeko mpuzamakungu yerekeye amagara y'abantu canke ingingo zafashwe n'Ubushikiranganji bujewe amagara y'abantu ;
- 7° Ashaka gukora igikorwa gishobora kubangamira inyungu z'igihugu;
- 8° Yobangamira umutekano w'abanyagihugu canke umutekano w'igihugu ;
- 9° Ari mu bagize umugwi w'inkozi z'ikibi canke ari mu runani rw'abagira iterabwoba ku rwego mpuzamakungu.

Ingingo ya 39

Umunyamahanga adakwiye ibisabwa kugira yinjire ku gataka k'Uburundi aca asubizwa inyuma ubwo nyene.

Iyo aje n'indege, igariyamoshi, ubwato canke ubundi buryo ubwo ari bwo bwose bw'ukwiyunguruza, ishirahamwe ryamwunguruje ni ryo rica rimusubiza inyuma

Article 40

Le principe de non refoulement est appliqué à tout demandeur d'asile ou réfugié vers un pays où il craint sa persécution.

Chapitre VII Des cas d'irregularites et d'expulsion

Article 41

Peut être déclaré indésirable et être expulsé du Burundi, l'étranger ou le citoyen de la Communauté Est Africaine qui se trouve notamment dans les cas d'irrégularités suivants :

- 1 ° l'atteinte à l'ordre public et à la sécurité nationale;
- 2° l'appartenance à une organisation criminelle ou à un réseau terroriste international ;
- 3° l'entrée au Burundi, l'établissement ou la tentative d'établissement sans y avoir été autorisé;
- 4 ° la détention d'un document de voyage dont la durée de validité a expiré sans possibilité de prorogation ou d'en obtenir un autre ;
- 5° la détention d'un document de voyage valide, mais avec visa déjà expiré ;
- 6° l'exercice des activités autres que celles pour lesquelles l'on a été autorisé ;
- 7° l'absence de ressources suffisantes pour se prendre en charge ;
- 8 ° la faillite prononcée par une décision judiciaire ;
- 9° les poursuites judiciaires ou la condamnation par des juridictions des pays étrangers pour des crimes reconnus par le Burundi sous réserve des Conventions internationales sur l'extradition ;
- 10° le non-respect des conditions prévues par la loi.

Article 42

Le demandeur d'asile, le réfugié ou l'apatride ne peut être expulsé de quelque manière que ce soit sur les frontières d'un territoire dans lequel sa vie ou sa liberté peut être menacée.

Article 43

ubwo nyene n'ukumufasha mu vyo ashobora gukenera vyose ari mu Burundi.

Ingingo ya 40

Ingingo y'ukudasubiza inyuma uwo wese asaba ubuhungiro canke impunzi irakurikizwa mu gihe atinya ko yogirirwa nabi asubiye mu gihugu yaje avamwo.

Igice ca VII Ivyerekeye abanyamahanga baba mu burundi batubahirije ibisabwa n'amategeko hamwe n'ukubirukana

Ingingo ya 41

Uwushobora gufatwa ko atemerewe kuba mu Burundi kandi ategerezwa kwirukanwa ku gataka k'Uburundi ni umunyamahanga canke uwuturuka mu gihugu kimwe mu bigize Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko yagiriye nk'ibi bikurikira :

- 1 ° Uguhungabanya umutekano w'abanyagihugu hamwe n'uw'igihugu;
- 2° Ukuba mu bagize umugwi w'inkozi z'ikibi canke mu runani rw'abagira iterabwoba ku rwego mpuzamakungu ;
- 3° Ukwinjira mu Burundi, ukuhaba canke ukugerageza kuhaba atabihereye uruhusha;
- 4 ° Ugutunga urwandiko rw'inzira rwataye igihe bidashoboka kurwongerereza ikiringo canke kuronka urundi ;
- 5° Ugutunga urwandiko rw'inzira rutarata igihe ariko uruhusha rw'ukuba mu Burundi rwaraheze;
- 6° Ugukora ibindi bikorwa atari ivyo yaherewe uruhusha;
- 7° Ukuba adafise uburyo bukwiye bw'ukwibeshaho ;
- 8° Uruhombo rwemejwe n'ingingo y'ubutungane
- 9° Ukuba ariko arakurikiranwa n'ubutungane canke yaciriwe igihano na sentare zo mu bindi bihugu ku vyaha bisanzwe bitegekanijwe n'amategeko y'Uburundi hatirengagijwe Amasezerano mpuzamakungu yerekeye ugushikiriza umuntu yagirizwa icaha igihugu kimukurikirana ;
- 10° Ukutubahiriza ibisabwa bitegekanijwe n'amategeko.

Ingingo ya 42

Uwusaba ubuhungiro, impunzi canke uwudafise ubwenegihugu buzwi ntashobora kwirukanwa mu buryo ubwo ari bwo bwose ari ku mbibe z'igihugu mu gihe ubuzima canke ubwigenge bwiwe bushobora kubangamirwa.

Ingingo ya 43

La décision d'expulsion d'un étranger ou d'un citoyen de la Communauté Est Africaine est prise par une ordonnance du Ministre ayant les migrations dans ses attributions après avis et considérations de la Commission Consultative pour Etrangers et Réfugiés.

A dater du jour de la notification de l'ordonnance d'expulsion, la personne expulsée doit quitter le territoire du Burundi dans un délai ne dépassant pas quinze jours, sauf si des circonstances particulières le requièrent.

Article 44

Un étranger ou un citoyen de la Communauté Est Africaine frappé d'une décision d'expulsion peut faire recours devant la Cour administrative dans un délai ne dépassant pas cinq jours à dater de la notification.

Le recours introduit n'empêche pas l'exécution de l'ordonnance d'expulsion dans les délais indiqués à l'article 43.

Il n'est pas aussi suspensif dans les circonstances particulières notamment l'atteinte à l'ordre public ou à la sécurité publique.

Article 45

En cas d'extrême urgence ou lorsque les circonstances graves l'exigent, le Ministre ayant les migrations dans ses attributions, peut, par dérogation à l'article 43 alinéa 1^{er}, ordonner une expulsion sans en référer à la Commission Consultative pour Etrangers et Réfugiés.

Chapitre VIII

Des compétences et des obligations

Article 46

L'agent des migrations affecté au Commissariat Général des Migrations ou à la représentation diplomatique et consulaire, chargé de la mise en application des dispositions de la présente loi dispose de la qualité d'Officier de Police Judiciaire à compétence restreinte.

Article 47

En application des lois nationales, des traités et des conventions internationales, le Commissariat Général

Ingingo y'ukwirukana umunyamahanga canke uwuturuka mu gihugu kimwe mu bigize Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afrika yo mu Buseruko ifatwa biciye mw'itegeko ry'Umushikiranganji ajejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu, Umugwi mpanuzwajambo ujejwe gutunganiriza abanyamahanga n'impunzi umaze gushikiriza ivyiyumviro n'ivyipfuzo vyawo.

Guhera umusi yamenyesherejweko ingingo yo kumwirukana, uwirukanywe ategerezwa kuva ku gataka k'Uburundi mu kiringo kitarenza imisi icumi n'itanu ku munyamahanga aba mu Burundi, kiretse iyo hariho izindi mvo zobimutuma.

Ingingo ya 44

Umunyamahanga canke umwenegihugu wo mw'Ishirahamwe ry'umuryango w'Ibihugu vya Afrika y'Ubuseruko yafatiwe ingingo y'ukwirukana arashobora kwitura Sentare ica imanza za Reta n'ibisata vyayo mu kiringo kitarenza imisi itanu giharurwa kuva abimenyeshejwe.

Ukwungururiza ingingo yafashwe ntibibuza ishirwa mu ngiro ry'ingingo y'ukwirukana umunyamahanga mu kiringo kivugwa mu ngingo ya 43 y'iri bwirizwa.

Ntibuza kandi ko iyo ngingo ishirwa mu ngiro mu bihe bimwe bimwe nk'ukwagirizwa uguhungabanya umutekano w'igihugu canke w'abanyagihugu.

Ingingo ya 45

Mu gihe vyihutirwa cane canke mu gihe hari ibituma bikomeye, Umushikiranganji ajejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu, arashobora, yirengagije ibitegekanijwe mu ngingo ya 43 agahimba ka mbere, gutegeka ko umunyamahanga yirukanwa bitarinze guca mu Mugwi mpanuzwajambo ujejwe gutunganiriza abanyamahanga n'impunzi.

Igice ca VIII

Ivyerekeye ububasha hamwe n'ibitegerejwe

Ingingo ya 46

Umukozi wo mu gisata kijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu arungitswe gukorera muri Komisariya Nkuru ijejwe ivyerekeye abinjira mu gihugu canke mu Biro vy'ubuserukizi bw'igihugu no mu Biro vy'ubuserukizi bw'inyungu z'igihugu, ashinzwe gushira mu ngiro ibitegekanijwe n'iri bwirizwa afise ububasha nk'ubw'inyamiramabi mu vyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu.

Ingingo ya 47

Mw'ishirwa mu ngiro ry'amabwirizwa y'igihugu n'amasezerano mpuzamakungu, Komisariya

des Migrations dispose notamment des compétences suivantes :

1 ° préparer, produire et délivrer les documents de voyage, les visas, les permis de séjour temporaire pour les demandeurs d'asile, les permis de séjour pour les apatrides, les cartes d'identité pour les réfugiés et pour les étrangers;

2° autoriser un étranger ou un citoyen de la Communauté Est Africaine qui le désire d'entrer, de séjourner ou de sortir du pays ;

3° vérifier si un étranger ou un citoyen de la Communauté Est Africaine qui adresse une demande d'asile est entré légalement au Burundi ;

4 ° autoriser une personne ayant acquis le statut de réfugié sur base des conventions internationales sur les réfugiés d'entrer et de résider au Burundi ;

5° collaborer avec l'ONPRA dans la gestion d'une base des données sur les demandeurs d'asile, les réfugiés et les apatrides ;

6° procéder à l'accueil et à l'enregistrement des demandeurs d'asile, des réfugiés et des apatrides;

7° rechercher et suivre le mouvement des étrangers suspects ou en situation irrégulière ;

8° procéder à la rétention de sûreté d'une personne soupçonnée d'enfreindre la présente loi ;

9° refouler un étranger ou un citoyen de la Communauté Est Africaine ne remplissant pas les conditions exigées pour entrer au Burundi;

10° exécuter les ordonnances d'expulsion ;

11° analyser les dossiers des demandeurs de visas;

12° contrôler le mouvement transfrontalier ;

13° intercepter et perquisitionner tout véhicule, embarcation, aéronef, train ou autre moyen de transport dans le but de s'assurer s'il ne s'y trouve une personne indésirable ou des objets interdits ;

14° tenir un registre des étrangers se trouvant dans sa zone de compétence et informer la hiérarchie et l'administration locale en vue de constituer une base de

Nkuru ijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu ifise ububasha bukurikira :

1 ° Gutegura, gukora no gutanga inzandiko z'inzira, impusha zo kwinjira mu gihugu, impusha z'ugucumbika mu gihugu igihe gito ku basaba ubuhungiro, impusha z'ugucumbika mu gihugu ku batagira ubwenegihugu buzwi, ikarata ziranga impunzi n'iziranga abanyamahanga ;

2°Guha uruhusha umunyamahanga canke uwuturuka mu gihugu kimwe mu bigize lshirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko yipfuza kwinjira mu gihugu, kuhaba canke gusohoka igihugu ;

3° Gusuzuma ko umunyamahanga canke uwuturuka mu gihugu kimwe mu bigize lshirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko yasavye ubuhungiro aba yinjiye mu Burundi biciye mu mategeko ;

4 ° Guha umuntu yamaze kuronka uburenganzira bw'ukwitwa impunzi hafatiwe ku masezerano mpuzamakungu yerekeye impunzi, uruhusha rwo kwinjira no kuba mu Burundi ;

5° Gukorana n'lkigo c'igihugu kijejwe gukingira impunzi n'abadafise ubwenegihugu buzwi ONPRA mw'itunganywa ry'ivyatororokanijwe ku basaba ubuhungiro, impunzi no ku badafise ubwenegihugu buzwi;

6°Kwakira no kwandika abasaba ubuhungiro, impunzi n'abadafise ubwenegihugu buzwi ;

7° Kurondera abanyamahanga bateye amakenga n'ababa mu gihugu badakwije ibisabwa n'amategeko no gukurikirana uruja n'uruza rwabo ;

8° Guhagarika umuntu akekwa ko yaciye kubiri n'iri bwirizwa mu ntumbero yo kubungabunga umutekano;

9°Gusubiza inyuma umunyamahanga canke uwuturuka mu gihugu kimwe mu bigize lshirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko mu gihe adakwije ibisabwa kugira yinjire mu Burundi ;

10° Gushira mu ngiro ingingo ziba zafashwe z'ukwirukana abanyamahanga ;

11° Kwihweza idosiye z'abasaba impusha zo kwinjira mu gihugu;

12° Gucungera uruja n'uruza rw'abantu n'ibintu ku mbibe;

13° Guhagarika no gusaka umuduga wose, ubwato, indege, igariyamoshi canke ikindi cose cunguruzwa mu ntumbero yo gusuzuma neza ko hatoba harimwo umuntu atemerewe kuza mu gihugu canke ibindi bintu bibujijwe kwinjira mu gihugu ;

14° Kuja iruzuzwa igitabu candikwamwo abanyamahanga bari mu karere ifisemwo ububasha no kumenyesha ubutegetsi ikurira

données des étrangers.

Article 48

L'agent des migrations affecté à la représentation diplomatique ou consulaire est chargé de traiter les dossiers des Burundais se trouvant à l'étranger conformément aux dispositions de la présente loi.

Il est également chargé de délivrer les visas aux étrangers autorisés d'entrer au Burundi et les laissez-passer tenant lieu de passeports aux Burundais n'ayant pas de documents de voyage pour diverses raisons.

Article 49

L'employeur d'un travailleur étranger ou d'un citoyen de la Communauté Est Africaine a les obligations suivantes :

1° engager un étranger ou un citoyen de la Communauté Est Africaine dont le visa lui permet d'exercer un travail au Burundi ;

2° fournir, sur demande de l'agent des migrations compétent, les informations d'identification et les copies des contrats de travail d'un étranger qu'il emploie ou qu'il a employé ;

3° informer le Commissariat Général des Migrations des actes ou des manquements d'un étranger ou d'un citoyen de la Communauté Est Africaine commis en violation de la présente loi.

Article 50

Les responsables des établissements d'enseignement doivent veiller à ce que les étudiants étrangers, de la Communauté Est Africaine ou de la CEPGL se trouvant dans leurs établissements, remplissent les conditions requises par les dispositions légales pour leur séjour et leurs études au Burundi.

Article 51

Les responsables des établissements de logement notamment les hôtels et les maisons de passage, ont l'obligation d'enregistrer et de garder les informations sur un visiteur étranger résidant ou ayant résidé dans son établissement.

hamwe n'abajejwe intwaro bo muri ako karere ibijanye n'abanyamahanga kugira bifashe mu gutorokanya ibiharuro biberekeye.

Ingingo ya 48

Umukozi wo mu gisata kijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu arungitswe gukorera mu Biro vy'ubuserukizi bw'igihugu no mu Biro vy'ubuserukizi bw'inyungu z'igihugu ajejwe kwihweza idosiye z'abarundi bari mu mahanga hisunzwe ibitegekanijwe n'iri bwirizwa.

Aratanga vyongeye ku banyamahanga bavyemerewe impusha zo kwinjira mu Burundi n'impapuro murekarengane zifatwa nkibitabu vy'inzira ku barundi badafise inzandiko z'inzira ku mvo zitandukanye.

Ingingo ya 49

Umukoresha w'umukozi w'umunyamahanga canke w'uwuturuka mu gihugu kimwe mu bigize Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afrika yo mu Buseruko ategerejwe ibi bikurikira :

1° Guha akazi umunyamahanga canke uwuturuka mu gihugu kimwe mu bigize Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko afise uruhusha rumwemerera gukorera mu Burundi ;

2° Gutanga, bisabwe n'umukozi wo mu gisata kijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu abifitiye ububasha, inkuru zerekeye umwidondoro n'amakopi y'amasezerano y'akazi vy'umunyamahanga akoresha canke yakoresheje ;

3° Kumenyesha Komisariya Nkuru ijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu ibikorwa canke amakosa umunyamahanga canke uwuturuka mu gihugu kimwe mu bigize Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko yakoze arenze ku bitegekanijwe n'iri bwirizwa.

Ingingo ya 50

Abajejwe amashure bategerezwa kwitwararika ko abanyeshure b'abanyamahanga canke abaturuka mu bihugu bigize Umuryango w'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko canke abo mu bihugu bigize Umuryango w'ubutunzi mu karere k'ibiyaga binini bahiga bakwije ibisabwa n'amategeko kugira bashobore kuba bongere bige mu Burundi.

Ingingo ya 51

Abajejwe inyubakwa ziraza ingenzi nk'amahoteri n'inzu ingenzi zimaramwo igihe gito, bategerezwa kubandika no kubika inkuru zerekeye ingenzi iraye canke yigeze kurara muri ico kigo.

Les informations enregistrées portant sur l'identification du visiteur sont consignées sur une fiche transmise régulièrement aux agents des migrations.

Article 52

Tout étranger est tenu d'exhiber sa carte pour étranger ou son document de voyage contenant le visa de séjour chaque fois qu'il en est requis par une autorité habilitée.

Pour les citoyens de la Communauté Est Africaine, un document de voyage valide ou une carte nationale d'identité est requis.

Article 53

Toute compagnie de transport des personnes doit présenter à l'agent des migrations, avant la sortie ou l'entrée, le manifeste des passagers entrant ou sortant du territoire national.

Chapitre IX Du statut des réfugiés

Article 54

Toute demande d'admission au statut de réfugié émanant du demandeur ou du HautCommissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, est introduite conformément aux dispositions reprises aux chapitres XI et XII de la présente loi.

Article 55

L'admission au statut de réfugié fait l'objet d'une ordonnance du Ministre ayant l'intérieur dans ses attributions sur avis de la Commission Consultative pour Etrangers et Réfugiés.

Article 56

Quiconque a obtenu au Burundi le statut de réfugié est considéré, à l'égard de toutes les autorités, comme un réfugié au sens de la présente loi.

Le statut de réfugié s'étend au conjoint et aux enfants mineurs ayant été déclarés lors de l'enregistrement aux services d'immigration par le réfugié, pour autant qu'aucune circonstance particulière ne s'y oppose.

Le conjoint ou les enfants mineurs d'un réfugié séparés pendant la fuite, acquièrent la qualité de réfugié à leur arrivée au Burundi, pour autant qu'aucune circonstance particulière ne s'y oppose.

inkuru zanditswe zerekeye umwidondoro w'ingenzi zirashirwa kw'ifishi ija irarungikirwa abakozi bo mu gisata kijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu.

Ingingo ya 52

Umunyamahanga wese ategerezwa kwerekana ikarata yiwe yerekana ko ari umunyamahanga canke urwandiko rwiwe rw'inzira ruriko uruhusha rw'ugucumbika mu Burundi igihe cose abisabwe n'umutegetsi abifitiye ububasha.

Ku baturuka mu gihugu kimwe mu bigize Ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko, urwandiko rw'inzira rutarata igihe canke ikarata karangamuntu yo mu gihugu aturukamwo irasabwa

Ingingo ya 53

Ishirahamwe ryose ryunguruza abantu ritegerezwa kwereka umukozi wo mu gisata kijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu, imbere y'ugusohoka canke ukwinjira mu gihugu, urwandiko rwerekana ingenzi zinjije mu gihugu canke zisohotse.

Igice ca IX Ibirabana n'impunzi

Ingingo ya 54

Idosiye yose y'ugusaba kwitwa impunzi itanzwe n'uwubisaba canke ivuye mw'Ishirahamwe mpuzamakungu ryitaho impunzi kw'isi, ishikirizwa hisunzwe ibitegekanijwe mu gice ca XI n'ica XII vy'iri bwirizwa.

Ingingo ya 55

Ukwemererwa kwitwa impunzi bigirwa biciye mw'itegeko ry'Umushikiranganji ajewe intwari yo hagati mu gihugu, Umugwi mpanuzwajambo ujejwe gutunganiriza abanyamahanga n'impunzi umaze kugira ico ubivuzeko.

Ingingo ya 56

Uwo wese yaronkeye mu Burundi uburenganzira bw'ukwitwa impunzi afatwa, imbere y'abategetsi base, nk'impunzi nk'uko iri bwirizwa ribivuga.

Ukuronka uburenganzira bw'ukwitwa impunzi bituma uwubakanye n'uwo yaburonse hamwe n'abana biwe batarakwiza imyaka yo kwihagararira imbere y'amategeko yamenyesheje mu gihe c'iyandikwa mu bisata bibijeje baca bitwa impunzi, mu gihe ata kindi kintu na kimwe kije kibivuguruzwa.

Uwubakanye n'uwaronse uburenganzira bw'ukwitwa impunzi canke abana biwe batarakwiza imyaka yo kwihagararira imbere y'amategeko batandukanye na we bariko barahunga, bararonswa uburenganzira bw'ukwitwa impunzi bashitse mu Burundi, mu gihe ata kindi kintu na kimwe kije kibivuguruzwa.

Article 57

L'âge de la majorité ou de la minorité est déterminé conformément au Code des personnes et de la famille du Burundi.

Article 58

L'enfant né au Burundi de parents réfugiés obtient le statut de réfugié.

Article 59

Tout réfugié a l'obligation de se conformer aux lois et règlements du Burundi.

Article 60

Lors de l'accomplissement de leurs missions, les organes prévus au chapitre XIV de la présente loi ont accès à toute information contenue dans la base des données des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Article 61

En cas d'atteinte à la sécurité nationale ou à l'ordre public, le demandeur d'asile présumé auteur ou complice peut être astreint à des mesures de restriction prises après avis et considérations de la Commission Consultative pour Etrangers et Réfugiés.

Article 62

Il n'est pas appliqué de sanctions pénales aux demandeurs d'asile du fait de leur entrée ou de leur séjour irrégulier au Burundi, sous réserve qu'ils se présentent aux autorités habilitées dans les délais prévus par l'article 80 de la présente loi.

Article 63

Un réfugié qui demande la naturalisation au Burundi doit se conformer à la législation y relative.

Chapitre X

Du regime juridique des refugies

Article 64

Le statut personnel du réfugié est régi par le code burundais des personnes et de la famille en ce qui concerne l'état civil.

Article 65

Les droits précédemment acquis par le réfugié et découlant du statut personnel en matière d'état civil notamment ceux qui résultent du mariage, lui sont reconnus sous réserve des dispositions prévues par le Code des personnes et de la famille du Burundi.

Article 66

Les réfugiés demandeurs d'emplois sur le territoire du Burundi bénéficient d'un traitement de faveur par rapport à un autre étranger, tel que stipulé dans la législation nationale en matière du travail.

Ingingo ya 57

Imyaka ifatirwako kugira umuntu yitwe ko akuze canke ko akiri umwana itomorwa hisunzwe lgitabu c'amategeko agenga ingo n'imiryango mu Burundi.

Ingingo ya 58

Umwana avukiye mu Burundi ku bavyeyi b'impunzi aca aronka uburenganzira bw'ukwitwa impunzi.

Ingingo ya 59

Impunzi yose itegerezwa kwisunga amabwirizwa n'amategeko y'Uburundi

Ingingo ya 60

Mu gihe inzego zitegekanijwe mu gice ca XIV c'iri bwirizwa ziriko zirarangura imirimo zishinzwe, zirafise uburenganzira bwo kuronsa inkuru iyo ari yo yose iri mw'itororokanirizo ry'ibiranga impunzi n'abasaba ubuhungiro.

Ingingo ya 61

Mu gihe umutekano w'igihugu canke w'abanyagihugu ubangamiwe, uwusaba ubuhungiro akekwa ko yakoze canke yafashije mu gukora icaha, arashobora gufatirwa ingingo zimugabanya bimwe bimwe mu vyo yari afitiye uburenganzira, Umugwi mpanuzwajambo ujejwe gutunganiriza abanyamahanga n'impunzi umaze gushikiriza ivyiyumviro n'ivyipfuzo vyawo.

Ingingo ya 62

Nta bihano mpanavyaha bihabwa abasaba ubuhungiro kubera binjiye canke bacumbitse mu Burundi bidaciye mu mategeko hatirengagijwe ko bategerezwa kwimenyekanisha ku bategetsi babifitiye ububasha mu kiringo gitegekanijwe n'ingingo ya 80 y'iri bwirizwa.

Ingingo ya 63

Impunzi isavye ubwenegihugu mu Burundi, itegerezwa kwisunga ibwirizwa rivyerekeye.

Igice ca X

ivyerekeye amategeko agenga impunzi

Ingingo ya 64

Ingene impunzi ifatwa mu vyerekeye inyandiko ndangamuntu bigengwa n'ibwirizwa rigenga ingo n'Abantu.

Ingingo ya 65

Uburenganzira impunzi yari imaze kuronka bivanye n'uko iyo mpunzi ifatwa imbere y'amategeko nko ku bijanye n'ukwubaka, irabwemererwa mu gihe bitaba biteye kubiri n'igitabu c'amategeko agenga ingo n'abantu.

Ingingo ya 66 :

Impunzi zisaba akazi ku gataka k'Uburundi ziroroherezwa gusumba abandibanyamahanga, hisunzwe uko amategeko y'igihugu agenga akazi abivugaga.

Article 67

Le réfugié bénéficie, pour l'exercice d'une activité professionnelle libérale déterminée, d'un traitement de faveur comparable à celui d'un étranger ressortissant du pays ou de la Communauté qui a conclu avec le Burundi une convention ou un mémorandum d'entente plus favorable.

Article 68

Les réfugiés ont droit d'accès à l'éducation et aux soins de santé conformément aux lois et règlements nationaux en la matière.

Article 69

Les documents ou les certificats administratifs délivrés aux réfugiés par les autorités burundaises font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 70

Les réfugiés se trouvant régulièrement sur le territoire burundais ont le droit de choisir leur lieu de résidence et de circuler librement conformément aux lois et règlements nationaux, ainsi qu'aux Conventions et Protocoles internationaux et régionaux en la matière ratifiés par le Burundi

Article 71

Les réfugiés ont le droit de transférer les avoirs qu'ils ont fait entrer sur le territoire burundais vers un autre pays où ils ont été admis de se réinstaller, conformément aux lois et règlements burundais en vigueur.

Article 72

Un réfugié se trouvant régulièrement sur le territoire burundais peut être expulsé pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public.

Le réfugié a le droit de formuler un recours devant le Comité de recours sauf si des raisons impérieuses de sécurité nationale s'y opposent

Article 73

Aucun réfugié ne peut être expulsé, de quelque manière que ce soit, sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté peut être menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques.

Le réfugié expulsé bénéficie d'un délai de deux mois pour lui permettre de chercher à se faire admettre régulièrement dans un autre pays.

Pendant ce délai, la Commission Consultative pour Etrangers et Réfugiés peut prendre des mesures d'ordre interne qu'elle juge opportunes, en collaboration avec le

Ingingo ya 67

Impunzi iroroherezwa co kimwe n'uwundi munyamahanga aturuka mu gihugu canke mw'ishirahamwe ry'ibihugu vyagiraniye amasezerano n'Uburundi canke vyashize umukono ku rwandiko rw'umwumvikano w'ukworoherazanya mugihe iriko irangura imirimo imwe imwe yihariwe "Profession libérale".

Ingingo ya 68

Impunzi zirafise uburenganzira bw'ukwiga n'ubw'ukwivuza nk'uko bitegekanijwe mu mabwirizwa n'amategeko y'igihugu avyerekeye.

Ingingo ya 69

Inzandiko canke impapuro zihabwa impunzi zitanzwe n'abajejwe intwari mu Burundi ziguma zemewe gushika hagize ikizivuguruzwa.

Ingingo ya 70

Impunzi ziba ku gataka k'Uburundi biciye mu mategeko zirafise uburenganzira bwo guhitamwo aho ziba n'ubwo gutembera mu mwidegemvyo nk'uko bitegekanijwe mu mabwirizwa n'amategeko y'Uburundi, hamwe n'amasezerano mpuzamakungu n'ay'akarere Uburundi bwashizeko umukono

Ingingo ya 71

Impunzi zirafise uburenganzira bwo kwimurira amatungo yazo zazanye mu Burundi mu kindi gihugu zemerewe kubamwo, hisunzwe amabwirizwa n'amategeko y'Uburundi asanzwe akurikizwa

Ingingo ya 72

Impunzi iba ku gataka k'Uburundi biciye mu mategeko irashobora kwirukanwa bitumwe n'imvo z'umutekano w'igihugu canke uw'abanyagihugu.

Impunzi irafise uburenganzira bwo kwitura Komite yiturwa n'uwutashimishijwe n'ingingo zafashwe kiretse iyo hari imvo zihambaye z'umutekano zibibuza.

Ingingo ya 73

Nta mpunzi n'imwe ishobora kwirukanwa, mu buryo ubwo ari bwo bwose, ku mbibe z'igihugu aho ubuzima canke ubwigenge bwiwe bushobora kugeramirwa bivanye n'urukoba rwiwe, idini, ubwenegihugu, umuryango aturukamwo canke ivyiyumviro vyawe vya poritike.

Impunzi yirukanywe iraronswe ikiringo c'amezi abiri kugira irondere ikindi gihugu ishobora kwemererwa kubamwo biciye mu mategeko

Muri ico kiringo, Umugwi mpanuzwajambo ujejwe gutunganiriza abanyamahanga n'impunzi urashobora gufata ingingo ku rwego rwawo

Haut-Commissariat pour les Réfugiés

ubona ko zibereye ufadikaniye n'ishirahamwe mpuzamakungu ryitaho impunzi.

Chapitre XI **De la procédure de demande d'asile**

Section 1 **De la procédure ordinaire**

Article 74

Est considérée comme une demande d'asile, toute manifestation de volonté par laquelle une personne demande au Burundi de la protéger contre une menace relevant de l'un des motifs suivants:

1 ° la crainte d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ;

2° les menaces ou l'exposition à des traitements inhumains ou dégradants, lorsque ces menaces ou ces risques émanent des acteurs étatiques, des personnes ou des groupes organisés de son pays d'origine ou de résidence;

3° l'agression, l'occupation extérieure, la domination étrangère ou un événement troublant l'ordre public dans une partie ou dans la totalité de son pays d'origine.

Article 75

La demande d'asile est déposée :

1 ° auprès des postes-frontières qui autorisent l'entrée au Burundi de la personne qui souhaite demander l'asile;

2° auprès d'un centre d'enregistrement ;

3° auprès d'un agent des migrations du commissariat communal ou provincial le plus proche.

Article 76

L'accueil, l'identification, l'enregistrement et l'orientation des demandeurs d'asile, la délivrance d'une autorisation spéciale de circulation, du permis de séjour temporaire, des cartes d'identité pour réfugiés et des titres de voyage sont effectués par la police des migrations.

Article 77

Au niveau des postes-frontières et des centres d'enregistrement, la police des migrations recueille les

Igice ca XI **Ingene uburyo bwo gusaba ubuhungiro** **butunganijwe** **Agace ka 1** **Uburyo busanzwe**

Ingingo ya 74:

Bifatwa ko ari ugusaba ubuhungiro, ugushikiriza icipfuzo c'uguhabwa ubuhungiro mu Burundi n'ugukingirwa ico cose kigeramiye umutekano w'uwusaba ubuhungiro gituretse ku mvo imwe muri izi zikurikira :

1 ° Ubwoba bwo gutotezwa bivanye n'urukoba rwiwe, idini, ubwenegihugu, umuryango akomokamwo canke ivyiyumviro vyawe vya poritike;

2° Iterabwoba canke ugufatwa bunyamaswa, mu gihe iryo terabwoba canke ibishobora kumubangamira bitewe n'abantu canke imirwi itandukanye y'abategesi ba Reta y'igihugu ciwe, canke imigwi yiyunze y'ubugizi bwa nabi iri mu gihugu c'amavukiro canke abamwo ;

3° Mu gihe igihugu yamukamwo catewe, cafashwe n'ikindi gihugu, gikandamijwe n'abanyamahanga canke habaye igihungabanya umutekano w'abanyagihugu mu gice kimwe c'igihugu c'amamuko canke mu gihugu cose.

Ingingo ya 75

Urwandiko rw'ugusaba ubuhungiro rutangwa aha hakurikira :

1 ° Ku biro vyo ku mbibe bijejwe uruja n'uruza biha uwipfuzwa gusaba ubuhungiro uruhusha rw'ukwinjira mu Burundi ;

2° Mu kibanza candikirwamwo abasaba ubuhungiro ;

3° Ku mukozi wo mu gisata kijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu akorera muri komisariya ya komine canke y'intara yegereye uwusaba ubuhungiro.

Ingingo ya 76

Ukwakira abasaba ubuhungiro, ukugira umwidondoro wabo, ukubandika mu gitabu n'ukubereka aho basaba ibikenewe vyose ukubaha uruhusha rudasanze rw'ugutembera, uruhusha rwo kuba mu gihugu mu gihe gito, ukubaha amakarata aranga impunzi n'inzandiko z'inzira bigirwa n'igiporisi kijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu.

Ingingo ya 77

Ku biro vyo ku mbibe bijejwe uruja n'uruza no mu bibanza vyandikirwamwo abasaba

données personnelles du demandeur d'asile notamment le relevé de ses empreintes digitales et la photographie.

Le demandeur d'asile est auditionné sommairement sur les motifs qui l'ont fait quitter son pays et sur l'itinéraire qu'il a emprunté.

Article 78

En cas d'afflux massif des demandeurs d'asile, des centres d'enregistrement et de transit sont créés conjointement par les Ministres ayant l'administration du territoire et la sécurité publique dans leurs attributions.

Ils sont gérés par l'Office National pour la Protection des Réfugiés et Apatrides et sécurisés par la police.

Un centre d'enregistrement ou de transit ne peut pas être implanté dans la zone neutre et aucune autre activité ne peut y être exercée.

Article 79

Lors du dépôt de la demande d'asile, le requérant est informé de ses droits et de ses devoirs.

Article 80

Les agents du Commissariat Général des Migrations à la frontière, à la commune ou à la province délivrent au demandeur d'asile une autorisation de circulation de trente jours sur le territoire du Burundi en attendant l'obtention du permis de séjour temporaire.

Article 81

Dans le cas où la procédure de détermination du statut de réfugié n'a pas encore abouti, le permis de séjour temporaire de six mois renouvelables est octroyé au demandeur d'asile ainsi qu'aux membres de sa famille.

Le permis de séjour temporaire contient les photos du demandeur d'asile et, le cas échéant, des membres de sa famille qui l'accompagnent.

Il est signé par le Commissaire Général des Migrations.

Article 82

Dans les trente jours qui suivent son arrivée sur le territoire burundais, le demandeur d'asile qui ne s'est pas déclaré à l'entrée, est tenu de le faire au commissariat communal ou provincial le plus proche.

ubuhungiro, Igiporisi kijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu kiratororokanya ibiranga umwe umwe mu basaba ubuhungiro nko mu kumufata amakanda y'intoke n'ukumufotora. Uwusaba ubuhungiro arumvirizwa mu ncamake ku vyatumye ava mu gihugu ciwe no ku nzira yazananye

Ingingo ya 78

Mu gihe abasaba ubuhungiro baje ikivunga, ibibanza vyandikirwamwo abasaba ubuhungiro n'ibigo vyakirirwamwo impunzi ivy'imfatakibanza bishingwa n'Umushikiranganji ajejwe intwaro yo hagati mu gihugu afadikanije n'Umushikiranganji ajejwe umutekano mu gihugu.

Ivyo bigo bitunganywa n'lkigo c'igihugu kijejwe ugukingira impunzi n'abadafise ubwenegihugu buzwi bigacungererwa umutekano n'igipolisi.

Lkigo candikirwamwo abasaba ubuhungiro canke icakirirwamwo impunzi ivy'imfatakibanza ntigishobora gushirwa mu karere ata gihugu kikitirirwa kandi nta gikorwa na kimwe gishobora kuhakorera.

Ingingo ya 79

Mu gihe c'ugushikiriza urwandiko rw'ugusaba ubuhungiro, uwubisaba aramenyeshwa ivyo afitiye uburenganzira n'ivyo ategerejwe.

Ingingo ya 80

Abakozi bo muri Komisariya Nkuru ijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu bakorera ku rubibe, mw'ikomine canke mu ntara baraha uwusaba ubuhungiro uruhusha rw'ugutembera ku gataka k'Uburundi rumara imisi mirongo itatu mu kurindira ko aronswa uruhusha rw'ugucumbika mu gihugu mu gihe gito.

Ingingo ya 81

Mu gihe ibikorwa bijanye n'ukwemeza ko umuntu ari impunzi bitararangira, uwusaba ubuhungiro hamwe n'umuryango wiwe bararonswa ivy'imfatakibanza uruhusha rw'ugucumbika mu gihugu rumara ikiringo c'amezi atandatu gishobora kwisubiriza.

Uruhusha rw'ugucumbika mu gihugu mu gihe gito ruba ruriko amafoto y'uwusaba ubuhungiro n'abagize umuryango wiwe, iyo bahari, bari kumwe na we.

Urwo ruhusha rushirwako umukono na Komiseri Mukuru ajejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu.

Ingingo ya 82

Mu misi mirongo itatu ikurikira umusi yashikiyeko mu gihugu c'Uburundi, uwusaba ubuhungiro atimenyekanishije acinjira mu gihugu, asabwa kubigira muri Komisariya y'ikomine canke y'intara

L'agent des migrations a l'obligation de le conduire au centre d'enregistrement le plus proche.

Article 83

Après l'expiration du délai de trente jours, si le demandeur d'asile n'a pas introduit sa requête aux lieux indiqués à l'article 72 de la présente loi, la demande d'asile est irrecevable à moins qu'un cas de force majeure ne justifie l'impossibilité de présenter la demande dans les délais.

Article 84

Les dossiers des demandeurs d'asile sont transmis par la police des migrations à l'Office National de Protection des Réfugiés et Apatrides « ONPRA » en sigle, endéans huit jours.

Les missions de l'ONPRA sont déterminées par un décret

L'ONPRA transmet ces dossiers avec des avis de détermination de statut à la CCER, dans un délai ne dépassant pas trente jours dès la réception du dossier.

La Commission Consultative pour Etrangers et Réfugiés se réunit sans délais

Article 85

La décision de la CCER intervient dans les vingt jours ouvrables qui suivent sa première réunion pour les demandes d'asile qui lui sont soumises.

Le Comité de recours statue d'abord sur sa recevabilité avant d'analyser au fond toute demande d'asile qui lui est soumise.

Articles 86

Lorsque la CCER a statué favorablement sur la demande de la qualité de réfugié, le Ministre ayant l'administration du territoire dans ses attributions signe une ordonnance accordant l'asile. L'ordonnance est notifiée au Commissariat Général des Migrations et à l'intéressé à travers l'ONPRA.

Article 87

Si aucune décision ne peut être prise, la CCER engage d'autres mesures d'instruction en vue de recueillir des renseignements supplémentaires.

Article 88

imwegereye.

Umukozi wo mu gisata kijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohora igihugu ategerezwa kumutwara mu kigo candikirwamwo abasaba ubuhungiro kimwegereye.

Ingingo ya 83

Ikiringo c'imisi mirongo itatu kirangiye, iyo uwusaba ubuhungiro atarashikiriza urwandiko rw'ukubisaba mu bibanza bivugwa mu ngingo ya 72, idosiye y'ugusaba ubuhungiro ntishobora kwakirwa kiretse herekanywe intambamyi ntasimbwa isigura igituma atashoboye gushikiriza urwandiko rubisaba mu bihe bitegekanijwe.

Ingingo ya 84

Idosiye z'abasaba ubuhungiro zirungikwa n'lgiporisi kijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu mu Kigo c'igihugu kijejwe ugukingira impunzi n'abadafise ubwenegihugu buzwi mu kiringo kitarenza imisi umunani.

Imirimo y'ikigo ONPRA itomorwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu.

Ikigo ONPRA kirungikira Umugwi CCER izo dosiye ziri kumwe n'urwandiko ruriko ivyashikirijwe n'ico kigo ku bijanye n'uburenganzira bw'ukwitwa impunzi, mu kiringo kitarenza imisi mirongo itatu giharurwa kuva idosiye zakiriwe

Umugwi mpanuzwajambo ujejwe gutunganiriza abanyamahanga n'impunzi uca ukorana udatevye.

Ingingo ya 85

Ingingo y'Umugwi CCER ifatwa mu misi mirongo ibiri y'akazi ikurikira inama ya mbere y'uwo Mugwi, kw'idosiye z'abasaba ubuhungiro washikirijwe.

Komite yiyungururizo ibanza kuraba ko idosiye y'ugusaba ubuhungiro yashikirijwe yisunga amategeko kugira yakirwe imbere yo kuyihweza mw'ido n'ido.

Ingingo ya 86

Mu gihe Umugwi CCER wafashe ingingo y'ukwemerera uwasavye ubuhungiro ko yitwa impunzi mu gihugu, Umushikiranganji ajejwe intwari yo hagati mu gihugu arashira umukono kw'itegeko nshikiranganji ritanga ubuhungiro. Iryo tegeko rica rimenyeshwa Komisariya Nkuru ijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu hamwe n'uwo vyerekeye biciye ku Kigo ONPRA

Ingingo ya 87

Iyo ata ngingo n'imwe ishobora gufatwa, Umugwi CCER uca ufata izindi ngingo z'ugutohoza kugira urondere inkuru ziyongera ku zo wari waronse.

Ingingo ya 88

Lorsque la CCER émet une décision déboutant le demandeur d'asile, celle-ci doit être motivée.

Le demandeur d'asile est notifié par écrit de la décision de la CCER signée par son Président.

La décision comporte des indications relatives au droit de recours.

Article 89

Le demandeur d'asile peut faire appel contre une décision de refus.

L'appel est introduit dans les vingt jours ouvrables suivant la notification de la décision.

En cas de force majeure justifiée, un délai supplémentaire peut être accordé si celui qui introduit un recours ou son mandataire a été empêché d'agir dans le délai imparti.

Article 90

La demande de recours est déposée auprès du Comité de recours à travers le secrétariat de l'ONPRA qui accuse réception de la demande et transmet le dossier audit Comité.

La décision du Comité de recours intervient endéans trente jours dès la réception du recours.

Le membre de la CCER ou l'Officier de protection de l'ONPRA ayant participé dans l'examen de la demande en première instance ne peut pas siéger au sein du Comité de recours.

Article 91

Lors d'un entretien personnel, le demandeur d'asile peut être assisté d'un conseiller juridique de son choix.

Article 92

Lorsque le CR accorde le statut de réfugié, le Ministre ayant l'administration du territoire dans ses attributions signe une ordonnance qui est notifiée au Commissariat Général des Migrations et à l'intéressé par l'ONPRA.

Lorsque le CR émet une décision de refus, elle est motivée et est sans recours.

L'ONPRA transmet le dossier au Commissariat Général des Migrations qui procède à l'étude du dossier pour admission à un statut d'étranger ordinaire ou à son éloignement du territoire.

Article 93

Le Commissariat Général des Migrations délivre au

Mu gihe Umugwi CCER usohoye ingingo yima ubuhungiro uwabusavye, utegerezwa kubitangira imvo.

Uwusaba ubuhungiro amenyeshwa ingingo yafashwe biciye mu rwandiko rw'Umugwi CCER rushirwako umukono n'Umukuru wawo.

Ingingo iba irimwo ibimumenyesha ko afise uburenganzira bwo kwungurura

Ingingo ya 89

Uwusaba ubuhungiro arashobora kwungururiza ingingo yafashwe imwankira ubuhungiro.

Urwandiko rw'ukwungururiza ingingo yafashwe rushikirizwa mu misi mirongo ibiri y'akazi ikurikira umusi iyo ingingo yamenyesherejweko lgihe habaye intambamyi ntasimbwa yatangiwe imvo, ikiringo ciyongerako kirashobora gutangwa iyo uwungururiza ingingo yafashwe canke uwo yatumye atashoboye kubikora mu kiringo gitegekanijwe.

Ingingo ya 90

Urwandiko rw'ukwungururiza ingingo yafashwe rushikirizwa Komite yiyungururizo biciye mu biro vy'umunyamabanga w'lkigo ONPRA, na vyo bigatanga icemeza ko vyarwakiriye, bigaca birungikira iyo dosiye Komite yiyungururizo.

Komite yiyungururizo ishikiriza ingingo yayo mu kiringo kitarenza imisi mirongo itatu iharurwa kuva urwo rwandiko rwakiriwe.

Uwuri mu bagize Umugwi CCER canke umukozi wo mu Kigo ONPRA ari mu bihweje idosiye y'ukwungururiza ingingo yafashwe ku rugero rwa mbere ntashobora kuja mu bayihweza muri Komite yiyungururizo.

Ingingo ya 91

Mu gihe c'ukwumviriza umwe umwe, uwusaba ubuhungiro arashobora gufashwa n'umuhanuzi mu vyerekeye amategeko yihitijemwo.

Ingingo ya 92

Mu gihe Komite yiyungururizo ihaye umuntu uburenganzira bw'ukwitwa impunzi, Umushikiranganji ajejwe intwari yo hagati mu gihugu arashira umukono kw'itegeko nshikiranganji rikamenyeshwa Komisariya Nkuru ijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu hamwe n'uwo vyerekeye biciye ku Kigo ONPRA.

Mu gihe Komite yiyungururizo ifashe ingingo y'ukwankira uwusaba ubuhungiro, irayitangira imvo kandi ntiyungururizwa.

Lkigo ONPRA kirarungika idosiye muri Komisariya Nkuru ijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu, ikihweza iyo dosiye kugira yemeze ko ari umunyamahanga bisanzwe canke ko akwiye kwigizwa kure y'igihugu.

Ingingo ya 93 :

Komisariya Nkuru ijejwe ivyerekeye ukwinjira

demandeur d'asile dont le statut de réfugié a été reconnu, une carte d'identité de réfugié dont les spécifications techniques sont déterminées par une ordonnance du Ministre ayant les migrations dans ses attributions.

Article 94

Les autorités communales délivrent aux réfugiés et aux membres de leurs familles une attestation de résidence.

Article 95

Les autorités administratives et policières ne peuvent pas confisquer les documents personnels du demandeur d'asile ou du réfugié. Toutefois, elles peuvent faire des copies de ces documents pour usage administratif.

Section 2

De la procédure spéciale pour les demandeurs sur place

Article 96

Le délai mentionné à l'article 80 de la présente loi ne s'applique pas aux personnes qui n'étaient pas réfugiées lorsqu'elles ont quitté leur pays.

Ces personnes doivent se présenter au Commissariat communal ou provincial le plus proche pour des procédures d'enregistrement.

Article 97

Un demandeur d'asile, qui ne se présente pas à l'entretien de détermination du statut de réfugié dans un délai de vingt jours ouvrables à partir de la date du rendez-vous de l'ONPRA, est considéré comme ayant renoncé à sa demande.

La réouverture de la nouvelle demande, en cas de force majeure, relève de la compétence de la CEED

Article 98

Le demandeur d'asile qui prétend réintroduire sa demande fournit à la CCER des éléments nouveaux et fiables attestant qu'il y a un changement significatif dans son pays d'origine, ayant une incidence notable sur son éligibilité au statut de réfugié.

Article 99

Lorsque le CR rejette la demande d'asile introduite par un étranger sur place, il prononce son renvoi du Burundi et informe le Ministre ayant la sécurité publique dans ses attributions qui en ordonne l'exécution.

Toutefois, en cas de nécessité absolue liée notamment aux conditions familiales, à la scolarité des enfants, le Comité de recours peut décider le non renvoi.

n'ugusohoka igihugu iraha uwusaba ubuhungiro yamaze kwemerwa kwitwa impunzi, ikarata y'impunzi, ibiyiranga bigatomorwa n'itegeko ry'Umushikiranganji ajejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu.

Ingingo ya 94

Abajejwe intwari mu'ikomine baraha impunzi n'abagize imiryango yazo urwandiko rwemeza ko barekuriwe kuba mu gihugu.

Ingingo ya 95

Abategetsi mu ntwaro no mu Giporisi ntibashobora kugumya inzandiko z'uwasaba ubuhungiro canke z'impunzi. Ariko, barashobora kugira ikopi z'izo nzandiko kugira zikoreshe mu vy'intwari.

Agace ka 2

Uburyo budasanzwe bw'ugusaba ubuhungiro ku basanzwe bari mu gihugu

Ingingo ya 96

Ikiringo kivugwa mu ingingo ya 80 ntigukurikizwa ku bantu batari bari impunzi igihe bava mu gihugu cabo.

Abo bantu batagerezwaga kuja kwimenyekanisha muri Komisariya y'ikomine canke y'intara ibegereye kugira biyandikishe.

Ingingo ya 97

Uwasaba ubuhungiro atagiye kwumvirizwa kugira hihwezwe ko yokwemerwa kwitwa impunzi, mu kiringo c'imisi mirongo ibiri y'akazi giharurwa kuva kw'igenekerezo Ikigo ONPRA camuhereyeko isango, afatwa ko yaheye ivyo yasaba.

Ugubira gusaba bushasha ubuhungiro, igihe habaye intambanyi ntasimbwa, bitangirwa uruhusha n'Umugwi CCER.

Ingingo ya 98

Uwasaba ubuhungiro yipfuzaga ugubira kubusaba, ashikiriza Umugwi mpanuzwajambo ujejwe gutunganiriza abanyamahanga n'impunzi ibindi bishasha vyongerwa mu'idosiye kandi vyokwizerwa vyemeza ko hari ivyahindutse bihambaye mu gihugu c'amamuko yiwe, bishigikira ko akwiye kuronsa uburenganzira bw'ukwitwa impunzi.

Ingingo ya 99

Mu gihe Komite yiyungururiza itemeye idosiye y'ugusaba ubuhungiro yashikirijwe n'umunyamahanga ari mu gihugu, ica itangaza ko imwirukanye mu Burundi, igaca imenyeshako Umushikiranganji ajejwe umutekano mu gihugu, na we agaca ateguka ko bishirwa mu ngiro.

Ariko, igihe bikenewe cane nk'iyi bijanye n'ingene umuryango ubayeho, amashuri y'abana, Komite yiturwa n'uwutashimishijwe n'ingingo zafashwe irashobora gushinga ko

Dans ce cas, l'intéressé est soumis aux dispositions régissant les conditions des étrangers ordinaires.

Article 100

Lorsqu'une décision de renvoi est exécutoire, le Ministre ayant les migrations dans ses attributions prend toutes les mesures nécessaires pour son exécution.

Article 101

Lorsque l'exécution du renvoi se fait dans l'Etat d'origine ou de provenance, l'autorité chargée de l'organisation du départ peut communiquer aux autorités de ce pays les données suivantes :

1 ° les noms et prénoms, le nom d'emprunt, la date de naissance, le sexe, la nationalité, les noms et prénoms des parents et la dernière adresse connue dans l'Etat d'origine ou de provenance de la personne concernée ;

2° les empreintes digitales et les photographies, le cas échéant ;

3° les indications sur son état de santé.

Chapitre XII

Des dispositions spéciales en cas d'afflux massif de personnes fuyant un danger général

Article 102

Les dispositions du présent chapitre ont pour objet d'instaurer une procédure relative à l'octroi du statut de réfugié *prima facie* sur le territoire burundais.

Article 103

La procédure relative à l'octroi du statut de réfugié *prima facie* en cas d'afflux massif de demandeurs d'asile s'applique dans les conditions cumulatives suivantes :

1 ° les moyens requis pour déterminer le statut de chacun sur une base individuelle dépassent la capacité des structures existantes ;

2° la présomption que la grande majorité des membres de ce groupe répondent individuellement aux critères d'éligibilité au statut de réfugié ;

3° l'urgence de protéger et d'assister les membres du groupe.

Article 104

L'existence des conditions mentionnées à l'article 103 de la présente loi est constatée par le Ministre ayant l'administration du territoire dans ses attributions, sur avis du Président de la CCER.

Article 105

atirukanwa

Muri icyo gihe, uwo vyerekeye aca agengwa n'ingingo zigenga abanyamahanga basanzwe.

Ingingo ya 100

Mu gihe ingingo y'ukwirukana umunyamahanga itegerezwa guca ishirwa mu ngiro, Umushikiranganji ajejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu arafata ingingo zose zikenewe kugira ishirwe mu ngiro.

Ingingo ya 101

Mu gihe ingingo y'ukwirukana umunyamahanga yashiriwe mu ngiro mu gihugu c'amamuko yiwe canke c'aho yaje ava, ubutegetsi bujejwe itunganywa ry'ingene yirukanwa burashobora kumenyesha abategetsi b'ico gihugu ibi bikurikira :

1 ° Izina n'amatazirano, izina ry'iritirano, itariki y'amavuka, igitsina, ubwenegihugu vy'umunyamahanga yirukanywe, amazina n'amatazirano vy'abavyeyi biwe, aho yabarizwa ubwa nyuma mu gihugu c'amamuko canke mu gihugu yaje avamwo ;

2° Amakanda y'intoki n'amafoto, igihe bikenewe;

3° Ivyerekana uko amagara yiwe yifashe.

Igice ca XII

Ingingo zidasanzwe mu gihe abantu baje ikivunga bahunga ikibageramiye

Ingingo ya 102

Ibitegekanijwe muri iki gice bifise intumbero yo gushiraho uburyo bujanye n'ugutanga uburenganzira bw'ukwitwa impunzi ku bantu bashitse mu kivunga ku gataka k'Uburundi.

Ingingo ya 103

Uburyo bujanye n'ugutanga uburenganzira bw'ukwitwa impunzi ku bantu bashitse mu kivunga basaba ubuhungiro bukurikizwa mu gihe ibisabwa bikurikira bikwiye vyose :

1 ° Uburyo busabwa mu gutomora ko umwe umwe wese afise uburenganzira bw'ukwitwa impunzi burengeye ubushobozi bw'inzego zibijejwe zihasanze ;

2° Ugufata ko benshi mu bagize uwo mugwi bakwiye umwe umwe wese ibifatirwako kugira umuntu aronke uburenganzira bw'ukwitwa impunzi ;

3° Ukwihuta gukingira no gufasha abagize uwo mugwi.

Ingingo ya 104

Ibisabwa bivugwa mu ingingo ya 103 vyemezwa ko vyose bikwiye n'Umushikiranganji ajejwe intwari yo hagati mu gihugu, Umukuru w'Umugwi CCER amaze kugira icyo abivuzeko.

Ingingo ya 105

Suite à l'arrivée massive sur le territoire burundais de personnes fuyant un danger à cause d'une des circonstances visées à l'article 103 de la présente loi, le Ministre ayant l'administration du territoire dans ses attributions accorde collectivement à ces personnes le statut de réfugié *prima facie* après un délai maximum de six mois.

Le statut de réfugiés *prima facie* est soumis aux dispositions de la présente loi en ce qui concerne le régime juridique du réfugié.

Article 106

Lorsque la famille a été séparée pendant la fuite et si elle entend se réunir au Burundi, à moins qu'une circonstance particulière ne s'y oppose, le statut de réfugiés *prima facie* est accordé au conjoint et aux enfants mineurs des personnes soumises à ce statut.

Article 107

En cas d'arrivée massive sur le territoire burundais de personnes qui fuient un danger, le Ministre ayant l'administration du territoire dans ses attributions désigne par ordonnance une commission *ad hoc* dont les principales missions sont les suivantes :

1 ° prendre toutes les mesures qui s'imposent selon les circonstances pour assurer notamment la sécurité, l'hébergement, l'alimentation et les soins médicaux nécessaires aux personnes arrivées massivement ;
2° recueillir toutes les informations susceptibles d'éclairer les autorités sur les raisons de cette arrivée massive ;

3 ° identifier toutes les personnes arrivées massivement sur le territoire burundais dans les circonstances décrites à l'article 103 de la présente loi ;

4 ° identifier les besoins de toute nature et les catégoriser selon leurs urgences ; ;

5° coordonner et organiser l'assistance humanitaire ;

6° s'assurer particulièrement du caractère civil des camps d'hébergement ;

7° séparer les ex-combattants des civils, le cas échéant.

La commission *ad hoc* travaille sous la supervision de la CCER.

Article 108

La commission *ad hoc* est composée des autorités

Bitumwe n'uko hari abantu benshi bashitse ikivunga ku gataka k'Uburundi bahunga ikibabangamiye ku mvo imwe mu zivugwa mu ngingo ya 103, Umushikiranganji ajejwe intwaro yo hagati mu gihugu aremerera icarimwe abo bantu bashitse ikivunga uburenganzira bw'ukwitwa impunzi inyuma y'ikiringo kitarenza amezi atandatu.

Uburenganzira bw'ukwitwa impunzi ku bantu bashitse ikivunga bwisunga ingingo z'iri bwirizwa mu vyerekeye amategeko agenga impunzi.

Ingingo ya 106

Igihe abagize umuryango batandukanye bariko barahunga kandi iyo bipfuzwa gusubira ku hamwe mu Burundi, kiretse iyo hari igituma kidasanze cobibuza, uburenganzira bw'ukwitwa impunzi ku bantu bashitse ikivunga burahabwa uwubakanye n'uwaronse ubwo burenganzira hamwe n'abana batarakwiza imyaka y'ukwihagarira imbere y'amategeko.

Ingingo ya 107

Mu gihe hari abantu benshi bashitse ikivunga ku gataka k'Uburundi bahunze ikibageramiye, Umushikiranganji ajejwe intwaro yo hagati mu gihugu aragenda abicishije mw'itegeko nshikiranganji umugwi ushinze kubera ico kibazo ujejwe imirimo ikurikira :

1 ° Gufata ingingo zose zikenewe bivanye n'uko ibintu bimeze, nk'izerekeye cane cane umutekeno w'abantu bashitse ikivunga, ukubaronderera uburaro, ukubafungurira n'ukubavuzwa ;

2° Gutorokanya inkuru zose zikenewe zishobora gutuma abategetsu baronka umuco ku mvo zatumye abo bantu bashika ikivunga ;

3° Kumenya abantu base bashitse ikivunga ku gataka k'Uburundi nk'uko vyadondowe mu ngingo ya 103 ;

4 ° Kumenya ivyo impunzi zikenera vy'ubwoko bwose no kubishira mu migwi hisunzwe ivyihutirwa kurusha ibindi

5° Gukurikiranira hafi no gutunganya imfashanyo ;

6° Kwitwararika cane cane ko mu makambi y'impunzi ata kintu na kimwe kijanywe n'igisirikare gikorwayo ;

7° Gutandukanya abahoze ku rugamba n'abandi bantu basanzwe, iyo bahari.

Umugwi washizweho kubera impunzi ukora ucungereye n'Umugwi CCER.

Ingingo ya 108

Umugwi ushirwaho uba ugizwe n'abategetsu bo

locales, des agents du Commissariat Général des Migrations et ceux de l'ONPRA.

Article 109

Les réfugiés *prima facie* peuvent être tenus de résider dans les lieux qui leur sont assignés par la commission ad hoc.

Article 110

La commission ad hoc peut interdire ou limiter la liberté de circulation des réfugiés *prima facie* qui sont dans les camps. Tout déplacement est autorisé par un écrit émanant d'une autorité désignée par l'ONPRA.

Article 111

Dans un délai de quinze jours de sa mise en place, la commission ad hoc transmet au Ministre ayant l'administration du territoire dans ses attributions une proposition contenant notamment :

1 ° la description des groupes spécifiques des personnes auxquelles va s'appliquer la reconnaissance du statut de réfugié *prima facie* et leur liste ;

2° l'examen de la situation dans le pays d'origine et l'ampleur qui peut être causée par les mouvements de personnes bénéficiant de la reconnaissance du statut de réfugié ;

3° la nécessité d'une reconnaissance collective du statut de réfugié ;

4 ° les mesures à prendre pour l'aide d'urgence et pour assurer la sécurité et la protection de ces personnes, notamment l'éloignement de la frontière du pays d'origine et la séparation des ex-combattants des autres réfugiés.

Article 112

Le Ministre ayant l'administration du territoire dans ses attributions accorde collectivement à ces personnes le statut de réfugié *prima facie*, dans un délai maximum de six mois après la mise en place de la commission ad hoc.

Le Commissariat Général des Migrations leur délivre une carte d'identité de réfugié.

muri ako karere, abakozi bo muri Komisariya nkuru ijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu n'abo mu Kigo ONPRA.

Ingingo ya 109

Impunzi zishitse ikivunga zitegerezwa kuba mu bibanza zishirwamwo n'umugwi ushirwaho kubera zishitse ikivunga.

Ingingo ya 110

Umugwi ushirwaho kubera impunzi zishitse ikivunga urashobora kubuza canke kugabanya uburenganzira bw'ugutembera ku mpunzi ziri mu makambi zashitse ikivunga. Kugira impunzi isohoke ikambi bitangirwa uruhusha rwanditse rutangwa n'umutegetsi agenwa n'lkigo ONPRA.

Ingingo ya 111

Mu kiringo c'imisi icumi n'itanu giharurwa kuva ushizweho, umugwi ushirwaho kubera impunzi zishitse ikivunga urarungikira Umushikiranganji ajejwe intwari yo hagati mu gihugu urwandiko rurimwo ivyokorwa nk'ibi bikurikira

1 ° Umwidondoro w'imigwi yerekeye abantu barondera kuronswa uburenganzira bw'ukwitwa impunzi zishitse ikivunga hamwe n'urutonde rwabo;

2° Ukwiheze uko ibintu bimeze mu gihugu baje bavamwo n'ingaruka zishobora guturuka ku ruja n'uruzi rw'abantu baronse uburenganzira bw'ukwitwa impunzi ;

3° Ukwihutira gutangira hamwe uburenganzira bw'ukwitwa impunzi ;

4 ° Ingingo zofatwa ku bijanye n'imfashanyo z'ivyihutirwa mu gucungera umutekano no gukingira abo bantu nko mu kubigiza kure y'urubibe rw'igihugu baje baturukamwo hamwe n'ugutandukanya impunzi n'abahoze ku rugamba.

Ingingo ya 112

Umushikiranganji ajejwe intwari yo hagati mu gihugu aremerera icarimwe uburenganzira bw'ukwitwa impunzi abo bantu bashitse ikivunga mu kiringo kitarenze amezi atandatu inyuma y' ugushiraho umugwi ujejwe impunzi zishitse ikivunga.

Komisariya Nkuru ijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu iratanga ikarata iranga impunzi.

Chapitre XIII De la perte du statut de réfugié

Igice ca XIII Ugutakaza uburenganzira bw'ukwitwa impunzi

Article 113

La déchéance du statut de réfugié est prononcée à l'encontre de la personne détentric qui :

1 ° s'est volontairement réclamée à nouveau de la protection du pays dont elle a la nationalité ;
2° ayant perdu sa nationalité, l'a volontairement recouvrée;

3° a acquis une nouvelle nationalité et jouit de la protection du pays dont elle a acquis ladite nationalité ;
4 ° est retournée volontairement s'établir dans le pays qu'elle avait quitté ;

5° ne peut plus continuer à refuser de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité du fait que les circonstances à la suite desquelles elle a été reconnue comme réfugiée ont cessé d'exister;

6° n'ayant pas de nationalité, les circonstances à la suite desquelles elle a été reconnue comme réfugiée ont cessé d'exister et qu'elle est en mesure de retourner dans le pays où elle avait sa résidence habituelle ;

7° a porté atteinte à la sécurité intérieure ou extérieure du Burundi telles que définies par les dispositions du Code pénal ;

8° a obtenu dans un autre pays l'asile ou l'autorisation d'y résider ;

9° renonce au statut de réfugié ;

10° fait l'objet d'une mesure d'expulsion ;

11° a obtenu la nationalité burundaise.

Article 114

Le statut de réfugié peut être révoqué lorsque des éléments graves et concordants indiquent qu'il a été accordé sur base d'informations fausses ou erronées.

Article 115

La perte du statut de réfugié fait l'objet d'une ordonnance du Ministre ayant l'administration du territoire dans ses attributions.

Chapitre XIV

Du traitement des données personnelles

Article 116

Les données personnelles et les éléments biométriques de chaque demandeur d'asile et, le cas échéant, de chacun des membres de sa famille qui l'accompagne sont pris et enregistrés dans une base de données interconnectée au Commissariat Général des Migrations et à l'ONPRA.

Article 117

Ingingo ya 113

Ugutakaza uburenganzira bw'ukwitwa impunzi bitangazwa igihe umuntu yari abufise :

1 ° Avuze ko ashaka gusubira gukingirwa n'igihugu afitiye ubwenegihugu ;

2° Yasubiye ku gushaka kwiwe ku bwenegihugu yari yatakaje ;

3° Yaronse ubundi bwenegihugu bushasha kandi akaba akingiwe n'igihugu cabumuhaye;

4° Yasubiye kuba, ku gushaka kwiwe, mu gihugu yari yavuyemwo ;

5° Atagishobora kubandanya avuga ko igihugu afitiye ubwenegihugu kidashobora kumukingira igihe ivyari vyamutumye yemererwa uburenganzira bw'ukwitwa impunzi bitakiriho ;

6° Adafise ubwenegihugu, ivyari vyatumye yitwa impunzi bitakiriho kandi bikaba bigishoboka ko asubira mu gihugu yari asanzwe abamwo ;

7° Yahungabanije umutekano mu Burundi canke hanze y'Uburundi nk'uko bitegekanijwe mu Gitabu c'amategeko mpanavyaha ;

8° Yaronse ubuhungiro mu kindi gihugu canke uruhusha rwo kuhaba ;

9° Ahevy uburenganzira bw'ukwitwa impunzi ;

10° Yafatiwe ingingo y'ukwirukanwa mu gihugu;

11° Yaronse ubwenegihugu bw'umurundi.

Ingingo ya 114

Uburenganzira bw'ukwitwa impunzi burashobora kwakwa uwabuhawe iyo hari ivyerekana bikomeye kandi bihuye ko ubwo burenganzira bwatanze hafatiwe ku nkuru z'ibinyoma canke zirimwo amahinyu.

Ingingo 115

Umushikiranganji ajejwe intwari yo hagati mu gihugu ni we ashinga ko impunzi itakaje uburenganzira bw'ukwitwa impunzi biciye mw'itegeko nshikiranganji.

Igice ca XIV

Ukwihweza ibiranga umwe umwe wese mu basaba ubuhungiro

Ingingo ya 116

Ibiranga umwe umwe wese mu basaba ubuhungiro n'ibimudondora hakoreshejwe ubuhinga bwa none, iyo bihari, n'ivyo uwo mu muryango wiwe wamuherekeje birafatwa bigashirwa mu cegeranyo ndangampunzi bikongera bikabonwa na Komisariya nkuru ijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu hamwe n'lkigo ONPRA.

Ingingo ya 117

La CCER ou le CR a accès aux données personnelles du demandeur d'asile à travers l'ONPRA, afin de :

- 1 ° vérifier l'identité des personnes concernées ;
- 2° vérifier si ces personnes n'ont jamais demandé l'asile au Burundi ;
- 3° vérifier s'il existe des données qui confirment ou infirment leurs déclarations ;
- 4 ° tenir des statistiques et faire des rapports ;
- 5° faciliter la coopération administrative entre la CCER et les autorités compétentes du pays ;
- 6° gérer la procédure nationale d'asile de manière rationnelle, juste et efficace.

Article 118

Les éléments d'identification qui alimentent la base de données sont les suivants :

- 1 ° l'identité tels les noms et prénoms, le nom d'emprunt, la date de naissance, le sexe et la nationalité de la personne concernée et, si nécessaire, de ses proches ;
- 2° les indications relatives au passeport ou à d'autres pièces d'identité ;
- 3° les autres données permettant d'établir l'identité d'une personne notamment les empreintes digitales et visuelles ainsi que des photographies ;
- 4 ° les indications sur les lieux de séjour et les itinéraires empruntés ;
- 5° les indications sur les autorisations de résidence et les visas accordés ;
- 6° les raisons de fuite ;
- 7° les indications sur le dépôt éventuel d'une demande d'asile tels le lieu et la date du dépôt, le stade de la procédure, les indications sommaires sur la teneur d'une éventuelle décision.

Article 119

La CCER et le CR sont autorisés à communiquer des données personnelles des réfugiés aux autorités étrangères et aux organisations internationales intéressées pour autant que l'Etat ou l'organisation internationale en question garantisse une protection équivalente des données transmises.

Article 120

Il est interdit de communiquer à l'Etat d'origine ou de provenance des données personnelles relatives à un demandeur d'asile ou à un réfugié.

Chapitre XV

Umugwi CCER canke Komite yiyungururizo irafise uburenganzira ku biranga umwumwe wese mu basaba ubuhungiro biciye ku Kigo ONPRA, mu ntumbero yo :

- 1 ° Gusuzuma ibiranga abasaba ubuhungiro ;
- 2° Gusuzuma ko abo bantu batigeze basaba ubuhungiro mu Burundi ;
- 3° Gusuzuma ko hoba hari ivyatororokanijwe vyemeza canke bihakana ivyo bashikirije ;
- 4 ° Kuja iratorokanya ibiharuro no kugira ivyegeranyo ;
- 5° Kworohereza imigenderanire mu ntware hagati y'Umugwi CCER n'abategetsi b'igihugu babifitiye ububasha ;
- 6° Gutunganya ibijanye na poritike y'igihugu yerekeye ugutanga ubuhungiro, mu buryo bubereye, ata wurenganijwe kandi bikagirira akamaro abo vyerekeye.

Ingingo ya 118

Ibiranga impunzi bishirwa mw'itororokanirizo ni ibi bikurikira :

- 1 ° Ibimuranga nk'izina, amatazirano, izina ry'iritirano, itariki yavukiyeko, igitsina n'ubwenegihugu vy'uyo muntu iyo bikenewe n'ivy'abo bafitaniye ubucuti ;
- 2° Ibimenyeshwa vyerekeye igitabu c'inzira canke izindi mpapuro zimuranga ;
- 3° Ibindi bimuranga, bifasha mu kudondora impunzi nk'amakanda y'intoke n'ay'amaso, amafoto ;
- 4 ° Ivyerekana aho yagiye aracumbika n'inzira yacyemwo ;
- 5° Ivyerekana uruhusha rwo kuba ahantu n'impusha yahawe z'ukwinjira mu Burundi ;
- 6° Ivyatunye ahunga ;
- 7° Ivyerekana ko hoba hari impapuro zashikirijwe zisaba ubuhungiro nk'aho yazitanze hamwe n'igenekerezo yazitangiyeko, aho bigeze kwihwezwa, n'ivyerekana mu ncamake uburemere bw'ingingo ishobora gufatwa.

Ingingo ya 119

Umugwi CCER na Komite yiyungururizo birarekuriwe guha abategetsi bo mu bindi bihugu n'amashirahamwe mpuzamakungu abisavye ibitorokanywa biranga impunzi imwimwe yose, mu gihe Reta canke ishishirahamwe mpuzamakungu bibikeneye vyemeye gukingira ivyo biranga impunzi vyatorokanijwe nk'uko vyari bisanzwe bikingirwe.

Ingingo ya 120

Birabujijwe kumenyesha igihugu uwusaba ubuhungiro canke impunzi yamukamwo canke ico yaje avamwo ivyatororokanijwe vyerekeye umwe umwe wese.

Igice ca XV

**De la coopération des autorités burundaises avec le
haut commissariat des nations unies pour les
refugiés**

Article 121

Dans l'exercice de ses missions, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés coopère avec les autorités burundaises, en particulier dans la mise en application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

Article 122

Les autorités burundaises soutiennent l'activité d'œuvres d'entraide internationale.

Le Gouvernement burundais a le rôle principal de protection des réfugiés et le HCR vient en second rang pour donner une assistance technique et matérielle.

Article 123

Lorsque les autorités burundaises éprouvent des difficultés à donner asile, notamment en cas d'afflux important de réfugiés, elles envisagent, en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, les mesures qu'il y a lieu de prendre, dans un esprit de solidarité internationale.

Article 124

Le Gouvernement Burundais est responsable de l'accueil des demandeurs d'asile. Il est appuyé par le HCR par l'entremise de ses ONG partenaires.

Article 125

Le HCR donne une assistance matérielle en faveur des demandeurs d'asile et des réfugiés, qui est constituée de vivres et non vivres, gérés et distribués par ses ONGs partenaires.

Article 126

Le HCR donne à travers ses partenaires, une assistance technique aux demandeurs d'asile et aux réfugiés qui porte principalement sur l'enregistrement, la détermination du statut de réfugié, le transport, l'assistance juridique, la formation, la documentation qui consiste en l'octroi des cartes de réfugiés et le paiement des frais des titres de voyage.

Article 127

Le HCR assiste les réfugiés pour trouver des solutions durables en leurs situations, en organisant notamment les opérations de rapatriement librement consenties, en procédant à la réinstallation dans un pays tiers et en jouant le rôle de facilitation des procédures d'intégration sur place.

**Ivyerekeye imigenderanire hagati
y'abategetsi b'uburundi n'ishirahamwe
mpuzamakungu ryitaho impunzi**

Ingingo ya 121

Mu kurangura imirimo yayo, Ishirahamwe mpuzamakungu ryitaho impunzi rirafashanya n'abategetsi b'Uburundi, na cane cane mu gushira mu ngiro ingingo zijanye n'Amasezerano y'i Genève yo ku wa 28 Mukakaro 1951.

Ingingo ya 122

Abategetsi b'Uburundi barashigikira ibikorwa vy'ugufashanya ku rwego mpuzamakungu.

Reta y'Uburundi niyo ifise uruhara rwa mbere rwo gukingira impunzi, Ishirahamwe mpuzamakungu rijejwe impunzi rikaza ubwa kabiri mu gufasha haba mu gutanga ubuhinga canke ibikoresho.

Ingingo ya 123

Mu gihe abategetsi b'Uburundi bagize ingorane zo gutanga ubuhungiro, nko mu gihe impunzi zishitse ari nyinshi cane, burategekanya, bufadikanije n'Ishirahamwe mpuzamakungu ryitaho impunzi ingingo zikwiye gufatwa, mu ntumbero yo gushigikirana ku rwego mpuzamakungu.

Ingingo ya 124

Reta y'Uburundi niyo ijejwe kwakira abasaba ubuhungiro. Ibifashwamwo n'ishirahamwe mpuzamakungu rifasha impunzi hamwe n'ayandi mashirahamwe bikorana.

Ingingo ya 125

Ishirahamwe mpuzamakungu rifasha impunzi niryo ritanga imfashanyo z'ibiribwa n'ibikoresho vyo kubaho bitandukanye impunzi zikenera, bigatangwa n'amashirahamwe bikorana.

Ingingo ya 126

Ishirahamwe mpuzamakungu rifasha impunzi hamwe n'amashirahamwe bikorana niryo kandi ryitaho impunzi ku bijanye n'imfashanyo z'ubuhinga butandukanye nko kubakira mu kubandika, kwiga ko bemererwa ubuhungiro, kubunguruza babajana mu ma kambi y'impunzi, kubafasha imbere y'inzego za Reta zibatunganiriza, kubigisha amateka n'amabwirizwa yabo, kubaronderera impapuro z'inzira.

Ingingo ya 127

Ishirahamwe mpuzamakungu rifasha impunzi riraronderera impunzi inyishu zirama mugutunganya uguhunguka kurabo bose bavyifuza atagahato, mukubaronderera ubuhungiro mu gihugu kindi bifuza kandi bumva bomererwa neza kurusha aho bari no mugufasha impunzi zivyifuza kandi zibisavye kuronka ubwenegihugu bw'uburundi.

Des dispositions pénales**Article 128**

Les actes ou les agissements infractionnels commis par les personnes reprises à l'article 2 de la présente loi sont réprimés conformément à la législation en vigueur au Burundi.

Article 129

Est puni d'une servitude pénale de six mois à deux ans et d'une amende de cinquante mille à cent mille francs burundais ou d'une de ces peines seulement quiconque est reconnu coupable d'une des infractions suivantes :

1° prêter assistance à un étranger lorsqu'il sait ou devrait savoir que l'étranger est une personne indésirable ;

2° empêcher un agent des migrations d'accomplir ses fonctions ;

3° entrer et séjourner au Burundi en violation des dispositions de la présente loi ;

4° traverser ou tenter de passer par un postefrontière ou par un autre endroit reconnu sans autorisation de l'agent des migrations ;

5° traverser ou tenter de passer par un endroit non autorisé ;

6° prêter assistance à une personne aux fins d'obtenir ce qui ne lui est pas permis par la présente loi ;

7° s'abstenir de dénoncer toute infraction prévue par le présent article.

Article 130

Quiconque donne une fausse information afin d'obtenir un visa, un document de voyage ou un permis de séjour pour lui-même ou pour une autre personne, est puni d'une servitude pénale de sept jours à un mois et d'une amende de vingt mille à trente mille francs burundais ou d'une de ces peines seulement.

Article 131

Tout étranger ou tout citoyen de la Communauté Est Africaine qui refuse de quitter le Burundi après en avoir été notifié par une ordonnance d'expulsion, commet une infraction punissable d'une servitude pénale de quinze jours à deux mois et d'une amende de cent mille à cinq cent mille francs burundais ou d'une de ces peines seulement.

.

Il est conduit par contrainte à la frontière après avoir

Ivyerekeye ingingo mpanavyaha**Ingingo ya 128**

Ibikorwa canke inyifato z'ivyaha bikorwa n'abantu bavuzwe mu ingingo ya 2 y'iri bwirizwa birahanwa hisunzwe amategeko y'igihugu asanzwe akurikizwa.

Ingingo ya 129

Ahanishwa igihano c'umunyororo uva ku mezi atandatu gushika ku myaka ibiri hamwe n'ihadabu riva ku mafaranga y'amarundi ibihumbi mirongo itanu gushika ku bihumbi ijana canke igihano kimwe muri ivyo conyene uwo wese yagiriwe n'icaha kimwe muri ibi bikurikira:

1° Gufasha umunyamahanga mu gihe azi canke mu gihe yotegerejwe kumenya ko uwo mu nyamahanga ari umuntu yirukanywe mu gihugu ;
2° Kubuza umukozi wo mu gisata kijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu kurangura imirimo yiwe;

3° Kwinjira no gucumbika mu Burundi hatubahirijwe ibitegekanijwe n'iri bwirizwa ;

4° Kujabuka canke kugerageza guca ku biro vyo ku rubibe rw'igihugu canke ahandi hantu hazwi ata ruhusha rwatanzwe n'umukozi wo mu gisata kijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu ;

5° Kujabuka canke kugerageza guca ahantu hatarekuwe n'amategeko;

6° Gufasha umuntu mu ntumbero yo kuronka ivyo atarekuriwe n'iri bwirizwa ;

7° Kutamenyesha icaha cose gitegekanijwe n'iyi ingingo.

Ingingo ya 130

Uwo wese atanze inkuru itari yo kugira aronke uruhusha rw'ukwinjira mu gihugu, urwandiko rw'inzira canke uruhusha rw'ugucumbika we nyene mu gihugu canke arusabira uwundi muntu, ahanishwa umunyororo uva ku misi indwi gushika ku kwezi kumwe n'ihadabu riva ku mafaranga y'amarundi ibihumbi mirongo ibiri gushika ku bihumbi mirongo itatu canke igihano kimwe muri ivyo.

Ingingo ya 131

Umunyamahanga wese canke uwuva mu gihugu kimwe mu bigize Umuryango w'ibihugu vyo muri Afirika yo mu Buseruko yanse kuva mu Burundi amaze kubimenyeshwa n'itegeko ry'ukumwirukana, aba akoze icaha gihanishwa umunyororo uva ku misi icumi n'itanu gushika ku mezi abiri hamwe n'ihadabu riva ku mafaranga y'amarundi ibihumbi ijana gushika ku bihumbi amajana atanu canke igihano kimwe muri ivyo conyene.

Arajanwa ku nguvu gushika ku rubibe

purgé sa peine.

Article 132

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, est puni d'une amende de cent mille à cinq cent mille francs burundais, quiconque embauche ou continue d'employer un étranger expulsé.

Article 133

Quiconque ayant facilité l'entrée illégale au Burundi d'un étranger ou d'un ressortissant des communautés ayant des conventions particulières sur les migrations avec le Burundi est puni d'une amende de cinquante mille à cent mille francs burundais.

Article 134

Quiconque refuse d'obtempérer à l'injonction de remettre son document de voyage au service des migrations est puni d'une servitude pénale de sept jours à un mois et d'une amende de vingt mille à trente mille francs burundais ou d'une de ces peines seulement.

Article 135

Quiconque dégrade délibérément un document de voyage est puni d'une servitude pénale de six mois à trois ans et d'une amende de cent mille à cinq cent mille francs burundais ou d'une de ces peines seulement.

Article 136

Quiconque utilise un document de voyage, un visa ou un permis de séjour d'une autre personne est puni d'une servitude pénale de six mois à trois ans et d'une amende de cent mille à cinq cent mille francs burundais ou d'une de ces peines seulement.

Article 137

Une société de transport de personnes qui n'exhibe pas le manifeste indiquant la liste des personnes entrant ou sortant ou qui transporte un voyageur qui n'est pas autorisé d'entrer au Burundi est punie d'une amende de cinquante mille à cent mille francs burundais

La société qui est en violation de cette obligation peut être condamnée à l'une des peines complémentaires prévues par le Code pénal.

rw'igihugu amaze kurangiza igihano yaciriwe.

Ingingo ya 132

Hatirengagijwe ibitegekanijwe mu Gitabu c'amategako agenga akazi, ahanishwa ihadabu riva ku mafaranga y'amarundi ibihumbi ijana gushika ku bihumbi amajana atanu, uwo wese ahaye akazi canke abandaniye akoresha umunyamahanga yirukanywe mu gihugu.

Ingingo ya 133

Uwo wese afashije umunyamahanga kwinjira mu Burundi bidaciye mu mategeko canke uwuturuka mu gihugu kimwe mu bigize Amashirahamwe yagiraniye amasezerano n'Uburundi ku vyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu, ahanishwa ihadabu riva ku mafaranga y'amarundi ibihumbi mirongo itanu gushika ku bihumbi ijana.

Ingingo ya 134

Uwo wese yanse kwubahiriza itegeko ry'ugutanga igitabu c'inzira mu gisata kijejwe ivyerekeye ukwinjira n'ugusohoka igihugu ahanishwa igihano c'umunyororo uva ku misi indwi gushika ku kwezi hamwe n'ihadabu riva ku mafaranga y'amarundi ibihumbi mirongo ibiri gushika ku bihumbi mirongo itatu canke igihano kimwe muri ivyo conyene.

Ingingo ya 135

Uwo wese yononye igitabu c'inzira ahanishwa umunyororo uva ku mezi atandatu gushika ku myaka itatu hamwe n'ihadabu riva ku mafaranga y'amarundi ibihumbi ijana gushika ku bihumbi amajana atanu canke igihano kimwe muri ivyo conyene.

Ingingo ya 136

Uwo wese akoresha igitabu c'inzira, uruhusha rw'ukwinjira mu gihugu canke uruhusha rw'ukuba mu gihugu rw'uwundi muntu ahanishwa umunyororo uva ku mezi atandatu gushika ku myaka itatu hamwe n'ihadabu riva ku mafaranga y'amarundi ibihumbi ijana gushika ku bihumbi amajana atanu canke igihano kimwe muri ivyo conyene.

Ingingo ya 137

Ishirahamwe ry'ukwunguruza abantu riterekana urwandiko rwerekana urutonde rw'abantu binjira n'abasohoka canke ryunguruza ingenzi itemerewe kwinjira mu Burundi ahanishwa ihadabu riva ku mafaranga y'amarundi ibihumbi mirongo itanu gushika ku bihumbi ijana.

Ishirahamwe ritubahirije iryo tegeko rishobora guhanishwa igihano kimwe mu vyiyongera bitegekanijwe n'igitabu c'amategako mpanavyaha

Chapitre XVII
Des transitoires et finales dispositions

Article 138

Toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Article 139

La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Fait à Gitega, le 5 novembre 2021
Evariste NDAYISHIMIYE (sé)
Par le Président de la République
Vu et scellé du sceau de la République
Le Ministre de la Justice
Jeanine NIBIZI (sé)

Igice ca XVII
Ingingo z'imfatakibanza n'izisozera

Ingingo ya 138

Ingingo zose zahahora ziteye kubiri n'iri bwirizwa zirafuswe.

Ingingo ya 139

Iri bwirizwa ritangura gushirwa mu ngiro kuva umusi ritangarijweko

Bigiriwe i Gitega, ku wa 5 Munyonyo 2021
NDAYISHIMIYE Evariste (sé)
KUBW'UMUKURU W' IGIHUGU
Bibonywe kandi bishizweko ikimangu ca
Republika
Umushikiranganji w'Ubutungane
NIBIZI Jeanine (sé)

DECRET N°100/251 DU 05 NOVEMBRE 2021
PORTANT NOMINATION D'UN PREMIER
CONSEILLER D'AMBASSADE DE LA
REPUBLIQUE DU BURUNDI A NEW YORK

Le Président de la République,
Vu la Constitution de la République du Burundi ;
Vu la Loi n° 1/09 du 17 mars 2005 portant Distinction des Fonctions Politiques des Fonctions Techniques;
Vu la Loi n°1/09 du 13 novembre 2020 portant Modification de la Loi n°1/08 du 28 avril 2011 portant Organisation Générale de l'Administration Publique ;
Vu le Décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant Révision du Décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant Structure, Fonctionnement et Missions du Gouvernement de la République du Burundi ;
Vu le Décret n°100/053 du 01 septembre 2020 portant Missions et Organisation du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement ;
Sur proposition du Ministre des Affaires Etrangères

et de la Coopération au Développement ;

Décrète

Article 1

Est nommé Premier Conseiller d'Ambassade de la République du Burundi à New York:
Monsieur Landry SIBOMANA.

Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Article 3

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Gitega, le 05 novembre 2021

Evariste NDAYISHIMIYE (sé)

Par le Président de la République,

Le Premier Ministre,

Alain-Guillaume BUNYONI (sé)

Commissaire de Police Général.

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la

Coopération au Développement,

Ambassadeur Albert SHINGIRO (sé)

DECRET N°100/252 DU 05 NOVEMBRE 2021
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
FONDS NATIONAL D'INVESTISSEMENT
COMMUNAL «FONIC»

Le Président de la République,
Vu la Constitution de la République du Burundi ;
Vu la Loi n°1/09 du 17 mars 2005 portant Distinction des Fonctions Politiques des Fonctions Techniques ;
Vu la Loi n°1/09 du 13 novembre 2020 portant Modification de la Loi n°1/08 du 28 avril 2011 portant Organisation Générale de l'Administration Publique ;
Vu le Décret-loi n°1/024 du 13 juillet 1989 portant Cadre Organique des Administrations

Personnalisées de l'Etat ;

Vu le Décret n°100/196 du 15 septembre 2016 portant Dispositions Complémentaires de Gouvernance des Etablissements Publics à caractère Administratif, des Administrations Personnalisées de l'Etat et des Sociétés à Participation Publique;

Vu le Décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant Révision du Décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant Structure, Fonctionnement et Missions du Gouvernement de la République du Burundi ;

Vu le Décret n°100/117 du 21 avril 2021 portant Modification du Décret n°100/270 du 22 novembre 2013 portant Réorganisation du Fonds National d'Investissement Communal;

Vu le Décret n°100/176 du 21 juillet 2021 portant Modification du Décret n°100/082 du 12 octobre

2020 portant Missions, Organisation et Fonctionnement du Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique ;

Sur proposition du Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique ;

Décète

Article 1

Sont nommés Membres du Conseil d'Administration du Fonds National d'Investissement Communal « FONIC » :

1. Honorable Martin NITERETSE
: Président ;
2. Madame Christine NIRAGIRA
: Vice-Président ;
3. OPCI Servelien NITUNGA
: Secrétaire
4. Monsieur Clovis MANISHIMWE
: Membre;
5. Madame Annick NSABIMANA
: Membre;

6. Monsieur Jean Baptiste HACIMANA
: Membre ;
7. Madame Chantal BAJINYURA
: Membre.

Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Article 3

Le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Gitega, le 05 novembre 2021

Evariste NDAYISHIMIYE (sé)

Par le Président de la République,

Le Premier Ministre,

Alain-Guillaume BUNYONI (sé)

Commissaire de Police Général.

Le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique,

Gervais NDIRAKOBUCA (sé)

Commissaire de Police Chef.

**DECRET N°100/ 253 Du 08 NOVEMBRE 2021
PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE
DE MISSIONS A LA PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE**

Le Président de la République,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi n°1/09 du 17 mars 2005 portant Distinction des Fonctions Politiques des Fonctions Techniques ;

Vu la Loi n°1/09 du 13 novembre 2020 portant Modification de la Loi n°1/08 du 28 avril 2011 portant Organisation Générale de l'Administration Publique;

Vu le Décret ne100/007 du 28 juin 2020 portant Révision du Décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant Structure, Fonctionnement et Missions du Gouvernement de la République du Burundi;

Vu le Décret n°100/236 du 12 octobre 2021 portant Révision du Décret n°100/063 du 22 septembre 2020 portant Réorganisation des Services de la Présidence de la République du Burundi;

Décète

Article 1

Est nommé Chargé de Missions :

Msc Arc Méthode NDIKUMAGENGE.

Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Article 3

Le présent décret entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Gitega le 08 novembre 2021,

Evariste NDAYISHIMIYE (sé)

Président de la République,

**DECRET N°100/254 DU 08 NOVEMBRE 2021
PORTANT NOMINATION D'UN HAUT
CADRE AU MINISTERE DE
L'HYDRAULIQUE, DE L'ENERGIE ET DES
MINES**

Le Président de la République,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi n°1/09 du 17 mars 2005 portant Distinction des Fonctions Politiques des Fonctions Techniques ;

Vu la Loi n°1/09 du 13 novembre 2020 portant Modification de la Loi n°1/08 du 28 avril 2011 portant Organisation Générale de l'Administration Publique ;

Vu le Décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant

Révision du Décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant Structure, Fonctionnement et Missions du Gouvernement de la République du Burundi ;

Vu le Décret n°100/086 du 19 octobre 2020 portant Missions, Organisation et Fonctionnement du Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines ;

Sur proposition du Ministre de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines ;

Décète

Article 1

Est nommé Directeur Général de l'Eau Potable et de l'Assainissement de base:

Monsieur Nestor GIRUKWISHAKA, en remplacement de Madame Jeanne

NIZIGIYIMANA.

Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Article 3

Le Ministre de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Gitega, le 08 novembre 2021

Evariste NDAYISHIMIYE (sé)
Par le Président de la République,
Le Premier Ministre,
Alain-Guillaume BUNYONI (sé)
Commissaire de Police Général.

Le Ministre de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines,
Ir. Ibrahim UWIZEYE (sé).

**ORDONNANCE N°520/1303 DU 03/11/2021
PORTANT REVOCATION D'UN SOUS-
OFFICIER DE LA FORCE DE DEFENSE
NATIONALE DU BURUNDI**

Le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la loi organique n°1/04 du 20 février 2017 portant missions, organisation, composition, instruction, conditions de service et fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Vu la loi n°1/20 du 31 décembre 2010 portant modification de la loi n°1/16 du 29 avril 2006 portant statut des sous-officiers de la Force de Défense Nationale ;

Vu le décret présidentiel n°1/54 du 12 avril 1968 portant règlement de discipline applicable aux membres des Forces Armées ;

Vu le décret n°100/011 du 06 février 2018 portant mission, organisation, composition et fonctionnement de l'Etat-Major Général de la Force de Défense Nationale du Burundi et de ses composantes ;

Vu le décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant révision du décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant structure, fonctionnement et missions du

Gouvernement de la République du Burundi ;

Vu le décret n°100/111 du 30 novembre 2020 portant révision du décret n°100/158 du 05 novembre 2018 portant missions et organisation du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;

Vu le rapport du conseil de discipline ;

Sur proposition du Chef de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Ordonne

Article 1

L'Adjudant BAKEVYA Antoine, SC3547 de numéro matricule, est révoqué de la Force de Défense Nationale du Burundi pour cause de désertion.

Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Article 3

Le Chef de la Force de Défense Nationale du Burundi est chargé de la mise en application de la présente ordonnance qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 03/11/2021

Ir Alain Tribert MUTABAZI (sé)

**ORDONNANCE N°520/1304 DU 03/11/2021
PORTANT REVOCATION D'UN SOUS-
OFFICIER DE LA FORCE DE DEFENSE
NATIONALE DU BURUNDI**

Le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la loi organique n°1/04 du 20 février 2017 portant missions, organisation, composition, instruction, conditions de service et fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Vu la loi n°1/20 du 31 décembre 2010 portant modification de la loi n°1/16 du 29 avril 2006 portant statut des sous-officiers de la Force de Défense Nationale ;

Vu le décret présidentiel n°1/54 du 12 avril 1968 portant règlement de discipline applicable aux membres des Forces Armées ;

Vu le décret n°100/011 du 06 février 2018 portant

mission, organisation, composition et fonctionnement de l'Etat-Major Général de la Force de Défense Nationale du Burundi et de ses composantes ;

Vu le décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant révision du décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant structure, fonctionnement et missions du Gouvernement de la République du Burundi ;

Vu le décret n°100/111 du 30 novembre 2020 portant révision du décret n°100/158 du 05 novembre 2018 portant missions et organisation du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;

Vu le rapport du conseil de discipline ;

Sur proposition du Chef de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Ordonne

Article 1

L'Adjudant BUCINDIKA Mathieu, SC1903 de

numéro matricule, est révoqué de la Force de Défense Nationale du Burundi pour cause de désertion.

Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Article 3

Le Chef de la Force de Défense Nationale du Burundi est chargé de la mise en application de la présente ordonnance qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 03/11/2021

Ir Alain Tribert MUTABAZI (sé)

ORDONNANCE N°520/1305 DU 03/11/2021 PORTANT REVOCATION D'UN SOUS- OFFICIER DE LA FORCE DE DEFENSE NATIONALE DU BURUNDI

Le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la loi organique n°1/04 du 20 février 2017 portant missions, organisation, composition, instruction, conditions de service et fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi;

Vu la loi n°1/20 du 31 décembre 2010 portant modification de la loi n°1/16 du 29 avril 2006 portant statut des sous-officiers de la Force de Défense Nationale;

Vu le décret présidentiel n°1/54 du 12 avril 1968 portant règlement de discipline applicable aux membres des Forces Armées ;

Vu le décret n°100/011 du 06 février 2018 portant mission, organisation, composition et fonctionnement de l'Etat-Major Général de la Force de Défense Nationale du Burundi et de ses composantes ;

Vu le décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant révision du décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant structure, fonctionnement et missions du

Gouvernement de la République du Burundi ;

Vu le décret n°100/111 du 30 novembre 2020 portant révision du décret n°100/158 du 05 novembre 2018 portant missions et organisation du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;

Vu le rapport du conseil de discipline ;

Sur proposition du Chef de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Ordonne

Article 1

L'Adjudant BARUKINAMWO Melchiade, SC3580 de numéro matricule, est révoqué de la Force de Défense Nationale du Burundi pour cause de désertion.

Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Article 3

Le Chef de la Force de Défense Nationale du Burundi est chargé de la mise en application de la présente ordonnance qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 03/11/2021

Ir Alain Tribert MUTABAZI (sé)

ORDONNANCE N°520/1306 DU 03/11/2021 PORTANT REVOCATION D'UN SOUS- OFFICIER DE LA FORCE DE DEFENSE NATIONALE DU BURUNDI

Le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la loi organique n°1/04 du 20 février 2017 portant missions, organisation, composition, instruction, conditions de service et fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi;

Vu la loi n°1/20 du 31 décembre 2010 portant modification de la loi n°1/16 du 29 avril 2006 portant statut des sous-officiers de la Force de Défense Nationale;

Vu le décret présidentiel n°1/54 du 12 avril 1968 portant règlement de discipline applicable aux membres des Forces Armées ;

Vu le décret n°100/011 du 06 février 2018 portant mission, organisation, composition et fonctionnement de l'Etat-Major Général de la Force

de Défense Nationale du Burundi et de ses composantes ;

Vu le décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant révision du décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant structure, fonctionnement et missions du Gouvernement de la République du Burundi ;

Vu le décret n°100/111 du 30 novembre 2020 portant révision du décret n°100/158 du 05 novembre 2018 portant missions et organisation du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;

Vu le rapport du conseil de discipline ;

Sur proposition du Chef de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Ordonne

Article 1

Le Sergent Nolasque HEZAGIRA, SC5759 de numéro matricule, est révoqué de la Force de Défense Nationale du Burundi pour cause de désertion.

Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Article 3

Le Chef de la Force de Défense Nationale du Burundi est chargé de la mise en application de la

présente ordonnance qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 03/11/2021

Ir Alain Tribert MUTABAZI

ORDONNANCE N°520/1307 DU 03/11/2021 PORTANT REVOCATION D'UN SOUS- OFFICIER DE LA FORCE DE DEFENSE NATIONALE DU BURUNDI

Le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la loi organique n°1/04 du 20 février 2017 portant missions, organisation, composition, instruction, conditions de service et fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi;

Vu la loi n°1/20 du 31 décembre 2010 portant modification de la loi n°1/16 du 29 avril 2006 portant statut des sous-officiers de la Force de Défense Nationale;

Vu le décret présidentiel n°1/54 du 12 avril 1968 portant règlement de discipline applicable aux membres des Forces Armées ;

Vu le décret n°100/011 du 06 février 2018 portant mission, organisation, composition et fonctionnement de l'Etat-Major Général de la Force de Défense Nationale du Burundi et de ses composantes ;

Vu le décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant révision du décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant structure, fonctionnement et missions du

Gouvernement de la République du Burundi ;

Vu le décret n°100/111 du 30 novembre 2020 portant révision du décret n°100/158 du 05 novembre 2018 portant missions et organisation du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;

Vu le rapport du conseil de discipline ;

Sur proposition du Chef de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Ordonne

Article 1

Le Premier Sergent-Major Lucien NTAKARUTIMANA, SC4962 de numéro matricule, est révoqué de la Force de Défense Nationale du Burundi pour cause de désertion.

Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Article 3

Le Chef de la Force de Défense Nationale du Burundi est chargé de la mise en application de la présente ordonnance qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 03/11/2021

Ir Alain Tribert MUTABAZI (sé)

ORDONNANCE MINISTERIELLE CONJOINTE N°540/530/1317 DU 03/11/2021 PORTANT MODALITES PRATIQUES DE REPARTITION, DE TRANSFERT, D'UTILISATION ET DE REMBOURSEMENT DES FONDS ALLOUES AUX PROJETS DE DEVELOPPEMENT DES COMMUNES

Le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique,

Le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique,

Vu la Constitution de la République du Burundi;

Vu la loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux Finances Publiques telle que modifiée à ce jour;

Vu la loi n°1/22 du 25 juillet 2014 portant Réglementation de l'action récursoire et directe de l'Etat et des Communes contre les mandataires et leurs proposés ;

Vu la loi N°1/33 du 28 novembre 2014 portant révision de la loi N°1/02 du 25 janvier 2010 portant organisation de l'Administration communale;

Vu la loi N°1/16 du 25 mai 2015 portant modalités de transfert de compétences de l'Etat aux

Communes;

Vu la loi N°1/12 du 28 juin 2017 régissant les Coopératives au Burundi;

Vu la loi N°1/04 du 19 Février 2020 portant modification de certaines dispositions de la loi N°1/33 du 28 Février 2018 portant organisation de l'administration communale;

Vu la loi n°1/20 du 55 juin 2021 portant fixation du Budget Général de la République du Burundi pour l'exercice 2021/2022;

Vu la loi n°1/09 du 13 novembre 2020 portant Modification de la loi n°1/08 du 28 avril 2011 portant Organisation Générale de l'Administration Publique ;

Vu le décret N°100/117 du 21 avril 2021 portant modification du Décret n°100/270 du 22 novembre 2013 portant réorganisation du Fonds National d'Investissement Communal;

Vu le décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant révision du décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant Structure, Fonctionnement et Missions, du Gouvernement de la République du Burundi ;

Vu le Décret n°100/069 du 24 septembre 2020

portant Mission, Organisation et Fonctionnement du Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique ;

Vu le Décret n°100/176 du 21 juillet 2021 portant modification du Décret n°100/082 du 12 octobre 2020 portant Missions, Organisation et Fonctionnement du Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique

Ordonnent

Chapitre 1

De l'objet

Article 1

La présente ordonnance a pour objet de définir les modalités d'octroi par l'Etat d'une dotation globale de Quatre Vingt Sept Milliards Huit Cent Trente Millions de Francs Burundais (87.830.000.000 BIF) pour les projets de développement des Communes, au titre de l'exercice budgétaire 2021-2022.

Chapitre 2

De la répartition

Article 2

Cette dotation budgétaire est affectée au financement des projets de développement des communes dans les proportions suivantes :

1. Vingt-neuf milliards cent dix millions de Francs Burundais (29 110.000.000 BIF) pour les projets de développement des coopératives collinaires ;
2. Trois milliards de Francs Burundais (3 000 000 000 BIF) pour l'appui à l'exécution des jugements au niveau communal ;
3. Trois milliards de Francs Burundais (3 000 000 000 BIF) pour l'équipement des écoles en bancs pupitres ;
4. Sept cent millions de Francs Burundais (700 000 000 BIF) pour le suivi-évaluation des coopératives collinaires ;
5. Quatre cent millions de Francs Burundais (400 000 000 BIF) pour le financement des « mois témoins » au niveau de collecte des recettes communales ;
6. Neuf cent vingt-sept millions sept cent soixante un mille deux cent trente-deux de Francs Burundais (927 761 232 BIF) pour le paiement des arriérés des communes à l'INSS ;
7. Quatre milliards deux cent cinquante millions de Francs Burundais (4 250 000 000 BIF) pour la quote-part des communes à l'augmentation du capital social de la Banque d'investissement pour les Jeunes « BIJE ».
8. Quatre milliards deux cent cinquante millions de Francs Burundais (4 250 000 000 BIF) pour la quote-part des communes à l'augmentation du capital social de la Banque d'investissement et de Développement pour les Femmes« BIDEF ».
9. Vingt-six milliards trois cent quarante-neuf

millions de Francs Burundais (26 349 000 000 BIF) pour la subvention des engrais ;

10. Quinze milliards huit cent quarante-trois millions deux cent trente-huit mille sept cent soixante-huit de francs Burundais (15 843 238 768 BIF) pour les infrastructures socio-économiques des communes et/ou des projets d'intercommunalité.

Article 3

Le plafond de financement est fixé à dix millions de Francs Burundais (10 000 000 BIF) par colline afin de financer les coopératives collinaires. L'octroi de financement est conditionné au rapport d'évaluation des coopératives pour l'exercice 2020-2021.

Chapitre II

Du transfert

Article 4

Le Ministère ayant les finances dans ses attributions transfère les fonds destinés aux communes et au suivi des coopératives collinaires selon l'article 2 de la présente via l'ANACOOOP.

Article 5

- Le Ministère ayant les finances dans ses attributions transfère directement les vingt-six milliards trois cent quarante-neuf millions (26.349.000.000 BIF) sur la ligne budgétaire de la subvention d'engrais du Ministère ayant l'agriculture dans ses attributions.

- Le Ministère ayant les finances dans ses attributions transfère directement les vingt-neuf milliards cent dix millions de Francs Burundais (29.110.000.000 BIF) sur les comptes spécifiques des communes pour rétrocession aux coopératives collinaires, sur base des dossiers préparés par les communes et centralisés par le FONIC. Les copies de pièces de transfert de ces fonds sont transmises au Ministère ayant le Développement Communautaire dans ses attributions avec copie au FONIC aux fins de suivi et appui conseil dans l'exécution technique et financière des projets de développement des collines.

- Le Ministère ayant les finances dans ses attributions met à la disposition du Ministère ayant la Justice dans ses attributions trois milliards de Francs Burundais (3.000.000.000 BIF) pour l'exécution des jugements.

- Le Ministère ayant les finances dans ses attributions met à la disposition du Ministère ayant l'Education dans ses attributions trois milliards de Francs Burundais (3.000.000.000 BIF) pour l'achat des bancs pupitres.

- Le Ministère ayant les finances dans ses attributions met à la disposition du Ministère ayant l'Intérieur dans ses attributions les quatre cents millions de Francs Burundais (400.000.000 BIF) l'organisation des mois témoins.

- Le Ministère ayant les finances dans ses attributions transfère directement quatre milliards

deux cent cinquante millions de Francs Burundais (4 250 000 000 BIF) sur le compte de la banque pour jeunes « BIJE » ouvert à la BRB.

- Le Ministère ayant les finances dans ses attributions transfère directement quatre milliards deux cent cinquante millions de Francs Burundais (4 250 000 000 BIF) sur le compte de la banque pour les femmes « BIDE » ouvert à la BRB.

Chapitre III De l'utilisation

Article 6

Tout projet soumis par la coopérative collinaire ou groupement des coopératives pour financement doit être approuvé par le conseil communal.

Pour être éligible, tout projet propre à la commune doit :

- figurer dans le Plan annuel d'investissement communal « PAI » Ou être approuvé par le Conseil Communal;
- Représenter un impact sur le développement socio-économique de la communauté et/ou de la commune ;
- Les communes peuvent initier des projets d'intercommunalité y compris ceux orientés vers la production, la transformation et la conservation des produits agricoles et/ou d'élevage.

Article 7

Les fonds transférés sont destinés, à l'exclusion de tout autre usage, aux transactions relatives aux projets définis dans la convention de financement signée entre la commune et le FONIC.

Article 8

Pour bénéficier d'un financement des projets de développement collinaire, une convention qui détermine les responsabilités et les obligations des parties à l'accord est signée entre la commune et la coopérative ou groupement des coopératives.

Chapitre IV

Du remboursement des fonds octroyés aux coopératives collinaires

Article 9

La commune est le garant du crédit déjà octroyé par l'Etat pour financer les projets de développement de ses collines. Elle a en charge le recouvrement.

Article 8

Le délai et les modalités de remboursement sont convenus entre la commune et la coopérative à travers la convention de financement, sans toutefois dépasser deux (02) ans.

Article 10

Les fonds remboursés par les coopératives bénéficiaires sont virés par les communes respectives sur un compte qui leur est indiqué par le Ministre ayant les Finances dans ses attributions.

Article 11

A partir de deuxième exercice budgétaire suivant l'exercice budgétaire ayant octroyé les prêts aux

coopératives collinaires, les montants non recouverts par la commune seront retenus dans l'allocation de l'exercice budgétaire suivant sur le montant à transférer à la commune garante.

Chapitre V Du suivi-évaluation

Article 12

En plus de l'appui-conseil et du renforcement de capacités des acteurs impliqués dans le développement communautaire, le FONIC, en tant que mandataire du gouvernement, est chargé du suivi technique et financier des projets communaux et collinaires sur financement de l'Etat.

Article 13

Des rapports semestriels et annuels, faisant état du niveau global de mise en œuvre technique et financière des projets communaux et collinaires, sont produits par le FONIC et transmis à la hiérarchie avec copie au Ministère ayant les finances dans ses attributions.

Chapitre VI

Du rôle de chaque partie prenante

Article 14

Le Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique via le FONIC a le rôle de coordination, de transfert de fonds, d'appui -conseil, de renforcement de capacités et de suivi-évaluation de tous les aspects techniques et financiers.

Article 15

Le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique a le rôle de disponibiliser le budget et le transférer au FONIC conformément au circuit habituel de décaissement des fonds publics pour rétrocession aux communes au moment opportun.

Article 16

La Commune a l'obligation d'exécuter ses projets conformément à la convention avec le FONIC et le rôle de recouvrer des fonds octroyés aux projets des coopératives sous forme de prêt remboursables sans intérêts.

Article 17

La coopérative ayant bénéficié le crédit de l'Etat a l'obligation de réaliser le projet financé et de rembourser le prêt dans les délais convenus avec la commune.

Chapitre VII

Des dispositions transitoires et finales

Article 18

Toute disposition antérieure contraire à la présente ordonnance est abrogée.

Article 19

La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 03/11/2021

Le Ministre de l'Intérieur, du Développement

Communautaire et de la Sécurité Publique,
Dr Domitien NDIHOKUBWAYO (sé)
Le Ministre des Finances, du Budget et de la

Planification Economique,
Gervais NDIRAKOBUCA (sé)
Commissaire de Police Chef

**ORDONNANCE MINISTERIELLE N°530/1318
DU 04/11/2021 PORTANT PORTANT
REVOCATION D'UN BRIGADIER DE LA
POLICE NATIONALE DU
BURUNDI**

Le Ministre de l'Intérieur, du Développement
Communautaire et de la Sécurité Publique
Vu la Constitution de la République du Burundi ;
Vu la loi organique n°1/03 du 20 février 2017 portant
missions, organisation, composition et
fonctionnement de la Police nationale du Burundi ;
Vu la loi n°1/17 du 31 décembre 2010 portant statut
des brigadiers de la Police nationale du Burundi;
Vu le décret n°100/176 du 21 juillet 2021 portant
modification du décret n°100/082 du 12 octobre
2020 portant missions, organisation et
fonctionnement du Ministre de l'intérieur, du
développement communautaire et de la sécurité
publique;
Vu l'ordonnance n°215.01/884/CAB/2008 du
27/08/2008 portant règlement d'ordre intérieur de la

Police nationale du Burundi ;
Vu le dossier administratif de l'intéressé ;
Sur proposition de l'Inspecteur général de la Police
nationale du Burundi ;

Ordonne

Article 1

Est révoqué de ses fonctions au sein de la Police
nationale du Burundi le Brigadier de Police BPC2
NDIMUBANDI Elysée, BPN 2468 de la matricule.

Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires à la
présente ordonnance sont abrogées.

Article 3

L'inspecteur général de la Police nationale du
Burundi est chargé de l'exécution de la présente
ordonnance qui entre en vigueur le jour de sa
signature.

Fait à Bujumbura, le 04/11/2021

Gervais NDIRAKOBUCA (sé)

Commissaire de Police Chef

**ORDONNANCE MINISTERIELLE
N°540/1319/2021 DU 05/11/2021 PORTANT
PROLONGATION DU DELAIS DE
PAIEMENT DE LA REDEVANCE
ANNUELLE ROUTIERE FORFAIT AIRE**

Le Ministre des Finances, du Budget et de la
Planification Economique;
Vu la Constitution de la République du Burundi ;
Vu la loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux
Finances Publiques telle que modifiée à ce jour;
Vu la loi n°1/11 du 14 juillet 2009 portant création,
organisation et fonctionnement de l'Office
Burundais des Recettes ;
Vu la loi n° 1/02 du 03 mars 2016 portant réforme
de la Fiscalité Communale au Burundi ;
Vu la loi n°1/20 du 25 novembre 2020 relative aux
procédures fiscales et non fiscales;
Vu la loi n°1/20 du 25 juin 2021 portant fixation du
Budget Général de la République du Burundi pour
l'exercice 2021/2022 ;
Revu l'Ordonnance Ministérielle n°540/1 001 du 02

septembre 2021 portant mise en application de
l'article 65 de la loi n°1/20 du 25 juin 2021 portant
fixation du Budget Général de la République du
Burundi pour l'exercice 2021/2022 ;

Ordonne

Article 1

En application des dispositions de l'article 65 de la
loi n°1/20 du 25 juin 2021 portant fixation du Budget
Général de la République du Burundi pour l'exercice
2021/2022, la date limite de paiement de la
redevance annuelle routière forfaitaire est fixée au
30 novembre 2021.

Article 2

Toutes les dispositions antérieures contraires à la
présente Ordonnance sont abrogées.

Fait à Bujumbura, le 05/11/2021

Le Ministre des Finances, du Budget et de la

Planification Economique;

Dr. Domitien NDIHOKUBWAYO (sé)

B. SOCIETES COMMERCIALES

**NOM DE L'ETABLISSEMENT DE CREDIT: BANCOBU
RATIOS DE SOLVABILITE ET DE LEVIER
PERIODE: SEPTEMBRE 2021**

Elément	Pourcentage	Normes réglementaires minimales	Excédent
Ration de solvabilité de base du noyau dur	21,9%	11%	10,9%
Ration de solvabilité de base	21,9%	12,5%	9,4%
Ration de solvabilité Global	23,5%	14,5%	9,0%
Ration de Levier	11,8%	5%	6,8%

SYLVERE BANKIMBAGA (sé)
Administrateur Directeur Général Adjoint

TRINITAS GIRUKWISHAKA (sé)
Administrateur Directeur Général

**NOM DE L'ETABLISSEMENT DE CREDIT: INTERBANK BURUNDI S.A.
DOCUMENT: RATIOS DE SOLVABILITE ET DE LEVIER
PERIODE : 30 Septembre 2021**

Eléments	Pourcentage	Normes réglementaires minimal
Ratio de solvabilité de base du noyau dur	16,89%	11,00%
Ratio de solvabilité de base	21,56%	12,50%
Ratio de solvabilité global	22,99%	14,50%
Ratio de levier	11,76%	5,00%

Eric JONCKHEERE (sé) :
Administrateur Directeur Général
Aude TOYI (sé)
Directeur Général Adjoint

ACTE DE DEPOT AU RANG DES MINUTES

L'an deux mille vingt et un, le deuxième jour du mois de novembre, devant Nous, Maître NTIBANGANA Jocelyne, Notaire à Bujumbura, 31, Boulevard de l'Uprona, ont comparu :

Monsieur Eric JONCKHEERE, Administrateur Directeur Général et Madame Aude TOYI, Directeur Général Adjoint

En présence de Messieurs NDUWIMANA Révérien et NIMPAGARITSE Didace; Témoins instrumentaires à ce requis et réunissant les conditions exigées par la loi ; Lesquels comparants

Nous ont requis de recevoir au rang des minutes de Notre Office Notarial, pour qu'il en soit délivré tous extraits, grosses et expéditions l'original d'un acte sous seing privé portant la date du trente septembre deux mille vingt et un comportant neuf feuillets dont la teneur peut être ainsi résumée :

**« LES ETATS FINANCIERS DE
L'INTERBANK BURUNDI/PERIODE :
30 SEPTEMBRE 2021 »**

Lecture dudit acte faite par Nous, les comparants Nous ont déclaré qu'il renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, Nous avons apposé Notre sceau et Notre signature, ainsi que les références du présent acte de dépôt, sur chacun des feuillets de l'acte déposé, puis avons annexé ce dernier au présent acte

qui a été signé par Nous, par les comparants et par les témoins et revêtu du sceau de Notre Office.

Dont acte sur deux feuillets.

LES COMPARANTS

Monsieur Eric JONCKHEERE (sé)

Administrateur- Directeur General

Et

Madame Aude TOYI (sé)

Directeur Général Adjoint

LES TEMOINS

Mr NDUWIMANA Révérien (sé)

Mr NIMPAGARITSE Didace (sé)

Enregistré par Nous, Maître NTIBANGANA Jocelyne, Notaire à Bujumbura aux jour, mois et an que dessus, sous le numéro M/8784/2021 du Volume trente quatre de Notre Office.

Etat des frais : Original : 7.000

Expédition 3.000 x 12 : 36.000

43.000.

C. DIVERS

**ARRET RCCB 405 RENDU PAR LA COUR
CONSTITUTIONNELLE DU BURUNDI
SIEGEANT EN MATIERE DE CONTROLE
DE CONSTITUTIONNALITE**

Vu la lettre référencée SNB/CP/359/2021 du 04 octobre 2021 par laquelle le Président du Sénat, Très Honorable Emmanuel SINZOHAGERA a saisi la Cour Constitutionnelle pour contrôle de constitutionnalité du Règlement intérieur révisé du Sénat tel qu'adopté en séance plénière en date du 24 août 2021;

Vu l'enregistrement de la requête au greffe de la Cour en date du 5 octobre 2021 et son enrôlement le même jour, sous le RCCB 405.

Vu le rapport d'un membre de la Cour sur l'appréciation de la requête susmentionnée ;

Vu l'examen de la requête au cours du délibéré du 29 octobre 2021, après quoi la Cour a statué ainsi qu'il suit:

I. Sur la régularité de la saisine

Considérant que la requête sous examen a été introduite par le Président du Sénat conformément aux prescriptions de l'article 236 alinéa 1 de la Constitution de la République du Burundi et de l'article 24 alinéa 1 de la loi Organique n° 1/20 du 3 août 2019 portant Organisation et Fonctionnement de la Cour Constitutionnelle ainsi que la procédure applicable devant elle : « La Cour Constitutionnelle est saisie par le Président de la République, le Président de l'Assemblée Nationale, le Président du Sénat, par un quart des membres de l'Assemblée Nationale ou un quart des membres du Sénat, ou par l'Ombudsman »;

Considérant qu'en l'espèce, la Cour est saisie par le Président du Sénat par sa lettre référencée SNB/CP/359/2021 du 4 octobre 2021, enregistrée et enrôlée en date du 5 octobre 2021 par le Greffe, sous le numéro RCCB 405 ;

Considérant qu'au regard des dispositions pertinentes de la Constitution de la République du Burundi et de la loi organique régissant la Cour de céans, le Président du Sénat est habilité à saisir la Cour ;

Considérant que les formalités prescrites respectivement à l'article 27 de la loi organique régissant la Cour Constitutionnelle qui dispose que l'autorité qui soumet à la Cour Constitutionnelle une loi ou un acte réglementaire en avise immédiatement les autres autorités ayant qualité à saisir la Cour Constitutionnelle et aux articles 42 et 45 du Règlement intérieur de la Cour Constitutionnelle en rapport avec sa saisine qui disposent que la Cour est saisie par une requête écrite adressée au Président de la Cour et que la

requête doit être motivée, ont été toutes observées ;

Considérant que la demande introduite par le Président du Sénat aux fins de contrôle de constitutionnalité du Règlement intérieur du Sénat a été diligentée en la forme conformément à la loi ;

Considérant que de tout ce qui précède, conséquent régulière ;

II. Sur la compétence de la Cour

Considérant que la Cour est saisie pour contrôle de constitutionnalité du Règlement intérieur révisé du Sénat tel qu'adopté en séance plénière en date du 24 août 2021 ;

Considérant que la Cour est compétente pour analyser la constitutionnalité du Règlement intérieur du Sénat en vertu de l'article 234 alinéa 2 de la Constitution de la République du Burundi qui prescrit que : « les lois organiques ayant leur promulgation, les règlements intérieurs de l'Assemblée Nationale et du Sénat avant leur mise en application, sont soumis obligatoirement au contrôle de constitutionnalité » ;

Considérant que l'article 25 alinéa 3 de la Loi Organique n° 1/20 du 3 août 2019 portant Organisation et Fonctionnement de la Cour Constitutionnelle ainsi que la procédure applicable devant elle dispose : « Le Règlement intérieur et les modifications du Règlement intérieur de l'Assemblée Nationale et du Sénat sont transmis à la Cour respectivement par le Président de l'Assemblée Nationale et par le Président du Sénat pour le contrôle de constitutionnalité. » ;

Considérant qu'aux termes de l'article 142 du Règlement intérieur du Sénat du 25 août 2020 « Le présent Règlement peut être modifié en début de session ou au cours de chacune des sessions ordinaires à l'initiative soit du Bureau, soit d'un quart des sénateurs au moins. Les modifications introduites et adoptées à la majorité des deux tiers des Sénateurs présents, ne sont applicables qu'après vérification de leur conformité à la Constitution par la Cour Constitutionnelle. » ;

Considérant qu'en l'espèce, la Cour est saisie d'une requête aux fins de contrôle de constitutionnalité, en d'autres termes, aux fins de vérification de la conformité à la Constitution de la République du Burundi, du Règlement intérieur du Sénat tel qu'adopté en séance plénière en date du 24 août 2021, modifiant le Règlement intérieur du 25/08/2020 de la même Institution;

Considérant que de tout ce qui précède, la Cour est par conséquent compétente pour statuer sur la présente requête ;

III. Sur la recevabilité

Considérant que le Président du Sénat, conformément à l'article 236 alinéa 1 de la Constitution, a saisi la Cour de Céans à des fins de contrôle de constitutionnalité du Règlement intérieur révisé du Sénat tel qu'adopté en séance plénière en date du 24 août 2021 ;

Considérant que l'objet de la requête, en l'occurrence le contrôle de constitutionnalité du Règlement intérieur du Sénat, c'est à dire la vérification de sa conformité à la Constitution de la République du Burundi avant sa mise en application, est légal car, prévu aux articles 234 alinéa 2 de la Constitution et 25 alinéa 3 de la loi Organique n°1/20 du 3 août 2019 portant Organisation et Fonctionnement de la Cour Constitutionnelle ainsi que la procédure applicable devant elle et 142 du Règlement intérieur du Sénat du 25 août 2020 ;

Considérant qu'au regard de ces dispositions, la requête est recevable pour être analysée quant au fond ;

IV Sur le contrôle de conformité à la Constitution de la République du Burundi du Règlement intérieur révisé du Sénat tel qu'adopté en séance plénière en date du 24 août 2021

Considérant qu'après analyse et vérification de toutes les dispositions du Règlement intérieur lui soumis, la Cour trouve celui-ci conforme à la Constitution de la République du Burundi;

PAR TOUS CES MOTIFS

La Cour Constitutionnelle;

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la loi Organique n°1/20 du 3 août 2019 portant Organisation et Fonctionnement de la Cour Constitutionnelle ainsi que la procédure applicable

devant elle ;

Vu le Règlement intérieur du Sénat du 25/08/2020 ;

Vu le Règlement intérieur du 31 août 2020 de la Cour Constitutionnelle ;

Statuant sur requête du Président du Sénat ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

1°. Déclare la saisine régulière ;

2°. Se déclare compétente pour statuer sur cette requête ;

3°. Dit pour droit que la requête est recevable ;

4°. Dit pour droit que le Règlement intérieur révisé du Sénat tel qu'adopté en séance plénière du 24 août 2021, est conforme à la Constitution de la République du Burundi ;

5°. Ordonne que le présent arrêt soit notifié au requérant et publié au Bulletin Officiel du Burundi.

Ainsi arrêté et prononcé à Bujumbura en audience publique du 29 octobre 2021 où siégeaient:

Valentin BAGORIKUNDA: Président,

Emmanuel NTAHOMVUKIYE : Vice-président, Liboire NKURUNZIZA, Jeanne HABONIMANA, Salvator NTIBAZONKIZA, Bède

MBAYAHAGA et Jean Pierre AMANI: Membres ; assistés de Irène NIZIGAMA : Greffier.

Président:

Valentin BAGORIKUNDA (sé)

Vice-Président :

Emmanuel NTAHOMVUKIYE (sé)

Membres:

Jeanne HABONIMANA (sé)

Salvator NTIBAZONKIZA (sé)

Bède MBAYAHAGA (sé)

Liboire NKURUNZIZA (sé)

Jean Pierre AMANI (sé)

Greffier

**SIGNIFICATION DU JUGEMENT A
DOMICILE INCONNU**

RPO514;RMP 16016/N.L

L'an deux mille vingt et un, le 21^{ème} jour du mois de janvier, à la requête de l'officier du Ministère public près le Tribunal de Résidence Mubimbi,

Je soussigné NTAHOMVUKIYE Célestin, huissier assermenté près le Tribunal de Résidence Mubimbi y résidant, ai signifié à Nshimirimana, Jean sans résidence ni domicile connu, la copie de l'exécution en forme exécutoire d'un jugement RPO514 (RMP16016/N.L) rendu

contradictoirement par le Tribunal de Résidence Mubimbi en date du 04/12/2020 entre les parties l'officier du Ministère public contre NSHIMIRIMANA Jean dont le dispositif est conçu comme suit ;

Disposition (Ishinze ko)

I. KUBIJANYE N'ICAH

1. Yakiriye umburano nkuko yazishikirijwe n'umushikirizamanza kandi ivuze ko zishemeye mu bice vyazo vyose.

2. Nshimirimana Jean aragiriye icaha co kugonga abantu n'imodoka yatwara akabakomeretsa bikomeye bagaca bitaba imana ariko atashaka kubica none ahanishijwe gutanga ihadabu rya 300.000F.

II. KUBIJANYE N'INDISHI

1. Yakiriye imburano nk'uko yazishikirijwe n'uwaserukiye abasaba indishi ariwe Me MPITARUSUMA Jean Claude none ivuze ko zishemeye mu bice vyazo bimwe bimwe

2. Ihaye indishi Mpawenimana Salvator ingana na préjudice économique ku mupfasoni wiwe

1 965 722,4F ; kubana yasize uko ari batanu (5)
 3 140 634 836f na préjudice moral yose hamwe ingana na 3 036 475f yose hamwe aca aronka 8 530 732 236f
 3. Ihaye kandi NSHIMIRIMANA Gloriose indishi y'imiriyoni icenda n'ibihumbi amajana umunani n'ibihumbi mirongo irindwi na bibiri na mirongo itanu na bitanu (9 872 .055) F
 4.ihaye kandi NTAWUHEZA Sylvane indishi, ingana na miliyoni zitatu n'ibihumbi amajana atanu n'cenda n'amajana umunani na mirongo icenda (3.509.890) bese hamwe baronswe indishi ingana na 21.912.677,23F
 5. assurance SOCAR itegezwe guha umwe umwe

wese muri abo basaba indishi ya 6%yayo umwe umwe urubanza rwashingiweko gushika rucike
 6. assurance SOCAR itanga kandi 4% ya 21 912 677,23 aje mu kugega ca leta.

7. Amagarama y'urubanza uko ari atangwa na assurance SOCAR

Attendu que l'intéressée n'a ni résidence ni domicile connu dans ou hors de la République du Burundi, j'ai huissier soussigné, affiché l'extrait du présent exploit à la porte principale de l'auditoire de Tribunal de Résidence Mubimbi et l'ai fait publier dans le journal BOB.

Dont acte

DECISION N°553/227/26/2019 DU 19/8/2019 PORTANT AUTORISATION DE CHANGEMENT DE NOM

Le Directeur des affaires juridiques et du contentieux,

Vu le décret-loi n°1/024 du 28/04/1993 portant réforme du code des personnes et de la famille, spécialement en son article 17 ;

Vu la loi n°1/013 du 18/07/2000 portant réforme du code de la nationalité ;

Vu le décret n°100/94 du 28 juin 1979 portant réglementation de changement de nom ;

Vu l'ordonnance ministérielle n°530/060 du 27 mars 1978 instituant la carte nationale d'identité, spécialement en ses articles 2 à 5

Vu l'ordonnance ministérielle n°550/264 du 27 novembre 1984 portant délégation de pouvoirs au Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux en matière de changement de nom ;

Vu la demande en changement de nom introduite par les parents de Marie Megane ;

Décide

Article 1

La nommée Marie Mégane, fille de SINIZANYE Sébastien et de NDUWIMANA Ancille, née à Bwiza, Commune Mukaza, Province Bujumbura Mairie le 06/05/2004 de nationalité Burundaise, est autorisée de changer le nom figurant sur son extrait d'acte de naissance acte n°201, volume 69 (Bureau d'Etat-Civil Zone Bwiza) pour porter le nom et prénom de MUTONI Marie Mégane figurant sur ses documents scolaires.

Article 2

Ce changement de nom sera publié aux frais de l'intéressée au Bulletin Officiel du Burundi et peut être révoqué à tout moment s'il était constaté que la demande de changement de nom de MUTONI Marie Mégane a été poussée par d'autres motifs non révélés, l'intéressée s'exposant à l'application des peines prévues par la loi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 19/08/2019

Le Directeur des Affaires juridiques et du contentieux

ASSIGNATION A DOMICILE INCONNU RC 611.

L'an deux mille Vingt-Un, le 2^{ème} jour du mois d'Octobre.

A la requête de NTAKIRUTIMANA Evariste résidant à BUNYARUKIRA-GASHOHO.

Je soussigné NZEYIMANA M. Rose huissier assermenté près le Tribunal de Grande Instance de MUYINGA y résidant;

Ai donné assignation à domicile inconnu à BUKEBUKE Daniel, ayant résidé à MUSAMA I-GASHOHO de Nationalité Burundaise.

A Comparaitre devant le Tribunal de Grande Instance de MUYINGA, siégeant en matière civile en date du 02/ 12/2021 à heure du matin au local ordinaire de ses audiences publiques à MUYINGA.

Motif de la demande : D.I. 1.700.000 F

Attendu que l'assigné n'en ignore, attendu qu'il n'a ni domicile, ni résidence connue dans ou hors de la République du BURUNDI, j'ai affiché une copie du

présent exploité à la porte principale de l'auditoire du Tribunal de Grande Instance de MUYINGA et en ai fait parvenir un extrait à Monsieur le Directeur du Centre d'Etudes et de Documentations

Juridiques (CEDJ) à BUJUMBURA pour insertion au Bulletin Officiel du BURUNDI.

Dont acte

SIGNIFICATION CIVILE DU JUGEMENT A DOMICILE INCONNU RC 605/2021

L'an deux mille vingt et un, le 25^{ème} jour du mois d'octobre,

A la requête de NDIHOKUBWAYO Estella résidant à Sororezo

Je soussigné NKURUNZIZA Désiré huissier assermenté près le Tribunal de Résidence Ruyaga résidant à Ruyaga

Ai signifié NYANDWI Israël le jugement RC605/2021 en cause NDIHOKUBWAYO Estella contre NYANDWI Israël rendu contradictoirement (par défaut) par le Tribunal de Résidence Ruyaga en matière civile, le 07/10/2021 dont le Disposition est ainsi libellé.

Dispositif :

1.Imburano za NDIHOKUBWAYO Estella zirashemeye.

2. Irahukanishije imbere ya amategeko

NDIHOKUBWAYO Estella na Nyandwi Israël ku makosa y'umugabo

3.Abana bagumabarezwe na nyina NDIHOKUBWAYO Estella abarereshe amatongo n'inzu, NYANDWI Israël yatoranye kwa se KAMBAYEKO

4. Amagarama atangwa na Nyandwi Israël

Et pour que la signifié n'en ignore, étant donné qu'il n'a pas ni domicile, ni résidence connu, dans hors de la république du Burundi, j'ai affiché une copie de président exploité à la porte principale de l'auditoire du Tribunal de Résidence Ruyaga et en fait parvenir une copie de l'extrait au Directeur du Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques aux fins d'insertion au prochain numéro du Bulletin Officiel du Burundi.

Dont acte

L'huissier (sé)

SIGNIFICATION DE JUGEMENT A DOMICILE INCONNU RC 1421

L'an deux mille vingt et un, le 2^{ème} jour du mois de Novembre.

A la requête de NDIKUMANA Jean fils de NTAHOMVUKIYE et MBABARE Eularie

Je soussigné. NIZIGIYIMANA Magnifique. Huissier assermenté près le Tribunal de Grande Instance de Ngozi ai signifié à domicile inconnu le nommé BAPFUTWABO Désiré Parfait ayant résidé à GABIRO, Commune et Province NGOZI, copie de l'expédition en forme exécutoire d'un jugement rendu en date du 04/10/2021 par le Tribunal de Grande Instance de NGOZI.

Ishinze ko:

1. Ikomoreye NDIKUMANA Jean i parcelle yiwe n'ibirimwo vyubatswe vyose

2. Itegetse BAPFUTWABO Désiré Parfait

guha NDIKUMANA Jean amafaranga angana n'umuliyoni n'ihumhi amajana icenda (1.900.000f) ahuye n'amezi mirongo itatu n'umunani (38mois) amuharaniye k'ubukote bwa parcelle:

3. Ihebuje NDIKUMANA Jean ku zindi ndishi asaba BAPFUTWABO Désiré Parfait

4. Igarama ry'urubanza ritangwa na BAPFUTWABO Désiré Parfait.

Et pour que le signifié n'en ignore, attendu qu'elle n'a ni domicile ni résidence connu dans ou hors de la République du Burundi, j'ai huissier susmentionné affiché une copie du présent exploit à la porte principale de l'auditoire du Tribunal et envoyé une autre copie au journal officiel du Burundi pour insertion.

Dont Acte

L'huissier

ASSIGNATION A DOMICILE INCONNU RCF 1937/2021

L'an deux mille vingt et un, le 3^{ème} jour du mois de novembre

A la requête de NDAMUTUYIMANA Christella

Je soussignée NIYONGABO Thérèse l'huissier assermenté près le Tribunal de Résidence Kinama.

Ai assigné à domicile inconnu MAJAMBERE Irené fille, fils deet de, né (e) en,originaire de la Colline, Commune....., Province comparaître le 6/12/2021 à 9 heures du matin au Tribunal de Résidence Kinama, au local ordinaire de ses audiences

Pour : Annulation du mariage.

Et pour que l'assigné n'en ignore, attendu qu'il n'a ni domicile ni résidence connu dans ou hors de la République du Burundi. J'ai affiché une copie du présent exploit à la porte principale de l'auditoire

du Tribunal de résidence Kinama et envoyé une copie au journal BOB pour insertion.

Dont acte,
L'Huissier(sé)

**ASSIGNATION A DOMICILE INCONNU,
RCF 998/2021**

L'an deux mille vingt et un, le 4^{ème} jour du mois de novembre

A la requête de NDAYISHIMIYE Delphine résidant à Busoro, je soussigné NIYONZIMA Jacqueline

huissier assermenté près le Tribunal de Résidence Kanyosha séant à Kanyosha ; ai donné assignation à domicile inconnu à NSENGIYUMVA Modeste ayant résidé à Kanyosha de nationalité burundaise à comparaître devant le Tribunal de Résidence Kanyosha séant à Kanyosha en matière civile et

commerciale en date du 6/12/2021 à 9 heures du matin au local ordinaire de ses audiences publiques sise à Kanyosha.

Objet de la demande : Divorce

Pour que l'assigné n'en ignore, attendu qu'il n'a ni domicile, ni résidence connu dans ou hors la République du Burundi, j'ai affiché une copie du présent exploit à la porte principale de l'auditoire du Tribunal de Résidence Kanyosha et en ai fait parvenir un extrait à Monsieur le Directeur du C.E.D.J à Bujumbura pour insertion au B.O.B.

Dont acte
L'huissier (sé)

**ASSIGNATION A DOMICILE INCONNU
RCA 1541**

L'an deux mille vingt et un, le 03^{ème} jour du mois de novembre

A la requête de BIMWANA Yalala residant à Kamenge

Je soussigné BAPFEKURERA Magumu, huissier assermenté près le Tribunal de Grande Instance de NTAHANGWA y siégeant ;

Ai donné assignation à domicile inconnu à TOSHA Musongela Marthe ayant résidé à Kamenge de nationalité Congolaise

A comparaître devant le Tribunal de Grande Instance NTAHANGWA, siégeant en matière civile en date du 18/01/2022 àheures du matin

au local ordinaire de ses audiences publiques à NTAHANGWA

Motif de la demande : Appel du Jugement RCF 332/92 du Tribunal du Résidence Ngagara

Pour que l'assigné n'en ignore, attendu qu'il n'a ni domicile, ni résidence connu dans ou hors de la République du BURUNDI, j'ai affiché une copie du présent exploit à la porte principale de l'auditoire du Tribunal de Grande Instance de NTAHANGWA et en ai fait parvenir un extrait à Monsieur le Directeur du Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques (CEDJ) à BUJUMBURA pour insertion au Bulletin Officiel du BURUNDI (BOB).

Dont acte
L'huissier (sé)

**DECISION N°553/498/26/2021 DU 05/11/2021
PORTANT AUTORISATION DE
CHANGEMENT DE NOM**

Le Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux,

Vu le décret-loi n°1/024 du 28/04/1993 portant réforme du code des personnes et de la famille, spécialement en son article 17 ;

Vu la loi n°1/013 du 18/07/2000 portant réforme du code de la nationalité ;

Vu le décret n°100/94 du 28 juin 1979 portant réglementation de changement de nom ;

Vu l'ordonnance ministérielle n°530/060 du 27 mars 1978 instituant la carte nationale d'identité, spécialement en ses articles 2 à 5 ;

Vu l'ordonnance ministérielle n°550/264 du 27 novembre 1984 portant délégation de pouvoirs au Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux en matière de changement de nom ;

Vu la demande en changement de nom introduite par NAHARA Déogratias,

Décide

Article 1

Le nommé NAHARA Déogratias, fils de WAKANA Pascal et de BAKUZAKO Marie, né à Kamenge, Commune Ntahangwa, Province Bujumbura Mairie en 1960 de nationalité Burundaise, est autorisé de supprimer le prénom de Déogratias et d'ajouter le nom de TOUTANKHAMON MBALUMU sur son nom

figurant sur son attestation de naissance n°7080/2021 (Bureau d'Etat-Civil Zone Kamenge) pour porter le nom et prénom de NAHARA TOUTANKHAMON MBALUMU qui figureront sur ses documents administratifs.

Article 2

Ce changement de nom sera publié aux frais de l'intéressé au Bulletin Officiel du Burundi.

Il n'aura son entier plein effet qu'après un délai de six mois compté à partir du jour de cette publication et si aucune opposition aux fins de révocation de la

présente autorisation de changement de nom n'aura été faite.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 05/11/2021

Le Directeur des Affaires Juridiques et du contentieux

Maître VYIZIGIRO Diomède (sé)

UKUMENYESHA URUBANZA UMUBURANYI ATAGIRA AHO ARONDERERWA RCF 9684

Umwaka w'ibihumbi bibiri na mirongo ibiri na rimwe, umusi ugira 08 w'ukwezi kwa 11

Bisabwe na NIYONZIMA Leonidas aba kumutumba wa RUSUGUTI, commune NGOZI, INTARA YA NGOZI,

Jewe BARINDEVYA Venantie, umumenyesha manza wa Sentare y'intango ya Ngozi, menyesheje NIBIGIRA Aliane aba (ahatazwi) Komine..... intara ya iyimuriro ry'urubanza RCF 9684 rwaciwe na Sentare y'intango ya Ngozi kuwa 12/10/2021.

Ishinze ko:

1.Yahukanishije NIYONZIMA Léonidas na

NIBIGIRA Aliane ku makosa ya NIBIGIRA Aliane

2.Iyo ngingo yandikwe mubitabu vya komine iruhande yiyatumye bubakana

3.igarama ritangwa na nibigira aliane.

Uko niko ruciwe kandi rusomwe i Ngozi, mu ntahe y'icese yo kuwa 12/10/2021

Kandi kugira uwubimenyeshejwe ntavyirengagize, kubera atagira urugo canke aho aba hazwi mu Burundi canke mu Kindi gihugu, naciye manika k'urugi rw'ubwinjiriro bw'aho Sentare y'intango ya Ngozi isasira iyimuriro ry'uwo mutahe hanyuma irindi ndarirungikira umukuru w'igisata CEDJ kugira ayitangaze mukinyamakuru ca Leta mu numero izokurikira. Uko niko vyagenze.

Umumenyeshamanza (sé)

SIGNIFICATION DE JUGEMENT A DOMICILE INCONNU RCF 872/2021

L'an deux mille vingt et un, le 08^{ème} jour du mois de novembre

A la requête de KIBWA Sheilla résidant à Kanyosha ;

Je soussigné MISAGO Euphémie huissier près le Tribunal de Résidence Kanyosha ;

Ai signifié à NTAMAZE David domicilié à l'inconnu copie de l'expédition d'un jugement rendu le 29/10/2021 par le Tribunal de Résidence Kanyosha.

Le dispositif est ainsi libellé :

1. Yakiriye imburano nkuko yazishikirijwe na KIBWA Sheilla ivuze ko zishemeye mu bice vyose.
2. Irahukanishije KIBWA Sheilla na NTAMAZE David kumakosa y'umugabo. Iyi ngingo yandikwe mu bitabo ndangamuntu vy'ababiranye hambavu

y'amazina yabo.

3. Abana KIBWA Sheilla na NTAMAZE David bavyaranye barerwe na nyina nk'uko vyari bisanzwe. Se nawe niyo yagaruka atange ibirezo vy'abo bana nk'uko urubanza RCF 491/2018 rwari rwarabimutegetse

4. Amagarama atangwa na NTAMAZE David 22400f.

Uko niko ruciwe kandi rusomwe mu ntahe y'icese yo kuwa 29/10/2021.

Et pour que le signifié n'en ignore, attendu qu'il n'a ni résidence, ni domicile connu, dans ou hors de la République du Burundi, j'ai affiché une copie du présent exploit à la porte principale de l'auditoire du Tribunal de Résidence Kanyosha et en fait parvenir une copie de l'extrait au Directeur du CEDJ aux fins d'insertion au BOB.

Dont acte

L'huissier (sé)

ASSIGNATION A DOMICILE INCONNU.**RCF 994/2021**

L'an deux mille vingt et un, le 9^{ème} Jour du mois de novembre

A la requête de Kaneza Vestine résidant à Kajiji, je soussigné Misago Euphémie huissier assermenté près le Tribunal de Résidence Kanyosha séant à Kanyosha ; ai donné assignation à domicile inconnu à NCUTINAMAGARA Jean Baptiste ayant résidé à Kanyosha de nationalité burundaise à comparaître devant le Tribunal de Résidence Kanyosha siéant à Kanyosha en matière civile et commerciale en date du 13/12/2021 à 9 heures du

matin au local ordinaire de ses audiences publiques sise à Kanyosha.

Objet de la demande : Kwahukana, aho nderera abana n'ibirezo

Pour que l'assigné n'en ignore, attendu qu'il n'a ni domicile, ni résidence connue dans ou hors la République du Burundi, j'ai affiché une copie du présent exploit à la porte principale de l'auditoire du Tribunal de Résidence Kanyosha et en ai fait parvenir un extrait à Monsieur le Directeur du C.E.D.J à Bujumbura pour insertion au B.O.B.

Dont acte

L'huissier (sé)

**DECISION N°553/508/26/2021 DU 09/11/2021
PORTANT AUTORISATION DE
CHANGEMENT DE NOM**

Le Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux,

Vu le décret-loi n°1/024 du 28/04/1993 portant réforme du code des personnes et de la famille, spécialement en son article 17

Vu la loi n°1/013 du 18/07/2000 portant réforme du code de la nationalité;

Vu le décret n°100/94 du 28 juin 1979 portant réglementation de changement de nom;

Vu l'ordonnance ministérielle n°530/060 du 27 mars 1978 instituant la carte nationale d'identité, spécialement en ses articles 2 à 5 ;

Vu l'ordonnance ministérielle n°550/264 du 27 novembre 1984 portant délégation de pouvoirs au Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux en matière de changement de nom;

Vu la demande en changement de nom introduite par MURENGERANTWARI Anabelle;

Décide

Article 1

La nommée MURENGERANTWARI Anabelle, fille de MURENGERANTWARI Côme et de

KARUHIZA Margueritte, née à Ngagara, Commune Ntahangwa, Province Bujumbura Mairie le 29/09/1980 de nationalité Burundaise, est autorisée de changer le nom de MURENGERANTWARI figurant sur son extrait d'acte de naissance acte n°120, volume 09/1980 (Bureau d'Etat-Civil Zone Ngagara) pour porter le nom de son mari ROYER pour être appelée ROYER Anabelle qui figurera sur ses documents administratifs.

Article 2

Ce changement de nom sera publié aux frais de l'intéressée au Bulletin Officiel du Burundi et peut être révoqué à tout moment s'il était constaté que la demande de changement de nom de ROYER Anabelle a été poussée par d'autres motifs non révélés, l'intéressée s'exposant à l'application des peines prévues par la loi

Article 3

La présente décision entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 09/11/2021

Le Directeur des Affaires Juridiques et du contentieux

Maître VYIZIGIRO Diomède (sé)

**SIGNIFICATION DE JUGEMENT A
DOMICILE INCONNU RCF 584/2019**

L'an deux mille Vingt et un, le 10^{ème} jour du mois de Novembre

A la requête de NTAONAYIGIZE Espérance résidant à Kanyosha

Je soussigné Niyimpagaritse Rénée huissier près le Tribunal de Résidence Kanyosha

Ai signifié à Nduwimana Philippe domicilié à l'inconnu copie de l'expédition d'un jugement rendu le 30/12/2019 par le Tribunal de résidence Kanyosha. Le dispositif est ainsi libellé :

1. Yakiriye imburano nk'uko yazishikirijwe na NTAONAYIGIZE Espérance kandi

ivuze ko zishemeye

2. Sentare irahukanishije NTAONAYIGIZE Espérance na NDUWIMANA Philippe kumakosa y'umugabo. Iyi ngingo yandikwe mu bitabu ndangamuntu vy'abubakanye impande y'amazina yabo.
3. Umwana NDUWIMANA Lina Fleurise abandanye arezwe na nyina wiwe NTAONAYIGIZE Espérance, NDUWIMANA Philippe arahawe uburenganzira bwo kuramutsa umwana nawe amuramutse uko bavyifuza
4. Amagarama y'urubanza atangwa na

Philippe Nduwimana 59.300f
 Uko niko ruciwe kandi rusomwe mu ntahe y'icese
 yo kuwa 18/08/2021
 Et pour que le signifié n'en ignore, attendu qu'il n'a
 ni résidence ni domicile connu, dans ou hors de la
 République du Burundi, j'ai affiché une copie du

présent exploit à la porte principale de l'auditoire
 du Tribunal de Résidence Kanyosha et en fait
 parvenir une copie de l'extrait au Directeur du
 CEDJ aux fins d'insertion au BOB

Dont acte
 L'huissier (sé)

ASSIGNATION A DOMICILE INCONNU

RCF 1002/2021

L'an deux mille vingt et un, le 10^{ème} jour du mois
 de novembre

A la requête de NDAYIZEYE Géoffroy résidant à
 Rohero, je soussigné NIYIMPAGARITSE Renée,
 huissier assermenté près le Tribunal de Résidence
 Kanyosha séant à Kanyosha ; ai donné assignation
 à domicile inconnu à NINTUNZE Ange Nina ayant
 résidé à Kanyosha de nationalité burundaise à
 comparaître devant Tribunal de Résidence
 Kanyosha séant à Kanyosha en matière civile et
 commerciale en date du 14/12/201 à 9 heures du

matin au local ordinaire de ses audiences publiques
 sise à Kanyosha.

Objet de la demande : Divorce

Pour que l'assigné n'en ignore, attendu qu'il n'a ni
 domicile, ni résidence connue dans ou hors la
 République du Burundi, j'ai affiché une copie du
 présent exploit à la porte principale de l'auditoire
 du Tribunal de Résidence Kanyosha et en ai fait
 parvenir un extrait à Monsieur le Directeur du
 C.E.D.J à Bujumbura pour insertion au B.O.B.

Dont acte
 L'huissier (sé)

SIGNIFICATION A DOMICILE INCONNU

RC 1261/2020

L'an deux mille Vingt et un, le 12^{ème} jour du mois
 de novembre

A la requête de NDARUSANZE Didace résidant à
 BWIZA, 5/54

Je soussigné Ladouce BAMURANGE huissier
 près le Tribunal de Grande Instance Mukaza y
 résidant.

Ai signifié à NTIHARIRIZWA Prosper le
 jugement RC 1261 en cause Didace contre
 NTIHARIRIZWA Prosper rendu
 contradictoirement (par défaut) par le Tribunal de
 Grande Instance Mukaza en matière civile le
 25/3/2021 dont le dispositif est ainsi libellé

Dispositif

Sentare ishinze ko :

1. NTIHARIRIZWA Prosper ariha amafaranga
 angana umuliyoni n'ibihumbi amajana ane na
 mirongo itanu (1.450.000fbu) ayaha
 NDARUSANZE Didace

2. Amagarama y'urubanza atangwa na
 NTIHARIRIZWA Prosper

Et pour que le signifié n'en ignore, étant donné
 qu'il n'a pas ni domicile ni résidence connu, dans
 ou hors de la République du Burundi, j'ai affiché
 une copie du présent exploit à la porte principale
 de l'auditoire du Tribunal de Grande Instance de
 Mukaza et en fait parvenir une copie de l'extrait de
 Directeur du Centre d'Etudes et de
 Documentations Juridiques aux fins d'insertion au
 prochain numéro du Bulletin Officiel du Burundi

Dont acte
 L'huissier (sé)

CITATION A DOMICILE INCONNU

RP 333/2021

L'an deux mille vingt et un, le 23^{ème} jour du
 mois de Novembre

A la requête du Ministère Public résidant à

Je soussigné KANGEYO Joséphine, huissier
 assermenté près le Tribunal de Résidence
 Gihosha y résidant

Ai donné Yvette NSHIMIRIMANA résidant à
 l'inconnu

A comparaître devant le Tribunal de Résidence
 Gihosha siégeant en matière civile au premier
 degré en date du 15/12/2021 dès 9 heures du

matin au local ordinaire de ses audiences
 publiques

Du chef : Gusubizwa impuzu + kuvuzwa

Y présenter ses dire et moyens de défense et
 entendre sur les faits lui reproches et prononcer
 le jugement à intervenir et attendu que Yvette
 NSHIMIRIMANA n'a ni domicile, ni
 résidence connu dans ou hors la République du
 Burundi, j'ai huissier soussigné et affiché une
 copie de mon exploit à la porte principale de
 Résidence Gihosha et une autre dans un journal
 officiel du Burundi B.O.B pour la publication

Dont acte
 L'huissier (sé)

Tarif de vente, d'abonnement et frais d'insertion au Bulletin Officiel du Burundi.

A. Tarifs de vente

- | | |
|-------------------------|------------|
| 1° BOB ordinaire: | 9.000 Fbu |
| 2° BOB objet d'un code: | 15.000 Fbu |

B. Tarifs d'abonnement annuel

- | | |
|---|-------------|
| 1° Au Burundi | |
| a) retrait par l'abonné lui-même: | 120.000 Fbu |
| b) livraison à domicile ou au bureau: | 150.000 Fbu |
| 2° Autres pays | |
| - livraison à l'agence ou au bureau de liaison: | 150.000 Fbu |

C. Insertion

Outre les actes du Gouvernement, sont insérés au Bulletin Officiel du Burundi: les publications légales, les extraits et les modifications des actes ainsi que les communications ou avis des Cours et Tribunaux.

Les assignations et les significations à domicile inconnu des Cours et Tribunaux sont publiées à titre onéreux.

Les demandes d'insertion au Bulletin Officiel du Burundi doivent être adressées au Directeur du Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques accompagnées du paiement du coût indiqué dans l'ordonnance Conjointe n°550/540/2306 du 30 décembre 2016.

Pour tout renseignement relatif au Bulletin Officiel du Burundi, adressez-vous au Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques, Rohero I, Avenue Luxembourg n°5, B.P. 7379 Bujumbura, téléphone 22252637.

Imprimé au Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques